

LES MIGRATIONS ENVIRONNEMENTALES EN 2018 : L'AGENDA 2030 DES  
NATIONS UNIES ET LA RESPONSABILITÉ DES PAYS DU NORD

Par  
Louis Béchar

Essai présenté au Centre universitaire de formation  
en environnement et développement durable en vue  
de l'obtention du grade de maître en environnement (M. Env.)

Sous la direction de Monsieur Khalid Adnane

MAÎTRISE EN ENVIRONNEMENT  
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Juillet 2018

« La prise en considération des migrations et des mouvements d'exilés nous invite, elle, à considérer une autre entente du cosmopolitisme qui privilégie les brassages de peuples plutôt que les tractations entre États, les interactions aux frontières plutôt que l'édification de murs, le partage des expériences plutôt que la stigmatisation des étrangers, le bonheur des mixités plutôt que l'épuration des identités »

- Étienne Tassin

*Loin là-bas  
Nos premiers pas  
Où notre voyage a commencé  
Où nous avons dû plier bagages  
Laissant derrière nous tout un monde  
Notre monde  
Nous avons longuement marché  
À travers mers, montagnes et déserts  
En quête des possibles  
D'un monde meilleur  
D'une vie préférable  
À celle qui hier était la nôtre*

*Ici et là  
Maintenant  
Nous marchons encore  
Nous errons  
Ensemble  
Seuls  
Portant sur nos épaules  
Le peu qu'il nous reste de notre existence  
De notre dignité*

*Vers l'inconnu  
L'incertain  
Vulnérables  
Nous marcherons encore  
Et encore  
La tête haute  
Dans l'espoir  
D'un lendemain plus prometteur*

**Citation recommandée :**

Béchar, L. (2018). *Les migrations environnementales en 2018 : l'Agenda 2030 des Nations Unies et la responsabilité des pays du Nord* (Essai de Maîtrise). Université de Sherbrooke, Sherbrooke, Québec.

## SOMMAIRE

Mots clés : migrations environnementales, changements climatiques, catastrophes naturelles, dégradations progressives, déplacements de populations, frontières, adaptation, vulnérabilité.

Les migrations environnementales ne sont pas nouvelles à l'Humain. Cependant, les migrations induites par des changements climatiques résultant des activités anthropiques depuis la révolution industrielle ont, depuis plusieurs décennies, accru les flux migratoires. Alors que les pays en développement sont plus à même de subir ces phénomènes migratoires que les pays développés, il est très difficile aujourd'hui de nier la responsabilité de ces derniers quant à la hausse des températures à l'échelle de la planète qui est à la base de l'accroissement de ces mouvements. Néanmoins, la réponse migratoire ne représente pas un échec d'adaptation aux changements climatiques et est loin d'être un résultat négatif et indésirable. Au contraire, bien que de multiples défis soient à relever elle se présente comme une stratégie d'adaptation à part entière.

L'objectif de cet essai sera d'exposer ce que sont les migrations environnementales en 2018 pour ensuite établir le lien de causalité entre le fait que les pays développés ont une large responsabilité non pas dans l'existence du phénomène, mais bien dans l'accentuation de celui-ci dans les pays du Sud, et ce, à travers les changements climatiques provoqués par les émissions historiques et actuelles de gaz à effet de serre.

À la lumière des recherches effectuées, il sera d'abord et avant tout essentiel d'arriver à un consensus clair sur la terminologie entourant les migrations environnementales. Ceci permettra alors d'établir une catégorie juridique autour de laquelle il sera possible d'instaurer un cadre légal permettant d'octroyer la protection et l'aide appropriées. Ensuite, davantage de volonté politique sera nécessaire afin de mettre en place des politiques publiques et de développement durable proactives qui seront en plus étroite adéquation avec les politiques migratoires. Cela nécessitera entre autres l'obtention de données probantes permettant aux décideurs d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques et des mesures d'adaptation appropriées. Puis, les recherches ont mis en évidence que ce sont plutôt des ententes bilatérales et régionales qui permettront d'en arriver à des consensus, et ce, grâce à une meilleure prise en considération des contextes régionaux. Il faudra également s'attarder à l'intégration des migrants à l'échelle locale, car elles peuvent être un puissant moteur de développement durable et c'est à cette échelle que se joue le succès ou l'échec d'une migration. Enfin, considérant que les pays en développement ont un accès plus limité aux ressources nécessaires alors que ce sont eux qui sont et seront les premiers à subir le poids des migrations, les pays développés ont, en vertu du principe de responsabilité commune et différenciée ainsi que d'un principe moral d'équité, un devoir sur le plan financier. Plusieurs fonds dédiés au climat constituent déjà d'importants canaux d'accès au financement pour l'adaptation et seraient mobilisables pour permettre la mise en œuvre de ces pistes de solutions.

## REMERCIEMENTS

Tout d’abord, j’aimerais sincèrement remercier mon directeur d’essai Khalid Adnane envers qui je suis reconnaissant pour son temps, sa patience, sa flexibilité ainsi que pour m’avoir accordé une très grande confiance tout au long du processus de rédaction. Ceci m’a permis d’avoir un sentiment d’appropriation du sujet bien plus profond en jouissant d’une grande latitude et d’une grande autonomie. Ses judicieux conseils ainsi que ses commentaires aiguisés m’ont permis d’enrichir ce travail et ont grandement contribué à l’aboutissement de ce projet d’écriture colossal. Je tiens également à remercier le Centre universitaire de formation en environnement et développement durable pour l’enseignement et les connaissances reçus tout au long de ces deux dernières années ainsi que pour le soutien durant la réalisation de cet essai.

Trop nombreux pour être tous nommés sur cette page, je tiens également à dédier une grande partie de ces remerciements à mes amis et collègues de l’AMEUS, des personnes extraordinaires et formidables que j’ai eu la chance de rencontrer et avec qui j’ai pu, tout au long de cette maîtrise, développer de profondes amitiés. Étudier à vos côtés aura été une période fort enrichissante, épanouissante, une période durant laquelle j’aurai vécu des moments légendaires, grâce à vous. Vous avez été et serez toujours une source d’inspiration et de dépassement. Vous m’avez permis de croire en moi et de constamment repousser mes limites.

Je voudrais également remercier mes parents Christiane et Jean-Marc, ma sœur Ève ainsi que mon frère Didier pour leur énorme appui tout au long de mes études que j’ai reprises il y a de cela plus de sept ans. Votre soutien continu et vos encouragements à persévérer dans mes projets souvent erratiques, fantaisistes et difficiles à suivre m’ont permis d’achever ce dernier projet académique, cet essai que voici. Une mention particulière à ma très chère mère qui tout au long de mes études universitaires, mais surtout durant ce travail, a su rattraper nombre des fautes et coquilles que mes doigts agiles laissent souvent glisser par inadvertance.

En dernier lieu, je tiens également à dédier une partie de ces remerciements à mes deux colocataires Jordana d’Amours et Judith Ruel, deux personnes fabuleuses, inspirantes, créatives et débordantes de vie qui ont su m’écouter, me soutenir et m’encourager au quotidien et sans lesquelles cette rédaction n’aurait pu se vivre de la même manière. Merci d’avoir été présentes dans mon quotidien durant ces quelques mois de rédaction, de m’avoir fait vivre ces belles choses et d’être les personnes que vous êtes.

Merci.

## TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	1
1. LES PHÉNOMÈNES DE MIGRATIONS ET L'ENVIRONNEMENT : LA COMPLEXITÉ.....	3
1.1 Mise en contexte.....	3
1.1.1 Historiquement : la migration .....	3
1.1.2 La complexité : facteur économique, politique, social ou environnemental ? .....	5
1.1.3 Un enjeu géopolitique .....	6
1.1.4 La question de la sécurité .....	8
1.1.5 Les types d'acteurs : un aperçu .....	10
1.2 Dimensions de la migration environnementale .....	13
1.2.1 Dimension temporelle : migrations environnementales et durées.....	13
1.2.2 Dimension spatiale : migrations environnementales et frontières.....	16
1.2.3 Dimension décisionnelle : migrations environnementales et choix .....	18
1.3 Terminologie, définitions, statut légal et protection : un obstacle.....	20
1.3.1 Le réfugié .....	21
1.3.2 Le migrant .....	24
1.4 Constats généraux en chiffres : un défi .....	27
1.4.1 Estimations et prévisions historiques .....	28
1.4.2 Tendances pour l'ensemble des migrations dans le monde.....	29
1.4.3 Tendances pour les migrations environnementales dans le monde.....	29
1.4.4 Variabilité dans les chiffres et incertitudes .....	31
1.5 Synthèse du phénomène des migrations environnementales.....	33
2. LA RESPONSABILITÉ DES PAYS DU NORD.....	35
2.1 Émissions de gaz à effet de serre, changements climatiques et responsabilités Nord-Sud .....	35
2.1.1 Émissions historiques de gaz à effet de serre en chiffres .....	37
2.1.2 Tendances des événements environnementaux et climatiques.....	42
2.2 Vulnérabilité et risques liés aux changements climatiques dans les pays en développement ....	44
2.2.1 Facteurs de vulnérabilité .....	45
2.2.2 Inégalités du Nord au Sud dans la vulnérabilité aux changements climatiques.....	47
2.3 Des changements climatiques aux migrations : un lien.....	50
2.3.1 Historique récent : des experts aux institutions internationales .....	51
2.3.2 Provenance et destination des migrations environnementales .....	53
2.4 Une responsabilité morale pour les pays du Nord .....	56
3. ENTENTES INTERNATIONALES, MIGRATIONS ET DÉVELOPPEMENT DURABLE.....	60
3.1 Reconnaissance des faits par la communauté internationale .....	60
3.2 Ententes internationales et engagements des États.....	62
3.2.1 Conférence de Cancún de 2010 sur les changements climatiques .....	62
3.2.2 Initiative de Nansen sur les déplacements transfrontaliers induits par les catastrophes ..	63
3.2.3 Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes 2015 - 2030 .....	64
3.2.4 Accord de Paris .....	65
3.2.5 Objectifs de développement durable des Nations Unies et migrations .....	66
3.2.6 Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants.....	67

3.3	Portée et limitations des ententes actuelles.....	68
3.3.1	Les aspects positifs généraux .....	70
3.3.2	L'aspect juridiquement contraignant des accords .....	70
3.3.3	L'incorporation dans les lois nationales et rapports de force .....	71
3.3.4	Le financement.....	72
4.	UN REGARD VERS L'AVENIR : QUELQUES PISTES DE SOLUTION .....	73
4.1	La technologie .....	73
4.2	La volonté politique.....	75
4.3	Les données et les statistiques .....	77
4.4	Les ententes multilatérales, bilatérales et régionales.....	79
4.5	Le financement .....	81
4.6	L'intégration des migrants et le développement durable à l'échelle locale.....	87
	CONCLUSION .....	89
	RÉFÉRENCES.....	91
	ANNEXE 1 : ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE ET VULNÉRABILITÉ : ÉQUITÉ.....	101
	ANNEXE 2 : EXPOSITION, VULNÉRABILITÉ ET RISQUE AUX CATASTROPHES.....	102
	ANNEXE 3 : RISQUE AUX CATASTROPHES NATURELLES .....	103

## **LISTE DES FIGURES ET DES TABLEAUX**

Figure 1.1 Publications sur les changements climatiques et les migrations environnementales.....	4
Figure 1.2 Travail des organisations internationales sur la migration et les changements climatiques ..	5
Figure 1.3 Liens souvent effectués entre les changements climatiques, les migrations et la sécurité.....	9
Figure 1.4 Nombre de déplacés par année selon le type de catastrophes de 2008 à 2016 .....	30
Figure 1.5 Nombre de déplacés par les perturbations environnementales selon différentes sources.....	32
Figure 2.1 Moyenne cumulative des températures de l’atmosphère et des océans 1850-2012.....	36
Figure 2.2 Nombre d’événements environnementaux dans le monde par année de 1980 à 2017.....	43
Figure 2.3 Vulnérabilité face aux changements environnementaux en fonction du niveau de vie .....	47
Figure 2.4 Nouveaux déplacements liés à des catastrophes naturelles en 2016 par région.....	54
Figure 2.5 Nouveaux déplacements liés à des catastrophes naturelles en 2016 par revenu .....	54
Tableau 1.1 Tendances générales pour les migrations environnementales selon trois dimensions .....	34
Tableau 2.1 Contributions relatives aux émissions globales cumulées selon divers calculs.....	40
Tableau 2.2 Sommaire des contributions historiques des pays du Nord aux émissions de GES .....	41
Tableau 3.1 Sommaire des ententes internationales évoquant les migrations environnementales.....	69
Tableau 4.1 Fonds pour le climat et visant l’adaptation aux changements climatiques.....	85

## LISTE DES ACRONYMES, DES SYMBOLES ET DES SIGLES

AR5	<i>Fifth Assessment Report</i>
BAD	Banque asiatique de développement
BM	Groupe Banque mondiale
CC	Changements climatiques
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CDB	Convention des Nations Unies sur la biodiversité
CNULCD	Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification
DD	Développement durable
É-U	États-Unis
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
GES	Gaz à effet de serre
GMDAC	<i>Global Migration Data Analysis Center</i>
HCR	Haut-Commissariat pour les réfugiés
IDMC	<i>Internal Displacement Monitoring Centre</i>
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	Objectifs de développement durable
OEA	Organisation des États américains
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OMD	Objectifs du millénaire
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
OUA	Organisation de l'unité africaine
PD	Pays développés
PED	Pays en développement
PIB	Produit national brut
PMA	Pays les moins avancés
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
UCTAF	Utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie
UE28	Union Européenne
UNESCO	<i>United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization</i>
UNHCR	<i>United Nations High Commissioner for Refugees</i>



UNISDR	<i>United Nations International Strategy for Disaster Reduction</i>
UNOCHA	<i>United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs</i>
UNU-EHS	<i>United Nations University Institute for Environment and Human Security</i>

## LEXIQUE

Accord	Au sens général, rencontre de volontés. En droit international public, terme utilisé comme synonyme de traité ou de convention. (OIM, 2007)
Apatride	Individu sans nationalité, soit qu'il n'en ait jamais eu, soit qu'en ayant eu une, il l'ait perdue sans en acquérir une autre (OIM, 2007).
Bilatéral	En droit international public, terme qualifiant un acte juridique adopté par deux sujets de droit international (OIM, 2007).
Convention	En droit international public, accord conclu entre deux ou plusieurs sujets de droit international destiné à produire des effets de droit. Dans la pratique, les termes de convention et de traité sont employés indifféremment. (OIM, 2007)
Diaspora	Etat de dispersion d'un peuple ou d'un groupe ethnique à travers le monde. La notion de diaspora est fréquemment utilisée dans le but de revendiquer une identité commune malgré la dispersion du groupe. (OIM, 2007)
Migrant	Personnes ou groupes de personnes qui, essentiellement pour des raisons liées à un changement environnemental soudain ou progressif influant négativement sur leur vie ou leurs conditions de vie, sont contraintes de quitter leur foyer habituel ou le quittent de leur propre initiative, temporairement ou définitivement, et qui, de ce fait, se déplacent à l'intérieur de leur pays ou en sortent. (OIM, 2011)
Migration internationale	Mouvement de personnes qui quittent leur pays d'origine ou de résidence habituelle pour s'établir de manière permanente ou temporaire dans un autre pays. Une frontière internationale est par conséquent franchie. (OIM, 2007)
Migration interne	Mouvement de personnes d'une région d'un pays à une autre afin d'y établir une nouvelle résidence. Cette migration peut être provisoire ou permanente. Les migrants internes se déplacent mais restent dans leur pays d'origine, par exemple dans le cas d'une migration rurale-urbaine. (OIM, 2007)
Multilatéral	Terme employé pour qualifier un acte ou une négociation émanant de plus de deux sujets de droit international (OIM, 2007).
Organisation internationale	Association d'Etats établie par une convention internationale, dotée d'organes propres et d'une personnalité juridique distincte de celle des Etats membres (OIM, 2007).
Réfugié	Personne [q]ui, par suite d'événements survenus avant le 1er janvier 1951 et craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle à la suite de tels événements, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner (UNHCR, 1951).

Traité

En droit international public, accord conclu entre deux ou plusieurs sujets de droit international destiné à produire des effets de droit. Dans la pratique, les termes de convention et de traité sont employés indifféremment. (OIM, 2007)

## INTRODUCTION

Les facteurs environnementaux et climatiques ont depuis toujours façonné nos sociétés. Nos ancêtres se sont sans relâche déplacés au rythme des cycles climatiques d'une Terre en perpétuelle évolution, et ce, en quête d'un meilleur climat ou en réaction à des menaces environnementales. En outre, ce que l'on désigne comme l'environnement est loin d'être statique. Alors que certains changements environnementaux et climatiques tels que des périodes glaciaires ou des réchauffements globaux se déroulent sur de longues périodes de temps, d'autres tels que des tremblements de terre, des éruptions volcaniques ou des tempêtes se produisent soudainement et sont beaucoup plus brutaux. Les schémas d'établissement, de migration et de mobilité de l'Humain qui résultent des interactions avec cet environnement dynamique se sont continuellement articulés en réaction autour de ces transformations. La distribution planétaire de la population humaine a ainsi toujours été liée à l'environnement et au climat. (Ionesco, Mokhnacheva et Gemenne, 2016; McLeman, Schade et Faist, 2016; Morel et de Moor, 2012; Gemenne, 2010; Brown, 2008; Myers, 2005)

À l'époque de l'anthropocène, parmi les crises que traverse le monde contemporain, les migrations environnementales sont un marqueur inhérent de la crise écologique. Les changements climatiques (CC) constituent l'un des plus grands défis d'adaptation de nos sociétés d'aujourd'hui et remettent en cause une partie de leur organisation (Ionesco et al., 2016). Considérablement exacerbés par la pression grandissante des activités de l'Humain sur la nature, particulièrement depuis la révolution industrielle, les effets et l'intensité des CC se sont accélérés, notamment à cause des émissions de gaz à effet de serre (GES), de la pollution ainsi que de la dégradation et de la destruction des écosystèmes (McLeman, Schade, et al., 2016). Ces écosystèmes, grands régulateurs des systèmes planétaires et climatiques, sont toutefois indispensables à la survie et aux activités de l'Humain. La dégradation de ces écosystèmes, les catastrophes naturelles brutales et soudaines ainsi que les CC résultant des activités anthropiques peuvent alors induire d'importants mouvements de personnes. Facteurs clés de la décision migratoire, les conditions environnementales résultant du réchauffement climatique sont en retour altérées par les flux démographiques et les schémas de peuplement. (Ionesco et al., 2016) En outre, alors que les migrants sont à la recherche des possibles et du meilleur, ces phénomènes migratoires s'inscrivent dans les dynamiques géopolitiques complexes des sociétés telles que nous les avons construites et organisées. Or, depuis plusieurs années, la crainte que des millions de personnes originaires de pays plus pauvres émigrent vers les régions plus riches en raison des CC a suscité un regain d'intérêt (Laczko et Aghazarm, 2009). Cet essai portera ainsi sur le sujet que sont les migrants environnementaux dans le contexte plus large des CC, et ce, dans une perspective Nord-Sud.

Au regard de la complexité du phénomène, de l'état actuel des connaissances en la matière ainsi que de l'état de la situation dans le monde, l'objectif principal de cet essai sera d'explorer le phénomène des

migrations environnementales sous ses multiples facettes en démêlant, regroupant et synthétisant l'ensemble des connaissances existantes sur le sujet. À cet effet et sur une trame de fond distinctive des pays du Nord et du Sud, il sera notamment question d'analyser la responsabilité des pays du Nord en ce qui a trait aux migrations environnementales ainsi qu'à la mise en œuvre d'actions en la matière. Le fil conducteur principal de la thèse soutenue sera ainsi que les émissions historiques de GES des pays du Nord ont engendré les changements climatiques que l'on constate aujourd'hui et que, à leur tour, ceux-ci entraînent davantage de migrations. Il s'agira ensuite de démontrer que les pays du Sud sont davantage vulnérables aux changements climatiques que les pays du Nord et que ceux-ci verront alors une bien plus forte augmentation des phénomènes migratoires. Enfin, différentes avenues possibles pour le futur seront exposées, soit plusieurs pistes de solution qui, aux côtés de politiques environnementales cohérentes, pourraient mener à une meilleure gestion des phénomènes migratoires liés à l'environnement.

Afin de produire une synthèse exhaustive du sujet qui soit de qualité et basée sur de l'information fiable, seules les sources jugées pertinentes et crédibles ont été considérées. Pour ce faire, les sources ont été choisies en fonction de leur origine, du type de publication, de l'auteur, de l'authenticité des écrits ainsi que de l'actualité de l'information. Ce travail a ainsi principalement été réalisé à travers la consultation d'une panoplie de documents tels que des périodiques scientifiques, des livres, de la documentation d'organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales ainsi que tout autre type de publications jugées adéquates et qui se rapportent aux sujets touchés.

Ce travail se divisera alors en quatre grands chapitres. D'abord, dans le premier chapitre, il s'agira d'explorer la complexité du phénomène en présentant le contexte des migrations environnementales, les dimensions de celles-ci, la problématique terminologique qui entoure la désignation des personnes déplacées pour se terminer avec quelques constats et chiffres. Le second chapitre abordera quant à lui la responsabilité des pays du Nord concernant la question des migrations environnementales en établissant un lien de causalité tout au long du chapitre. Il sera ainsi question de voir les responsabilités historiques et différenciées des pays quant aux émissions de GES, la vulnérabilité des pays quant aux changements climatiques résultant de ces émissions, l'augmentation des migrations qui en découle ainsi que les endroits où elles se déroulent. Puis, le troisième chapitre se penchera sur la reconnaissance des faits discutés au second chapitre par la communauté internationale. Il fera ensuite un état de ce qui existe sur le plan des ententes internationales et d'engagements touchant de près ou de loin le sujet des migrations environnementales, pour se terminer en abordant la portée et les limitations de ces engagements. Enfin, le quatrième et dernier chapitre permettra de conclure cet essai en proposant quelques pistes concernant la mise en œuvre de solutions possibles qui seraient viables et durables à l'horizon 2030.

## **1. LES PHÉNOMÈNES DE MIGRATIONS ET L'ENVIRONNEMENT : LA COMPLEXITÉ**

Les migrations environnementales, un phénomène complexe, ne sont pas nouvelles à l'Humain. Cependant, depuis quelques années, ce sujet attire davantage l'attention, et ce, souvent à travers une forte médiatisation des catastrophes naturelles de plus en plus fréquentes. Ceci entraîne alors une inquiétude croissante en ce qui concerne la prise de conscience collective des changements climatiques ainsi que de leurs conséquences. Ce premier chapitre vise donc à capter l'ensemble du sujet des migrations environnementales à travers ses enjeux. Il a été rédigé à la suite d'une revue de littérature approfondie, ce qui a permis de rassembler quelques pièces d'un casse-tête parfois bien éparpillé. Ce chapitre commencera donc par un état de la complexité substantielle et des enjeux dans leurs enchevêtrements, pour ensuite aborder les principales dimensions que les migrations environnementales peuvent prendre. Puis, il portera le regard sur la problématique définitionnelle qui fait aujourd'hui obstacle pour terminer en donnant un aperçu des tendances en chiffres ainsi que de leur variabilité, un résultat de l'ensemble des défis actuels en la matière. Certes, chacun des aspects développés pourrait l'être davantage tellement la thématique est vaste et complexe, mais pour les besoins de ce travail, il a fallu éviter de trop s'étaler en restant à la fois synthétique tout en amenant une quantité suffisante d'informations.

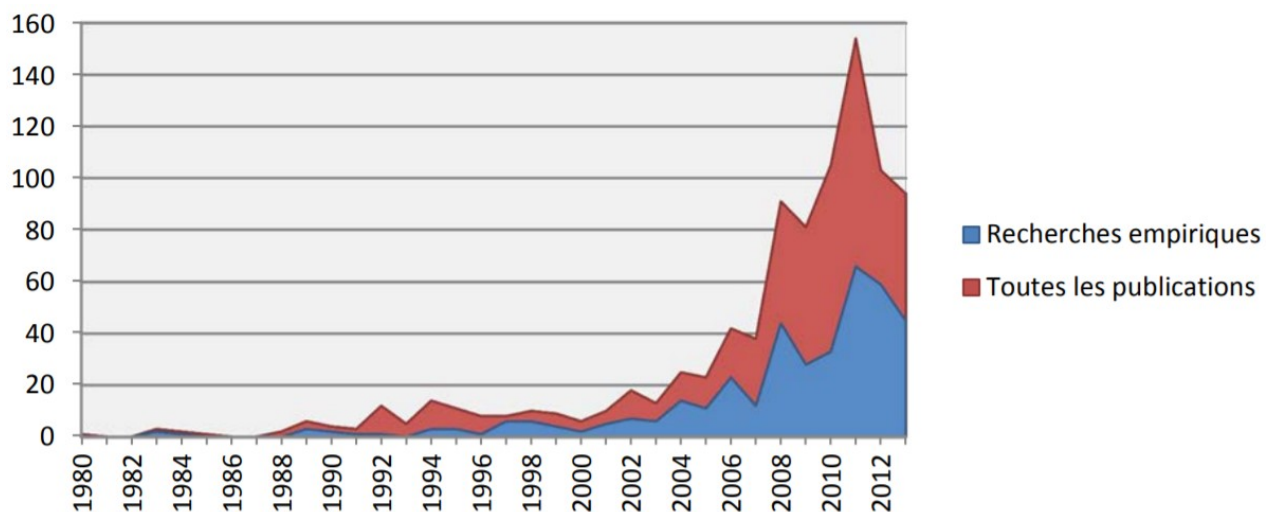
### **1.1 Mise en contexte**

Aujourd'hui, les migrants sont présents dans tous les pays du monde (Nations Unies, 2016a). Cependant, pour bien démystifier le phénomène spécifique des migrations environnementales, il est nécessaire d'entrevoir d'abord l'Humain dans l'histoire de ses déplacements, pour ensuite développer sur les facteurs sous-jacents à la migration, puis sur le fait que de nos jours ce phénomène est un enjeu géopolitique international et sur la question de la sécurité, pour finalement terminer avec les principaux types d'acteurs.

#### **1.1.1 Historiquement : la migration**

Depuis qu'il y a de l'Humanité sur la Terre, que le monde est monde, les gens marchent, se déplacent : ils migrent. L'Humain, mais spécifiquement le genre homo à travers son histoire qui remonte à près de deux millions d'années, a toujours connu des phénomènes migratoires, souvent en tant que stratégie de survie. Par exemple, Ionesco et al. (2016) nous renseignent sur le fait qu'il y a 45 000 ans, c'est un climat et des ressources naturelles abondantes qui attirèrent l'Humain vers l'Europe. La sédentarisation que nous connaissons aujourd'hui, elle, ne s'est qu'en grande partie faite durant la dernière décade millénaire. À la base, nous sommes cependant tous des descendants de ces migrations. (Tassin, 2017; OIM, 2009; Hugo, 2008; Dennell, 2008) Les raisons qui ont poussé l'Humain à se déplacer ont toujours été très diverses : le manque de ressources vitales, la violence, la pauvreté, les catastrophes naturelles, etc. Plus récemment, depuis qu'il s'est établi en sociétés plus organisées et dites « développées », il est possible d'allonger cette

liste en y ajoutant des facteurs tels que des situations politiques instables, des situations économiques défavorables, des guerres à grande échelle, ainsi que de multiples autres raisons. Toutefois, de nombreux événements historiques permettent également de croire que les déplacements massifs d'humains pour des raisons environnementales telles que des catastrophes naturelles ou d'autres perturbations comme des dégradations de l'environnement ainsi que des changements climatiques ne sont pas, et de loin, des phénomènes nouveaux. (Nations Unies, 2016a; Gemenne et Cavicchioli, 2010; Brown, 2008; Dennell, 2008) Les changements environnementaux et les catastrophes naturelles ont ainsi toujours existés et ont toujours été moteurs de migrations. Toutefois, en raison de la pression grandissante de l'Humain sur les écosystèmes ainsi que des changements climatiques qui en découlent, le facteur environnemental est aujourd'hui devenu de plus en plus important dans les phénomènes migratoires. Une corrélation positive entre les dégradations de l'environnement et les changements climatiques avec l'augmentation des déplacements de populations a été démontrée à plusieurs reprises. (Rigaud et al., 2018; Gemenne, 2010; Myers, 2005) Cependant, comme la figure 1.1 permet de le constater, un intérêt relativement faible y avait été porté dans la littérature scientifique jusqu'aux années 2000.



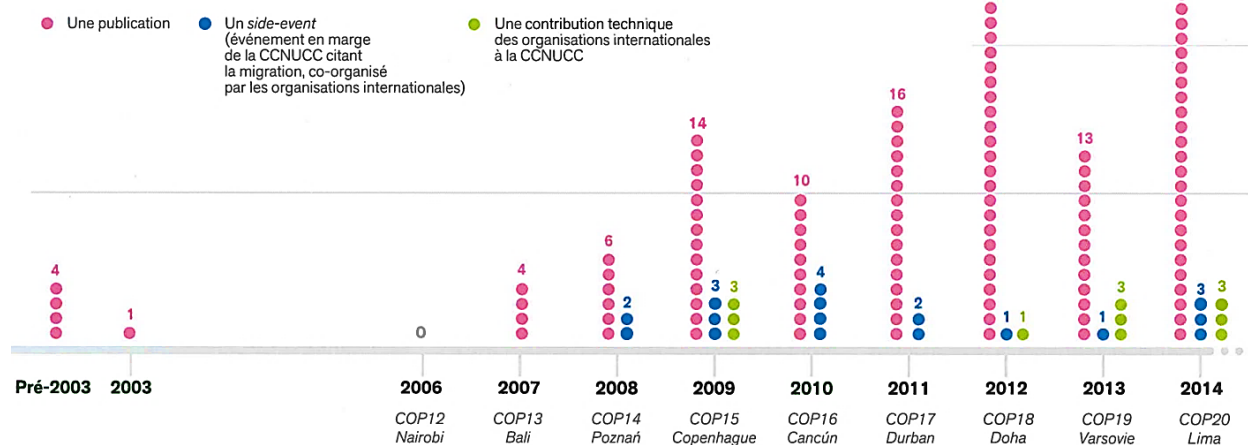
**Figure 1.1 Publications sur les changements climatiques et les migrations environnementales**

(tiré de : Kaenzig, 2015, p. 30)

Néanmoins, l'intérêt croissant pour ce domaine et les besoins récents en termes de données chiffrées ont entraîné une multiplication importante du nombre de publications dans les années 2000 pour ainsi en arriver à près d'une centaine annuellement depuis 2008 (Ionesco et al., 2016). Mais encore, la figure 1.2 montre que ce n'est vraiment qu'à partir du milieu des années 2000 que les acteurs internationaux, plus lents à se pencher sur la question, s'y sont finalement vraiment intéressés.

## Travail des organisations internationales sur la migration, l'environnement et le changement climatique

Publications institutionnelles, événements parallèles et contributions techniques à la CCNUCC par les membres du Groupe consultatif sur la mobilité humaine et le changement climatique : OIM, HCR, PNUD, UNU-EHS, OIT/AISS, IDMC/NRC et Refugees International.



**Figure 1.2 Travail des organisations internationales sur la migration et les changements climatiques**  
(tiré de : Ionesco et al., 2016, p. 126)

D'abord ainsi restreint à la sphère académique, l'enjeu des migrations environnementales a traversé la sphère médiatique pour terminer son chemin jusqu'à la sphère politique. Depuis que les organisations internationales se sont réellement saisies de la question des migrations environnementales, un plus large public a alors davantage pris conscience du phénomène climatique grâce à une nouvelle visibilité internationale. (Rigaud et al., 2018; OIM, 2017b; Ionesco et al., 2016; McNamara et Gibson, 2012; Vlassopoulos, 2012; Gemenne, 2011a; Gemenne et Cavicchioli, 2010; Hugo, 2008)

### 1.1.2 La complexité : facteur économique, politique, social ou environnemental ?

Qu'ils soient économiques (crises alimentaires, altération des moyens d'existence, augmentation du coût de la vie, quête d'un meilleur revenu et d'un emploi plus stable, etc.), sociaux (sous-développement, pauvreté, insécurité alimentaire, problèmes sanitaires, affectation des ressources, sécurité, mariage, regroupement familiaux, etc.), environnementaux (dégradations lentes ou catastrophes soudaines), politiques (faible gouvernance, mauvaise planification urbaine, multiplication des hostilités, conflits armés, violations des droits de l'homme, discriminations, etc.) et même démographiques (croissance, pression sur les ressources et les systèmes de production alimentaire, rareté des ressources), ces nombreux facteurs affectent directement ou indirectement les risques de vivre en un endroit donné, soit la précarité, et donc ultimement les flux migratoires internes et externes. (Ionesco et al., 2016) Cependant, il n'est pas toujours simple de distinguer si les gens quittent leurs lieux de vie conséquemment à des persécutions politiques, à des conflits, à des problèmes économiques, à des dégradations environnementales ou bien en raison d'une combinaison



de plusieurs de ces facteurs. En fait, particulièrement en ce qui concerne les migrations environnementales, il s'agit plutôt d'une réponse à une combinaison complexe et intriquée de plusieurs facteurs. Le phénomène montre un fort caractère multifactoriel, mais les facteurs environnementaux, pour leur part, affectent plusieurs autres facteurs, souvent à travers une boucle de rétroaction à double sens. En plus de provoquer des déplacements de populations, les facteurs qui composent cet amalgame complexe et qui en sont les causes même se retrouvent eux aussi à subir les conséquences de ces déplacements, par exemple une dégradation plus rapide de l'environnement due à une forte exploitation de celui-ci ou bien l'exacerbation des pressions sur les ressources menant à des crises alimentaires dans les régions réceptrices, des conflits, etc. En 2017, le *United Nations High Commissioner for Refugees* (UNHCR) soulignait que la dégradation de l'environnement ainsi que les changements climatiques et les catastrophes naturelles pouvaient gravement entraver la jouissance d'un large éventail des droits de l'Homme, soit, pour ne nommer que ceux-ci, l'accès à l'eau, à l'assainissement, à la nourriture, au logement et à la santé et que ce sont des éléments constitutants importants de la décision et de la dynamique migratoire (UNHCR, 2017). L'*Internal Displacement Monitoring Center* (IDMC) ajoute de surcroît qu'il est aujourd'hui de plus en plus difficile de faire une nette distinction entre les catastrophes naturelles et les conflits en tant que causes uniques de déplacements (Bennett et al., 2017). L'IDMC renchérit également en affirmant que de tenter de se focaliser sur une cause unique fausse et simplifie le contexte et peut alors entraver l'identification de solutions appropriées. Ainsi, d'après de nombreux écrits publiés depuis les 20 dernières années, la majorité des spécialistes sur le sujet s'accordent presque unanimement sur le fait qu'il est ardu, même réducteur, de chercher à distinguer la qualité d'un migrant sur la base du seul critère de l'environnement ou du climat des autres facteurs. En d'autres mots, ceci veut dire que chercher à isoler une seule et unique cause pour ce type de migrations reviendrait à ne pas aborder la problématique dans son ensemble. La plupart des cas migratoires peuvent évoluer avec le temps et n'entrent ainsi pas dans une catégorie unique. (UNESCO, 2017; Bennett et al., 2017; UNHCR, 2017; GMDAC, 2016a; Ionesco et al., 2016; Nations Unies, 2016a; Secrétariat de l'Initiative Nansen, 2015; Vlassopoulos, 2012; Gemenne, 2010; Gemenne et Cavicchioli, 2010; Neuteleers, 2010; Tubiana, Gemenne et Magnan, 2010; Agrawal et Perrin, 2009; OIM, 2009; Hugo, 2008; Myers, 2005)

### **1.1.3 Un enjeu géopolitique**

Dans un monde où tout est mondialisé, international, où tous peuvent circuler d'un endroit à un autre en quelques heures, mais dans lequel l'Humain a tracé des frontières afin de territorialiser et de s'appropriier l'espace, il doit maintenant vivre et évoluer avec celles-ci. Nonobstant ces frontières, conventions sociales qu'elles sont, les événements qui poussent les gens à se déplacer peuvent être endogènes aux pays, mais peuvent également provenir de l'extérieur de ces frontières. Parfois engendrées par l'Humain, mais parfois

hors de son contrôle, plusieurs des causes telles que des événements environnementaux ou climatiques pour lesquels les frontières n'existent pas, outrepassent celles-ci et peuvent amener les gens à faire de même. En conséquence, les déplacements en réponse à ces phénomènes peuvent aussi bien être régionaux que nationaux ou qu'internationaux. (Nations Unies, 2016a; Agrawal et Perrin, 2009) Comme l'affirme Tassin (2017) :

« Les migrations sont en ceci de même nature que les phénomènes écologiques : les uns et les autres passent les frontières, affectent indifféremment les populations sans considération de nationalités, et forcent les autorités à reconnaître leur relative impuissance face à cette démesure ou à composer entre elles de façon à multiplier les chances d'affronter heureusement les nouvelles données transnationales. »

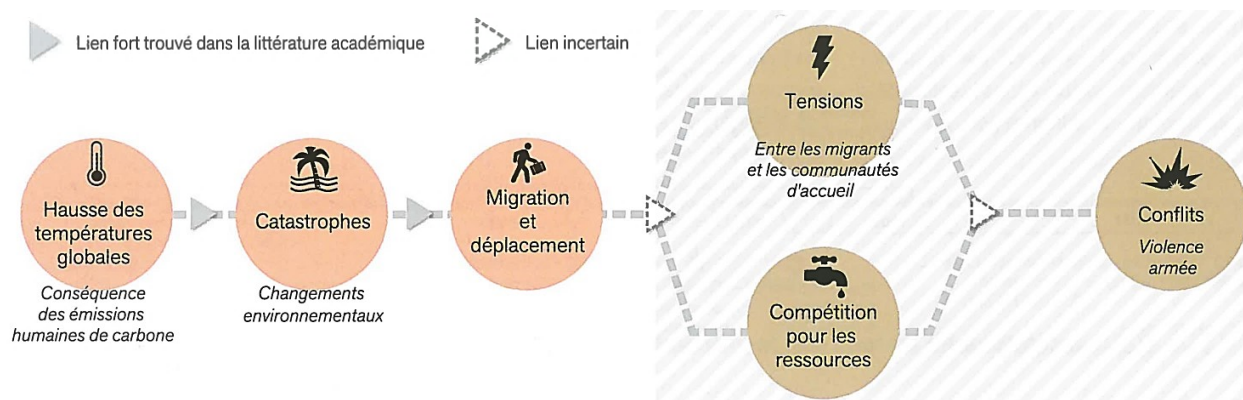
Inévitablement, ceci attire l'attention des acteurs de la scène géopolitique qui ne peuvent alors ignorer l'indissociabilité entre la recherche sur les relations entre les changements climatiques et les migrations, les orientations qu'ils soutiennent par la suite ainsi que les décisions politiques qui sont finalement prises (Piguet, Pécoud et de Guchteneire, 2011). Cependant, les principales préoccupations des décideurs politiques qui orientent les discussions sur la scène géopolitique internationale concernant la migration et les CC sont, à ce jour, essentiellement axées sur les migrations internationales. Ces discussions cependant semblent souvent ignorer la réalité, soit le fait que la forme prédominante des migrations est celle des migrations internes aux pays. (Ionesco et al., 2016; Piguet et al., 2011) En conséquence, les réalités internes et interrégionales des migrations environnementales sont négligées alors que ce sont ces dernières qui représentent la majorité des déplacements liés aux changements climatiques et environnementaux (Gemenne et Blocher, 2017). Comme Piguet et al. (2011) le mentionnent, « [...] ce parti pris en dit plus sur les craintes de l'Occident que sur les véritables tendances, car la plupart des migrations déclenchées par des facteurs environnementaux sont des migrations internes aux pays du « Sud » ». L'OIM (2015) ajoute qu'en conséquence, actuellement, les discussions politiques sur les migrants sont assez limitées parce qu'elles tendent à ne se concentrer que sur les pays développés (PD) ainsi que sur l'intégration des migrants venant des pays en développement (PED). Déjà très politisé dans sa nature, le sujet des migrations environnementales le devient alors davantage (Piguet et al., 2011).

Néanmoins, depuis peu, les institutions internationales commencent à prendre davantage en considération la réalité et les enjeux des migrations environnementales dans leurs politiques de développement. En effet, par exemple, les Objectifs de développement durable (ODD) présentés en 2015 par l'Organisation des Nations Unies (ONU) comportent pour la première fois des directives portant directement sur ces problématiques (OIM, 2017a). De fait, ces mêmes institutions internationales reconnaissent alors déjà fort bien que les PED soient plus à même de subir les conséquences des changements climatiques que les PD,

alors que ces derniers sont ceux qui en sont majoritairement responsables. Elles reconnaissent de plus que ces phénomènes climatiques et environnementaux affectent directement et indirectement les migrations et que souvent ce sont les PED qui se retrouvent à être les pays de départ et d'arrivée des migrants. (Rocha et al., 2015; Wei et al., 2012; Nations Unies, 1992) Pourtant, en parallèle, quelques problèmes subsistent et jettent de l'ombre sur les relations géopolitiques, mais également sur l'ensemble de la problématique. Les migrants, dont les motivations de départ sont liées à l'environnement et au climat, n'ont actuellement pas de statut juridique officiel qui soit internationalement reconnu. Ceux-ci se retrouvent alors dans une sorte de vide juridique international (Morel, 2010). Cette question de désignation terminologique est fort débattue actuellement et ceci se répercute sur les dynamiques internationales interétatiques, dans les politiques, mais aussi, *in fine*, sur la sécurité des personnes concernées ainsi que sur les modalités de l'aide qui sera finalement fournie (par qui, sous quelle forme, comment, etc.). Cet aspect terminologique et les implications qui en découlent seront davantage développés au chapitre 1.3. En somme, la migration environnementale est un enjeu géopolitique international, soit un défi mondial auquel les États ainsi que le reste de la communauté internationale doivent porter leur attention (Secrétariat de l'Initiative Nansen, 2015). Comme Gemenne l'illustre bien, les gens ainsi déplacés sont ce que l'on pourrait appeler « *the human face of climate change* » (Gemenne, 2011a), un phénomène que l'on pourrait considérer aujourd'hui, comme le formulent Agrawal et Perri (2009), comme « la géopolitique des changements climatiques. »

#### **1.1.4 La question de la sécurité**

La relation entre les changements climatiques et les migrations est souvent abordée à travers le prisme de la sécurité, une lunette qui fait dès lors apparaître les changements climatiques comme une menace pour la paix et l'équilibre géopolitique. Une grande partie des débats actuels sur les migrations est ainsi davantage orientée sur les enjeux nationaux, mais plus particulièrement du point de vue des États et non pas du point de vue des personnes concernées, soit les migrants eux-mêmes. Le problème tient notamment à la priorité accordée aux migrations en provenance des pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire vers les pays plus riches, et ce, en raison de l'aspect potentiellement « sécuritaire » qu'elles soulèveraient. (OIM, 2015) En ce sens, Morel et de Moor (2012) et Okello (2014) relatent alors que dans le climat mondial actuel, les migrants sont souvent perçus telle une menace pour l'économie nationale, l'accaparement des ressources, les emplois, la culture, et donc, au final, pour la sécurité des États. Les migrants sont ainsi considérés comme un vecteur majeur d'insécurité, un risque, une menace et une diversité de laquelle il faut se méfier et se protéger. La montée récente du terrorisme international n'a particulièrement pas aidé à la perception des migrants de la part du public. À cet égard, Ionesco et al. (2016) nous fournissent une illustration (figure 4.1) imageant les liens souvent faits aujourd'hui dans les débats entre les changements climatiques et la sécurité.



**Figure 1.3 Liens souvent effectués entre les changements climatiques, les migrations et la sécurité**  
 (tiré de : Ionesco et al., 2016, p.92)

Comme abordé au second chapitre, il existe déjà de solides preuves que les événements et catastrophes naturelles entraînent des déplacements. Cependant, il existe peu de preuves concrètes comme quoi les migrants généreraient réellement des tensions sur les lieux d'arrivée ou bien que les nouveaux arrivants rivaliseraient pour les ressources avec les communautés déjà installées. Ce raisonnement implique qu'en s'installant, les migrants s'approprieraient les terres et les ressources d'autres communautés, en altérant et portant alors atteinte à la culture ainsi qu'aux façons de faire. C'est ce qui pourrait, *in fine*, générer des tensions et conflits. Mais malgré cela, même là où des tensions existeraient déjà, il y a également peu de preuves que les migrations conduiraient à des violences armées. (Ionesco et al., 2016; Morel et de Moor, 2012; Randall, 2015) Pourtant, ces flux migratoires demeurent tout de même considérés d'abord comme une menace pour la sécurité, à l'ordre établi et à la stabilité. Ceci revient d'une certaine manière au concept du droit de propriété appliqué aux ressources naturelles ainsi qu'à une compétition possible pour celles-ci et pouvant potentiellement mener à des conflits politiques et sociaux. Cependant, plusieurs auteurs soutiennent que cet argument est invalide considérant que celles-ci devraient être communes à tous et non pas être l'unique propriété d'acteurs individuels ou étatiques qui justifient l'appropriation par la présence des frontières (Ionesco et al., 2016). La simplicité de cet argumentaire trouvé dans certains des discours politiques dominants concernant la migration et dans lequel les décideurs simplifient la question de la migration pour la relier *ipso facto* à des conflits, à la rareté des ressources ainsi qu'à la criminalité ne pousse pas davantage la réflexion et rend alors son adhésion plus facile. Ainsi parfois racheté et instrumentalisé par certains politiciens à travers leurs programmes politiques, ce raisonnement se retrouve également parfois dans les médias qui diffusent alors cette vision négative au public. Les chiffres y sont ainsi parfois exagérés ou manipulés dans le but d'attirer l'attention sur le sujet pour ensuite justifier la nécessité de politiques de renforcement des frontières. (Gemenne et Blocher, 2017; Ionesco et al., 2016; McLeman, Schade, et al., 2016)

En ce sens, McLeman, Schade, et al. (2016) affirment que cette approche de la migration environnementale repose d'abord et avant tout sur les intérêts d'acteurs puissants (généralement des États, mais également des entreprises influentes) plutôt que sur leurs responsabilités morales et éthiques. Cette perspective met de l'avant que les États devraient agir en amont afin d'être en mesure de prévenir l'instabilité politique. Les États devraient ainsi coopérer afin d'éviter la migration illégale, l'exacerbation de conflits, la défaillance d'autres États ainsi que les guerres et le terrorisme pouvant ultimement affecter des intérêts commerciaux internationaux. Ce discours incite de la sorte à un faux recadrage des migrations environnementales en tant qu'enjeu de sécurité pour les États ainsi qu'au renforcement des frontières. Ceci s'accompagne par la suite d'une incitation à la militarisation (notons en exemple Frontex en bordure de l'Union européenne dans les dernières années), et ce, principalement pour des raisons économiques et utilitaires. Malheureusement, ce lien reste encore celui privilégié pour relier la migration aux questions environnementales, la sécurité étant aujourd'hui devenue l'une des principales préoccupations des États. En conséquence, ceci mène à de tristes choses que l'on peut fréquemment constater aujourd'hui, soit une obsession des clôtures, la présence de camps de rétention ainsi que des mesures coercitives et répressives à l'égard des migrants, le tout reposant sur un regrettable déni de la réalité des phénomènes de migration qui furent avant tout à la base de la constitution des pays. (Tassin, 2017; Ionesco et al., 2016; McLeman, Schade, et al., 2016) Comme Ionesco et al., (2016) le stipulent, « [c]ertes, des indices sérieux relient les changements climatiques à la raréfaction des ressources et aux catastrophes - et donc à des potentiels déplacements ou migrations. Mais insécurité et violence ne s'ensuivent pas automatiquement [...] ». Si de réels enjeux de sécurité il y a, ceux-ci ne concernent d'abord pas les pays et les communautés qui reçoivent, mais plutôt les humains qui doivent se déplacer, soit ceux qui ont dû partir et qui se trouvent à être vulnérables et exposé à une précarité certaine. (Ionesco et al., 2016)

### **1.1.5 Les types d'acteurs : un aperçu**

Au cœur de l'univers des migrations environnementales, plusieurs catégories d'acteurs interagissent à différentes échelles. Il est cependant possible de tracer quelques lignes afin de les regrouper en trois grandes catégories, et ce, principalement sur la base du rôle qu'ils peuvent avoir dans les dynamiques du phénomène.

#### **Les États**

Il y a d'abord les États. Ce sont des entités souveraines qui régissent des territoires définis sur lesquels ils organisent, structurent et assurent le bon fonctionnement des sociétés en les administrant d'abord, mais également en y instaurant des lois et en les y appliquant. Les États ont également comme responsabilité première, conformément au droit international en matière de droits de la personne et au droit humanitaire international, de voir au bien-être des populations qui se trouvent sur leur territoire. Pour ce faire, les pays

sont alors délimités par des frontières. Ces dernières sont des objets juridiques internationalement reconnus, pour la plupart, et qui marquent les limites des territoires de chaque État en définissant puis institutionnalisant la partie de l'espace où un État peut exercer son autorité souveraine, c'est-à-dire son autorité de même que son contrôle effectif et coercitif. Cependant, regardées sous un tout autre angle, les frontières peuvent être vues telles que des lignes imaginaires, intangibles, continues ou parfois discontinues et qui divisent deux territoires qui relèvent de juridictions différentes. Ce sont des constructions sociales devenues institutionnelles, soit des inventions alors formalisées qui existent telles quelles puisque tous en conviennent ainsi et choisissent généralement de les respecter. Historiquement parlant, il faut cependant savoir que la majorité d'entre elles ont été tracées sans demander l'avis des populations locales, menant alors parfois à des conflits, à des désaccords ainsi qu'à des remises en question de celles-ci. Certaines ont d'ailleurs déjà été déplacées ou simplement effacées. Grâce à l'autorité qui est la leur, les États y surveillent et y contrôlent les mouvements transfrontaliers en octroyant des permissions ou en imposant des restrictions. Ainsi, les frontières peuvent tout autant être des lieux de passage que des barrières. (Secrétariat de l'Initiative Nansen, 2015; Foucher, 1991)

### **Les organisations internationales et centres de recherche internationaux**

Puis, il y a les organisations internationales (intergouvernementales ou non gouvernementales) telles que le *United Nations High Commissioner for Refugees*, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), la *United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization* (UNESCO), l'ONU, le *United Nations International Strategy for Disaster Reduction* (UNISDR) ainsi que nombre d'autres, qui œuvrent de près, mais parfois de plus loin dans ce domaine (Black, 2001). Les activités de ce premier groupe institutionnel peuvent être de deux types. D'une part, elles peuvent être normatives, soit de par l'élaboration de normes de droit international qui peuvent être adoptées et appliquées par les États membres, et, d'autre part, elles peuvent être opérationnelles, de par l'élaboration, par exemple, d'une assistance technique, d'une intervention pour le règlement d'un différend entre des États ou bien de la surveillance et du contrôle de l'application de certaines normes et ententes. Ces institutions sont donc celles qui œuvrent à l'élaboration des traités internationaux, des conventions ainsi que des différents autres textes et ententes internationales. Par exemple, dans ce domaine, il y a le Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies (approuvé en 2015), l'Initiative de Nansen sur les déplacements transfrontaliers induits par les catastrophes (lancée en 2012), les Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays (présentés en 1998) ainsi que le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030 (adopté en 2015). En fonction du mandat qui leur est octroyé, les organisations internationales s'assurent alors de leurs mises en œuvre telles qu'elles sont établies, selon les modalités propres à chacune, mais également du respect de celles-ci

dans la mesure où certaines sont coercitives. Ces institutions apportent ainsi une forme de cadre juridique globalisé pour certaines activités concernant l'ensemble des États ou vastes zones du monde. Parfois, elles produisent également elles-mêmes des données et des statistiques dans leurs domaines d'intérêt.

Toutefois, il est également possible d'inclure un second groupe dans cette catégorie, soit les centres de recherche qui produisent des données et des statistiques et qui sont reconnus, approuvés et utilisés comme référents par les organisations internationales. Par exemple, il y a l'*Intergovernmental Panel on Climate Change* (IPCC), l'IDMC ou bien le *Global Migration Data Analysis Center* (GMDAC), un organe de l'OIM. Ces derniers occupent plutôt des rôles d'observateurs et d'analystes mondiaux, s'occupant alors d'informer, de quantifier et de décortiquer les phénomènes de déplacements internes et externes dans le monde. Ces centres de recherche synthétisent alors les données, les preuves et les recherches sur l'ampleur et la complexité croissante du déplacement ainsi que les efforts et les mises en œuvre effectués par tous. *In fine*, grâce à cette surveillance et aux analyses réalisées, ceci permet d'orienter et d'influencer, les politiques et les actions des États, des différentes agences des Nations Unies, des donateurs, des autres organisations internationales ainsi que des nombreuses organisations non gouvernementales (ONG). Ainsi, ces deux groupes d'envergure internationale sont transversaux aux États et possèdent des personnalités juridiques distinctes de ceux-ci, malgré que les États soient parfois eux-mêmes les membres constitutifs de ces entités (ex. : une organisation internationale intergouvernementale telle que l'ONU). Cependant, ces deux groupes n'ayant aucune force d'action juridique, ils n'ont généralement pas de force coercitive et d'action concrètement applicables à l'intérieur des territoires nationaux des États qui y sont souverains (ou, somme toute, relativement très limitées).

### **Les migrants**

Enfin, il y a les migrants. Souvent réduits à des chiffres, à des statistiques ou à des objets d'étude, ce sont ces gens qui errent à la surface du globe, qui se déplacent, parfois à l'intérieur d'un même pays, mais qui parfois outrepassent les frontières dérangeant ainsi l'ordre géopolitique établi. Ce sont ceux qui quittent leur terre natale pour rejoindre un autre endroit, une autre région, un autre pays, un autre monde, provisoirement ou à long terme, mais qu'on tend parfois à déshumaniser, à oublier. Ce sont les personnes concernées, ceux qui vivent la migration. (Tassin, 2017) Cependant, qui sont-ils ? Pourquoi migrent-ils ? Combien sont-ils ? D'où viennent-ils ? Où vont-ils ?

## **1.2 Dimensions de la migration environnementale**

Lorsque des personnes migrent en raison de causes environnementales, elles se déplacent pour une panoplie de raisons différentes pouvant aller d'événements climatiques soudains et puissants tels que les crues, les tempêtes, les tornades et les inondations, à des processus climatiques que l'on appelle catastrophes à déclenchements lents ou progressifs comme la désertification et la rareté grandissante de l'eau, la hausse du niveau des mers et la salinisation des terres. Les migrations environnementales étant de natures très complexes, il apparaît alors essentiel de distinguer plus clairement les différentes dimensions qu'elles peuvent prendre pour mieux décrire et analyser ces phénomènes. Selon de nombreux auteurs, elles sont polymorphes et peuvent être vues sous trois dimensions distinctes : temporelle, spatiale et décisionnelle. (OIM, 2017b; Ionesco et al., 2016; Piguet et al., 2011; Tubiana et al., 2010; Laczko et Aghazarm, 2009)

### **1.2.1 Dimension temporelle : migrations environnementales et durées**

D'abord, ces déplacements peuvent différer sur l'échelle temporelle, mais peuvent être examinés au sens de deux grandes catégories : temporaires ou permanentes (OIM, 2017a; Piguet et al., 2011; Laczko et Aghazarm, 2009). Cependant, une différenciation en catégorie basée sur les moteurs de la migration s'impose également notamment en raison du fait que les réponses politiques à déployer dans chaque cas seront substantiellement différentes (Piguet et al., 2011; Gemenne et Cavicchioli, 2010; Hugo, 2008). Plusieurs auteurs tels que Piguet et al. (2011), Gemenne (2010), Tubiana et al. (2010) et remontant même jusqu'à (Black, 2001) nous proposent alors de regarder cette dimension sous la loupe d'une distinction en trois différents types d'événements environnementaux qui peuvent pousser à la migration. Ces mêmes catégories de catastrophes se trouvent également être utilisées dans certains textes internationaux tels que l'Initiative Nansen sur les déplacements transfrontaliers induits par les catastrophes (Secrétariat de l'Initiative Nansen, 2015).

#### **Catégorie 1 : cyclones, ouragans, tornades, feux de forêt, pluies torrentielles et inondations**

D'une part, il y a les cas de désastres naturels et d'événements climatiques extrêmes, ponctuels et brutaux (*sudden onset disaster*). Ces événements soudains sont très visibles et sont donc davantage rapportés dans les médias, car ceux-ci polarisent l'attention même s'ils ne représentent qu'une petite fraction des déplacements liés aux aléas naturels (Gemenne, Zickgraf et Ionesco, 2016; Ionesco et al., 2016). Ainsi, ces événements ont donc la particularité de pouvoir inspirer plus facilement des réponses massives de la part des gouvernements et des organisations internationales (Gemenne, Brücker et Ionesco, 2012). En termes de chiffres, selon l'IDMC, ce sont les catastrophes naturelles qui continuent d'entraîner le plus grand nombre de nouveaux déplacements internes chaque année (Bennett et al., 2017). Dans ces cas, la cause naturelle est très évidente et la réponse migratoire peut être des deux types, mais aura une forte tendance à



être plutôt temporaire que permanente. En effet, les gens ainsi déplacés n'ayant souvent pas trop de moyens et laissant tout derrière eux, les migrations qui résultent de ce type d'événements sont alors généralement temporaires, de courte durée, en plus d'être généralement effectuées sur de courtes distances, car les gens ayant fui dans l'urgence ont habituellement le désir de retourner chez eux. Malgré cela, il arrive également que certains ne retournent pas et choisissent de partir définitivement, mais il semble que globalement, les migrations de longues durées (et de longues distances) pour des raisons environnementales soient plutôt limitées. (Piguet et al., 2011; Gemenne, 2010; Vanderstappen, 2010; Laczko et Aghazarm, 2009) Scientifiquement encore incertaines et sujettes à débats dans la recherche, certaines catastrophes comme les tremblements de terre résultant du déplacement des plaques tectoniques ou bien les éruptions volcaniques sont des événements géologiques naturels et leur fréquence ne changerait pas en fonction des activités humaines (Piguet et al., 2011; Leighton, 2009). Cependant, d'autres événements, tels que les ouragans, les cyclones, les pluies torrentielles et les inondations verront leur fréquence augmenter en raison des changements climatiques découlant des activités anthropiques, ce qui entraînera davantage de migrations et entravera ainsi les progrès réalisés dans les dernières décennies en matière de développement durable (DD). Ceci est très peu remis en question dans l'ensemble des publications. (Secrétariat de l'Initiative Nansen, 2015; UNISDR, 2015a; Gemenne, 2011a; Piguet et al., 2011; Leighton, 2009)

## **Catégorie 2 : stress hydrique, sécheresses et désertification**

D'autre part, il y a les phénomènes de dégradations structurelles et progressives de l'environnement s'étalant sur de plus longues périodes de temps (*slow onset disaster*), s'opérant de manière plus insidieuse, mais qui n'empêchent cependant pas l'Humain de fouler le sol pour s'y [ré]installer, y rester, même les conditions de vie lui sont nettement moins favorables. Ces événements évoluent lentement et produisent des effets négatifs plus « stables » ce qui tend à les rendre beaucoup moins visibles et choquants. Relativement à l'échelle temporelle de ces événements, ceci tend alors à désensibiliser les décideurs politiques, généralement en poste à court terme, ainsi que les médias. Parmi ce type de perturbations lentes, on retrouve par exemple les régions devenues plus chaudes en raison des changements climatiques soit à l'année ou bien seulement durant certaines périodes prolongées de l'année et où l'eau ainsi que son accès se font de plus en plus difficilement, ce qui entraînerait alors un niveau de stress hydrique qui peut ultimement mener à un état de sécheresse. Les sécheresses prolongées appauvrissent les sols et provoquent aussi des tempêtes de poussières. Également, il y a les régions soumises à la désertification, un phénomène de dégradation des terres menant à des conditions biotiques de type désertique qui sont alors peu propices à l'agriculture. Ce phénomène découle aussi des effets des changements climatiques tels l'élévation des températures et le changement dans la quantité et la distribution des précipitations annuelles, mais peut également être une conséquence de pratiques anthropiques telles que la déforestation, l'agriculture ou l'exploitation intensive

des terres. Dans tous ces cas, cela mène inévitablement à une augmentation de l'érosion éolienne et hydrique. (Gemenne et al., 2016; Ionesco et al., 2016; Leighton, 2009) Il est à noter que les effets de la désertification sont souvent confondus avec ceux des sécheresses avec lesquelles elle interagit, car ces deux phénomènes découlent des mêmes facteurs. Cependant, les conséquences sont, pour les deux cas, un appauvrissement des terres cultivables (et donc une diminution des rendements agricoles), des décès de bétail, une croissance de l'insécurité alimentaire ainsi que de la malnutrition, entraînant ultimement une diminution des moyens d'existence des populations touchées. (Black, Adger, et al., 2011; Piguet et al., 2011; Gemenne, 2010; Vanderstappen, 2010).

À l'inverse des événements climatiques soudains, les conditions de vie moins favorables générées par ces phénomènes plus lents entraînent des mobilités beaucoup plus progressives, car leur incidence est nettement moins brusque et contraignante sur les populations. (Piguet et al., 2011) Aux vues de la nature de cette catégorie de phénomènes, il serait alors aisé de croire que les déplacements conséquents seront plus souvent permanents et bien préparés, mais, selon Piguet et al. (2011), Laczko et Aghazarm (2009), Leighton (2009) ainsi que l'OIM (2009), le manque de ressources en eau et la désertification provoquent essentiellement des mouvements temporaires et sur de courtes distances. Ceci serait notamment dû au manque de ressources financières exacerbé par une succession de plusieurs années de mauvais rendements agricoles où le fait d'avoir fait preuve de résilience a plutôt eu comme résultat pervers de diminuer les moyens et ressources accessibles pour la migration. Les pertes et les dommages infligés aux services écosystémiques ne permettent simplement plus de gagner sa vie forçant les individus à migrer. (PNUE, 2016; Kniveton, Smith, Black et Schmidt-Verkerk, 2009; Leighton, 2009; Hugo, 2008; Christian Aid, 2007; Black, 2001) Ainsi, les liens entre les changements progressifs de l'environnement et la migration demeurent largement indirects et donc difficiles à établir. Ceci fait en sorte que ces migrants sont fréquemment classés comme des migrants économiques et bénéficient alors rarement d'une aide concrète de la part de l'État, et ce, en dépit de la vulnérabilité évidente de ces personnes (Ionesco et al., 2016).

### **Catégorie 3 : élévation du niveau moyen des mers**

Enfin, le dernier type d'événements environnementaux, mais qui, à la différence des précédents, ne permet pas le retour des gens déplacés vers leur lieu d'origine : la hausse du niveau des océans (Piguet et al., 2011; Gemenne, 2010). Ce phénomène est un résultat direct du réchauffement climatique et se manifeste en deux temps soit : par la fonte des glaciers de montagne et des calottes polaires ainsi que par l'expansion thermique des océans (Gemenne, 2010; Vanderstappen, 2010). En raison du fait que ce phénomène se déroule lui aussi sur une plus longue période de temps, mais qu'il est cette fois possible de le prédire avec une certaine fiabilité aujourd'hui, ce phénomène permet davantage des départs progressifs et planifiés. Cependant,

l'émigration sera cette fois définitive, car l'inondation permanente des zones côtières entraîne une perte irréversible du territoire qui oblige alors à une réponse migratoire analogue (Secrétariat de l'Initiative Nansen, 2015; Piguet et al., 2011; OIM, 2009). Par exemple, le cas d'école est celui de petits États insulaires disparaissant sous les eaux dont la réponse migratoire sera inéluctablement permanente, forcée, internationale et créera, de surcroît, des situations d'apatrides (Neuteleers, 2010; Vlassopoulos, 2012; Zetter, 2009). En outre, malgré que l'élévation du niveau de la mer soit un phénomène relativement nouveau comparativement aux deux précédentes catégories de facteurs environnementaux, le lien entre ce phénomène et les migrations qu'il entraîne semble beaucoup plus évident (Neuteleers, 2010). Ce sont des déplacements permanents associés à un stress environnemental permanent et irréversible. Selon Piguet et al. (2011), « la hausse du niveau de la mer constitue probablement l'aspect des changements climatiques le plus clairement menaçant en termes de migrations forcées à long terme. » Cette assertion se retrouve également dans le texte de l'Initiative Nansen (2015a). En somme, la dimension de la temporalité dépend en grande partie de la nature des processus environnementaux impliqués, mais aussi de nombreux autres facteurs. Malgré que les médias et le public tendent à percevoir les migrations dues à des facteurs environnementaux comme permanentes, mais tout autant loin d'être systématiques, ce sont essentiellement des déplacements temporaires.

### **1.2.2 Dimension spatiale : migrations environnementales et frontières**

Ensuite, la migration peut s'effectuer à différentes échelles, mais peut se restreindre à deux grandes catégories : internes ou externes (OIM, 2017b; Piguet et al., 2011). Ainsi, lorsqu'une migration se déroule à une échelle régionale ou nationale, dépendamment si elle est effectuée à l'échelle d'une même municipalité, d'un même district, d'une province ou d'un pays, mais que le mouvement reste compris à l'intérieur d'un territoire délimité par des frontières reconnues internationalement, on parlera alors de migrations internes. À l'inverse, dès que le mouvement implique de traverser des frontières nationales, elles sont considérées comme externes. (UNESCO, 2017; Morel, 2010). Cette dimension de la migration environnementale est en soi relativement simple à analyser, considérant que le seul critère à prendre en considération soit le caractère transfrontalier ou non du déplacement.

Tandis que les phénomènes environnementaux et climatiques, eux, ne se limitent pas aux frontières, Rigaud et al. (2018), Gemenne et Blocher (2017), Laczkó et Aghazarm (2009) et Hugo (2008) affirment cependant que les migrations liées à des facteurs environnementaux, pour la plupart, sont des déplacements de courtes distances à l'intérieur de mêmes frontières, même si certains cas internationaux sont observés de manière exceptionnelle. Ceci est reconnu par la majorité des spécialistes (Bennett et al., 2017). Ainsi, lors de catastrophes naturelles soudaines, ponctuelles et brutales, soit la première catégorie de catastrophes, les gens

auront généralement une plus forte propension à retourner chez eux afin de reconstruire les zones sinistrées, ayant tout laissé derrière eux. Le résultat sera donc une migration interne et de courte durée, les populations touchées restant dans leur propre pays et n'ayant souvent ni les moyens de se déplacer sur de longues distances ni les moyens de se réinstaller. La migration se fera également très rapidement, dans l'urgence, et de manière non planifiée. (Secrétariat de l'Initiative Nansen, 2015; Piguet et al., 2011; Vanderstappen, 2010; Laczko et Aghazarm, 2009)

À l'inverse, si les motifs de déplacement sont plutôt liés au fait d'une zone soumise à des catastrophes soudaines, mais répétées, ou bien à une dégradation progressive de l'environnement sur une plus longue période de temps, il serait alors intuitif de supposer une réponse migratoire proportionnelle, soit nationale ou internationale, car ces phénomènes se déroulent à bien plus grande échelle. Cependant, les cas internationaux observés sont beaucoup plus rarissimes. (Warner, 2012; Piguet et al., 2011; Gemenne, 2010). Piguet et al. (2011) se sont penchés sur cette question précise et ont réalisé une synthèse de plusieurs publications en la matière. Les auteurs renseignent alors sur le fait qu'il n'y a pas de corrélation significative entre ce type de phénomènes environnementaux plus lents ou répétitifs et une augmentation effective des migrations internationales. Ces derniers ajoutent que les observations montrent en fait une réduction des mouvements vers l'étranger, ce résultat étant tributaire de la diminution et du manque de moyens et de ressources pour financer le voyage sur de longues distances ou bien une réinstallation. Corolairement, Laczko et Aghazarm (2009) soutiennent cette thèse en affirmant que malgré un nombre de catastrophes naturelles en augmentation, ceci n'a pas mené à une augmentation marquée des migrations internationales. Néanmoins, il a été démontré que cela entraîne une augmentation effective des migrations internes de courte durée, plus particulièrement auprès des femmes et des enfants (Piguet et al., 2011).

Lorsque les cas internationaux se produisent, le choix de traverser les frontières est largement dépendant du contexte, des gens, et ce sont généralement les conditions d'existence du milieu de vie d'origine qui ne permettent plus de subvenir adéquatement aux besoins et qui entraînent un tel choix (Piguet et al., 2011). Considérant l'échelle temporelle et la progressivité des événements parfois lents, ce qui permet alors une certaine préparation, ce type de migration sur de très longues distances peut être davantage planifié et organisé (Gemenne, 2010). Il ne faut cependant pas oublier que certaines personnes vivent près de frontières et qu'une migration de quelques kilomètres vers un pays limitrophe, à une échelle très locale ou régionale, peut tout de même être internationale alors qu'elle ne s'effectue que sur une courte distance. (Secrétariat de l'Initiative Nansen, 2015; Laczko et Aghazarm, 2009) Outre cela, il est important de souligner que tout migrant qui traverse une frontière se déplacera avant tout dans son propre pays. Les migrants internationaux ont ainsi d'abord été des déplacés internes, ayant effectué le début de leur migration à l'intérieur du pays où

ils se trouvaient. (Bennett et al., 2017) Ceci étant dit, le caractère interne ou externe du déplacement entraîne d'importantes conséquences sur l'aide qui sera apportée aux migrants. Comme vu au chapitre 1.1, les migrants internes toutes échelles confondues sont censés être protégés par l'État souverain sur le territoire, mais ceci dépend de la volonté de cet État à mettre en œuvre les Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays. Lorsque les mouvements deviennent transfrontaliers, ce sont les différents systèmes de droits internationaux qui peuvent s'appliquer en fonction de la situation. (OIM, 2017b; Morel et de Moor, 2012)

### **1.2.3 Dimension décisionnelle : migrations environnementales et choix**

Enfin, la troisième dimension porte sur la décision migratoire. Cette dernière est sujette à une forte subjectivité de part et d'autre et représente probablement l'aspect le plus problématique du phénomène. Cette notion de choix est le produit d'une prise de décision humaine complexe et dépend surtout du caractère coercitif de la migration, mais également de la résilience des personnes affectées. Le déplacement peut alors être perçu selon deux catégories : volontaire ou forcé (Rigaud et al., 2018; Bennett et al., 2017; OIM, 2017b; Piguet et al., 2011; Laczko et Aghazarm, 2009; Zetter, 2009).

#### **La complexité et l'ambiguïté de la notion de choix**

Il pourrait sembler simple de faire entrer les gens dans une catégorie ou l'autre, mais la complexité du phénomène et des facteurs qui poussent les gens à se déplacer telle que vue au chapitre 1.1 en fait, sans aucun doute, la dimension la plus ambiguë des trois à déterminer. Dans le cas de migrants environnementaux, le caractère volontaire ou forcé dépend des événements mis en cause, mais également de la manière dont les gens déplacés se perçoivent et sont perçus par ceux qui les catégorisent, soit les décideurs. Peut-on qualifier une migration de volontaire si les gens souhaitent d'abord rester sur leurs terres, mais se voient contraints de partir parce que ces dernières sont devenues trop peu favorables sur une longue période de temps ? Cette notion subjective de choix en fait l'un des principaux obstacles à un consensus légal sur la définition. (Ionesco et al., 2016; Gemenne et Cavicchioli, 2010; Piguet et al., 2011; Morel et de Moor, 2012; Hugo, 2008; Gemenne et al., 2012) En effet, comme le chapitre 1.3 l'expose davantage en détail, le problème réside essentiellement dans le fait que les normes et instruments de protection pour de nombreuses catégories de migrants, telles que les réfugiés ou les déplacés internes, sont spécifiquement conçus pour des cas précis et reposent sur des notions de forces externes, comme la persécution, ou bien sur le caractère involontaire du déplacement. Ainsi, cette dimension de choix est une caractéristique inhéremment difficile à établir pour les cas environnementaux et a ultimement de larges répercussions sur le traitement que recevront les migrants. (Ngo, 2012; Zetter, 2009)

Par exemple, en réponse à une catastrophe naturelle soudaine et brutale, soit la première catégorie de catastrophes, la migration sera vraisemblablement forcée, non planifiée et temporaire en raison de l'urgence de la situation. Également, dans le cas de la hausse du niveau des océans, la troisième catégorie, elles seront aussi inévitablement forcées et permanentes. Dans ces cas plus flagrants, la relation de cause à effet entre l'environnement et la migration est évidente et il est alors simple de placer ces gens dans une catégorie de « forcés ». (Neuteleers, 2010; Laczko et Aghazarm, 2009; Zetter, 2009) Cependant, en ce qui concerne les catastrophes à évolution lente et les crises qui évoluent progressivement, autres que l'élévation du niveau des mers, telles que les sécheresses, la différence entre le déplacement forcé et la migration volontaire peut être difficile à distinguer, car il apparaît un caractère hautement subjectif dans la décision de partir ou rester, rendant alors la désignation « volontaire » de la migration qui en résulte probablement non représentative de la réalité. On tend malheureusement à dire qu'il en est ainsi, car la temporalité plus étendue de la situation et la résilience dont les personnes peuvent faire preuve rendent le spectre volontaire/forcé souvent beaucoup moins clair en faisant apparaître un semblant de choix dans le processus de prise de décision. (IDMC, 2018; Bennett et al., 2017; Secrétariat de l'Initiative Nansen, 2015; Laczko et Aghazarm, 2009; Naik, 2009; OIM, 2009; Zetter, 2009) Ionesco et al. (2016) ajoutent également que :

« la visibilité que les migrants ont acquise dans les médias et l'imaginaire collectif masque souvent le fait que la plupart des personnes qui vivent dans des régions susceptibles d'être affectées par [...] des catastrophes naturelles dont l'environnement se dégrade peu à peu préféreraient souvent rester plutôt qu'abandonner leurs terres, propriétés, leur lieu de vie. »

À ceci, prenons un exemple plus concret, soit, dans une même région, un premier groupe qui choisit de migrer anticipativement en voyant une dégradation progressive de l'environnement aux côtés d'un second groupe qui suivra plus tardivement, car la situation a entraîné, sur le long terme, une situation économique rendue peu favorable ou bien une situation sociale et politique problématique dans cette région donnée (par exemple des conflits liés à une rareté grandissante de ressources vitales comme l'eau). Dans le second cas, même si le facteur environnemental est à l'origine du problème, les conséquences de natures économiques, sociales ou politiques engendrées viennent jeter de l'ombre sur la cause même du problème. Le second groupe sera alors considéré comme forcé alors que le premier sera lui considéré comme volontaire. Cependant, les deux groupes fuient le même phénomène, mais seulement à des stades différents. (Neuteleers, 2010) Ainsi, dans cet exemple, les deux groupes de gens déplacés ne choisissent pas nécessairement de partir, mais ils le font tous parce que leur milieu et cadre de vie sont devenus trop précaires pour des raisons, à la base, liées à l'environnement. La problématique réside dans ce que l'on juge comme étant volontaire ou forcé, de l'endroit où l'on trace la ligne dans cette zone grise, considérant qu'au final les deux groupes se sont déplacés pour les mêmes motifs. (Morel, 2010; Neuteleers, 2010). Il faut également remarquer que les gens du second groupe, si conflit et persécution il y a, pourraient bénéficier du

statut de réfugiés sous la Convention de 1951 si le mouvement devient transfrontalier, ce qui leur donnerait un accès plus facile à certaines formes d'aide. (Morel et de Moor, 2012). Notons en dernier que l'existence ou non d'une diaspora dans la région de destination, d'un réseau de connections, l'existence de canaux migratoires déjà établis, mais également la peur de l'inconnu et l'absence de sécurité de toute sorte sont des éléments qui peuvent aussi fortement influencer la décision de migrer (Ionesco et al., 2016).

## **Le débat**

Ainsi, la nature contraignante des migrations environnementales est constamment sujette à débat parmi les experts. (Morel et de Moor, 2012; Piguet et al., 2011; Gemenne et Cavicchioli, 2010; Laczko et Aghazarm, 2009; Zetter, 2009) À cet égard, malgré le fait que Gemenne et Cavicchioli (2010) soutiennent que le degré de variabilité de l'élément coercitif varie significativement, ils affirment tout de même qu'une distinction entre les migrations volontaires ou forcées devrait être définie afin de déterminer les moyens de protection et d'assistance applicables. Ils ajoutent également qu'un grand nombre de migrations environnementales sont aujourd'hui déjà considérées comme plutôt volontaires. Cependant, ces mêmes auteurs ajoutent qu'« [i]l est par ailleurs de plus en plus difficile de séparer nettement migrations volontaires et migrations forcées » (Gemenne et Cavicchioli, 2010), ce qui laisse supposer qu'eux-mêmes perçoivent des difficultés grandissantes au fait d'une telle distinction binaire. À l'inverse, nombre d'experts soutiennent qu'établir des distinctions tranchées entre la migration environnementale volontaire ainsi que la migration environnementale forcée avec les nombreuses autres causes possiblement sous-jacentes et entremêlées dans chacune de ces catégories pose plusieurs difficultés substantielles. (Morel et de Moor, 2012; Neuteleers, 2010; Laczko et Aghazarm, 2009; Zetter, 2009) En effet, comme vu au chapitre 1.1, les agents environnementaux qui poussent à la migration sont souvent entremêlés avec des éléments sociaux, économiques ou politiques et c'est l'ensemble de ces relations causales complexes qui est à la base de la décision de migrer. (Morel et de Moor, 2012; Piguet et al., 2011; Laczko et Aghazarm, 2009) D'autres experts vont ainsi jusqu'à affirmer que les migrations environnementales liées à la dégradation progressive de l'environnement sont indiscutablement forcées (non pas seulement pour les cas de la hausse du niveau des mers) puisque ces phénomènes sont eux-mêmes causés par les humains et leurs activités (plus précisément les pays industrialisés) et qu'il en résulte finalement de ces déplacements de populations. Ce raisonnement n'est en réalité que très peu contesté. (Neuteleers, 2010)

### **1.3 Terminologie, définitions, statut légal et protection : un obstacle**

À l'heure actuelle, le cadre légal des déplacés environnementaux n'est pas simple. En effet, les personnes qui se déplacent pour des raisons environnementales ne se retrouvent dans aucune catégorie spécifique prévue par les différentes branches du cadre juridique international existant. À ce jour, il n'existe donc pas

de protection juridique automatique pour les déplacements environnementaux transfrontaliers causés par les catastrophes et les effets des CC, rendant alors difficile la reconnaissance de leurs droits et donc de l'aide conséquente qui pourrait leur être octroyée. (Bennett et al., 2017; OIM, 2017b; Secrétariat de l'Initiative Nansen, 2015; Gemenne et Cavicchioli, 2010; Hugo, 2008) Cette question constitue une zone floue du droit international humanitaire, principale conséquence de la problématique terminologique qui entoure les termes utilisés, une difficulté définitionnelle qui a un impact direct sur le statut juridique qui peut être accordé aux personnes ainsi déplacées. (Gemenne et Cavicchioli, 2010; Morel, 2010). Or, comme le précisent Gemenne et Cavicchioli (2010), parce qu'aucune désignation ne s'est encore véritablement imposée jusqu'à aujourd'hui, la prise en compte effective de ces déplacés par les décideurs est considérablement freinée par ce débat terminologique. Ceci rend également la compilation de données ardue, car le fait qu'une personne déplacée n'existe pas en tant que catégorie juridique rend nettement moins probable le fait qu'elle soit systématiquement enregistrée ou identifiée dans les données et statistiques officielles. (Bennett et al., 2017) Comme le chapitre 1.4 l'exposera, le nombre de déplacés environnementaux comptabilisé peut également grandement varier en fonction de la désignation adoptée.

### **1.3.1 Le réfugié**

Aujourd'hui, différentes désignations sont utilisées pour référer aux déplacés environnementaux, certaines plus largement popularisées que d'autres. Il n'est ainsi pas rare de rencontrer des expressions telles que « réfugiés climatiques » ou « réfugiés environnementaux ». Or, lorsque l'on cherche à désigner les populations déplacées pour des motifs environnementaux ou climatiques, il faut se tenir d'utiliser les termes qui sont appropriés en considérant bien leur définition. (Gemenne et Cavicchioli, 2010) Ainsi, dans son sens étroit, le terme « réfugié » comme défini dans la Convention de Genève de 1951 à l'article 1 (a)(2) s'applique exclusivement à toute personne :

« [...] craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle à la suite de tels événements, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner. » (UNHCR, 1951)

Le premier obstacle entourant l'utilisation de cette désignation apparaît dès lors que le terme « réfugié » est accolé à un terme référant à l'environnement. En effet, le statut de réfugié est explicitement défini et reconnu au sens du droit international des réfugiés par cette Convention. Celle-ci n'envisage pas directement la possibilité de mobilités humaines dues à des causes environnementales ou climatiques, phénomène d'ailleurs très peu discuté au moment de sa négociation. (Morel et de Moor, 2012) La définition du terme



« réfugié » réfère ainsi exclusivement à la persécution avérée d'un individu. Dans le cas ci-présent, les migrants ne sont persécutés ni par l'environnement ni par les changements climatiques. (Gemenne et Cavicchioli, 2010; Morel, 2010) De ce fait, les termes « réfugiés environnementaux » et « réfugiés climatiques » n'ont alors en eux-mêmes pas de fondement juridique en droit international des réfugiés (OIM, 2017b). Puis, un second obstacle à l'utilisation de ce terme comme désignation est le fait qu'un tel statut ne peut s'appliquer qu'en cas de mouvement transfrontalier, une infime minorité des déplacés environnementaux (Gemenne et Cavicchioli, 2010; OIM, 2009). En effet, la plupart des migrations liées à des facteurs environnementaux sont souvent effectuées sur de courtes distances, à l'intérieur d'un même pays, malgré que des migrations internationales environnementales soient observées. Ce sont toutefois des cas plus exceptionnels (Gemenne et Cavicchioli, 2010). En bref, l'applicabilité de la Convention de 1951 a été étudiée de manière extensive dans le cas des migrations climatiques et « [i]l est désormais largement admis que la Convention de 1951 n'est pas applicable : pour satisfaire les critères de cette Convention, la persécution doit émaner d'un auteur et doit être liée à l'un des cinq motifs de la Convention » (Morel et de Moor, 2012).

Cependant, même si ceci reste très peu fréquent, il faut toutefois noter certains cas exceptionnels où des personnes déplacées dans le contexte de changements climatiques et de catastrophes naturelles se sont tout de même vues attribuer le statut de réfugiés. En effet, lorsque des gens sont contraints de quitter leur pays d'origine pour des raisons climatiques ou environnementales telles que la sécheresse ou la désertification, ils peuvent être considérés comme des réfugiés dans la mesure où, en plus des problèmes environnementaux, ces gens peuvent de surcroît craindre de subir l'une des cinq formes de persécution décrites dans la Convention de Genève. C'est le cas lorsque les changements environnementaux sont associés à des conflits, ou lorsque des personnes sont affectées par des changements environnementaux résultant de leur appartenance à un groupe spécifique. Un exemple serait également le gouvernement d'un pays qui refuserait volontairement d'offrir son assistance à la suite d'un événement climatique catastrophique tel un cyclone. La notion de persécution, condition *sine qua non* à cette branche de droit international, peut toutefois s'avérer complexe à démontrer dans ces situations. (Morel et de Moor, 2012; Gemenne, 2011a)

Également, en vertu d'ententes régionales telles que la Convention de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) adoptée en 1969 (dite Convention de l'OUA sur les réfugiés), dont 41 pays sont signataires et régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique, la notion de réfugiés a été élargie régionalement. Dans ce cas-ci, comme trouvée à l'article 1(2) de la Convention, la notion de « réfugié » s'applique également à toute personne victime :

« d'événements troublant gravement l'ordre public dans une partie ou dans la totalité de son pays d'origine ou du pays dont elle a la nationalité [...] et qui l'oblige à quitter sa résidence habituelle pour chercher refuge dans un autre endroit à l'extérieur de son pays d'origine ou du pays dont elle a la nationalité. » (ONU, 1969)

Énoncé de la sorte, cet article de la Convention de l'OUA a, par inadvertance, permis l'octroi du statut de réfugié à des gens fuyant des catastrophes environnementales en laissant entendre que des problèmes environnementaux globaux pouvaient être inclus lorsque ceux-ci « portaient gravement atteinte à l'ordre public » (UNHCR, 2017; Okello, 2014; Morel et de Moor, 2012). Toutefois, ces mouvements doivent encore une fois obligatoirement être transfrontaliers, et, selon Morel et Moor (2012), il apparaît également de sérieuses difficultés d'interprétation. En effet, cette définition élargie est sujette à une interprétation régionale de ce qui est considéré comme un « événement perturbant gravement l'ordre public », ce qui limite alors la portée de cette inclusion en laissant un large pouvoir discrétionnaire aux États (Secrétariat de l'Initiative Nansen, 2015). Les auteures affirment qu'il est probable que les États soient enclins à accepter lorsque les situations nécessitent une protection temporaire, mais que ceci pourrait être beaucoup moins évident lorsqu'une protection permanente ou à long terme est requise. Elles ajoutent également qu'il n'existe que peu de travaux préparatoires, de jurisprudence, ou de littérature académique sur lesquels s'appuyer. Morel (2010) renseigne de surcroît sur le fait que la Convention de l'OUA est généralement interprétée dans le sens de la Convention de Genève qui ne prévoit que cinq motifs admissibles pour l'obtention du statut de réfugié et qu'aucun ne réfère aux changements climatiques. Néanmoins, à l'instar à la Convention de 1951, l'un des éléments novateurs apportés par cette Convention est le fait qu'elle vise à établir des normes relatives au traitement des réfugiés dans les pays d'accueil, et ce, sans nécessairement s'intéresser aux événements particuliers qui avaient lieu dans les pays d'origine (Okello, 2014).

Corolairement, en Amérique Latine, l'Organisation des États américains (OEA), un groupe de gouvernements majoritairement latino-américains, a adopté en 1984 la Déclaration de Carthagène sur les réfugiés qui, suivant l'exemple de l'OUA, prévoit également à l'article 3 une extension de la notion de « réfugié » aux personnes « [...] qui ont fui leur pays parce que leur vie, leur sécurité ou leur liberté étaient menacées par [...] d'autres circonstances ayant perturbé gravement l'ordre public. » (Morel et de Moor, 2012) De manière analogue à la Convention de l'OUA, la migration climatique peut implicitement être incluse dans cette définition, mais, similairement, il subsiste une zone floue entourant ce que sont des « circonstances ayant perturbé gravement l'ordre public. » (Morel et de Moor, 2012) Encore une fois, Morel (2010) renseigne sur le fait que cette convention est généralement utilisée dans son sens restreint en raison du fait que les catastrophes naturelles ne peuvent être prises en compte si elles ne sont pas imputables à l'homme. Elle se voit donc rarement appliquée pour l'obtention d'un statut de réfugié dans ces cas.

En somme, bien que dans certaines circonstances les motifs environnementaux ayant entraîné des déplacements ne soient pas à l'origine de l'obtention du statut de réfugié selon sa définition exacte par la Convention de 1951, il est parfois possible d'emprunter cette voie. Il peut être admis que des personnes fuyant les frontières pour des circonstances environnementales ou climatiques soient considérées comme des « réfugiés » en vertu de la définition de la Convention de 1951, et ce, conformément aux directives interprétatives du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. (UNHCR, 2017) Ces cas restent toutefois plutôt exceptionnels, car le terme est considérablement restrictif en termes des motifs à l'origine du déplacement ainsi que du caractère international du déplacement. Cette désignation reste ainsi d'ordinaire circonscrite au domaine du droit international sur les réfugiés. Parmi les experts, les chercheurs ainsi que les organismes internationaux concernés, y compris le UNHCR, il y a un consensus relativement bien établi sur le fait que l'utilisation des termes « réfugiés climatiques » et « réfugiés environnementaux » doit être évitée de manière à ne pas affaiblir le régime juridique international existant pour la protection des réfugiés (OIM, 2017b; Vlassopoulos, 2012; Morel et de Moor, 2012).

### **1.3.2 Le migrant**

L'appellation « réfugié » mise à part, l'alternative généralement rencontrée est son remplacement par le terme « migrant », un terme qui ne possède cependant pas de définition universelle et qui n'a par conséquent pas de signification qui soit établie en droit international (Morel et de Moor, 2012). Le dictionnaire Larousse définit alors le migrant plus largement comme étant une personne qui effectue une migration pour ensuite définir la migration comme étant le :

« [d]éplacement volontaire d'individus ou de populations d'un pays dans un autre ou d'une région dans une autre, pour des raisons économiques, politiques ou culturelles. » (Larousse, s. d.)

Bien considéré, cette définition implique que tout réfugié est un migrant, mais que tout migrant n'est pas forcément un réfugié (Morel et de Moor, 2012). Or, dans tous les cas, cette définition ne répond évidemment pas aux besoins actuels en la matière. Cependant, il reste essentiel de définir qui sont ces déplacés afin de pouvoir établir leur statut juridique, car ceci a de larges implications, pas seulement légales, mais aussi sur le devenir des personnes concernées. (Gemenne, 2010; Brown, 2008) Pour pallier cet obstacle définitionnel, l'OIM (2011) propose depuis quelques années une définition de travail générale pour la mobilité humaine environnementale permettant de mieux saisir les enjeux :

« On appelle migrants environnementaux les personnes ou groupes de personnes qui, essentiellement pour des raisons liées à un changement environnemental soudain ou progressif influant négativement sur leur vie ou leurs conditions de vie, sont contraintes de

quitter leur foyer habituel ou le quittent de leur propre initiative, temporairement ou définitivement, et qui, de ce fait, se déplacent à l'intérieur de leur pays ou en sortent. »

Non la seule proposée depuis les années 1970 (Black, 2001) et contrairement aux précédentes, cette définition volontairement plus large et plus inclusive permet de couvrir tous les types de mouvements de populations et de mieux saisir la complexité des enjeux. Elle s'attarde à quelques aspects fondamentaux caractérisant la nature de ces migrations qui ne sont pas pris en considération par les autres définitions, ou, du moins, pas adéquatement au regard de la nature du phénomène. (OIM, 2017b; Ionesco et al., 2016)

D'une part, se trouve incluse la notion de choix. Les définitions menant aujourd'hui à des statuts légaux et permettant ainsi l'accès à des formes d'aide excluent ou occultent le fait que tout humain a un droit fondamental et en toute dignité de choisir de rester (résilience) ou de partir (migration) d'un endroit donné malgré des circonstances contraignantes (Morel et de Moor, 2012). Néanmoins, la migration, par la précarité qu'elle entraîne, nécessitera dans presque tous les cas une certaine forme d'aide de la part du reste de la société avant, pendant et après le déplacement, qu'elle soit volontaire ou non (Secrétariat de l'Initiative Nansen, 2015). D'autre part, il y a l'inclusion du fait qu'une personne peut être migrante à l'intérieur d'un même pays. Ceci ajoute donc une ouverture de la notion d'échelle spatiale qui dans le cas des réfugiés se trouvait être uniquement restreinte aux mouvements transfrontaliers. La conséquence de cette restriction du terme est que l'aide accordée aux réfugiés dépend du caractère international prouvé de la migration, excluant de fait les migrations internes. La désignation plus large de l'OIM tient ainsi compte des déplacements internes dont les motifs seraient environnementaux considérant qu'aujourd'hui ceux-ci sont beaucoup plus nombreux que les mouvements internationaux. (Gemenne et Cavicchioli, 2010) Cependant, selon Ionesco et al. (2016) cette définition est toutefois débattue au sein de la communauté académique parce qu'elle engloberait justement un trop grand nombre de personnes, ce qui tendrait à faire reculer certains gouvernements. Mais encore, sur la base de cette définition de l'OIM et de l'interprétation des dispositions des conventions internationales et régionales, les migrants environnementaux ou climatiques ayant traversé une frontière internationale ne sont pas protégés par le droit international des réfugiés et donc pas par le principe de non-refoulement. En conséquence, tout État peut légalement renvoyer ces gens dans leur pays d'origine ou de résidence habituelle du moment qu'ils traversent les frontières à la condition qu'ils ne soient pas protégés par un autre cadre juridique international comme les droits de l'Homme. (OIM, 2017b; Secrétariat de l'Initiative Nansen, 2015; Morel et de Moor, 2012)

Outre cela, il existe, dans le droit international, des textes visant à protéger les déplacés internes, notamment les Principes directeurs relatifs au déplacement interne. Ceux-ci sont principalement basés sur le droit

international des droits de l'Homme ainsi que le droit international humanitaire et énoncent spécifiquement, au second paragraphe de l'introduction du document, que les déplacés internes sont :

« les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays [...] qui ont été forcé[e]s ou contraint[e]s à fuir ou à quitter leur foyer ou leur lieu de résidence habituel [...] en raison [...] de catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme ou pour en éviter les effets, et qui n'ont pas franchi les frontières internationalement reconnues d'un État. » (UNHCR, 1998)

Cet extrait aborde similairement les deux mêmes critères fondamentaux des migrations environnementales, soit d'abord le fait que le mouvement de population peut être involontaire, mais également que ce mouvement peut se produire à l'intérieur des frontières nationales. De plus, en vertu du second principe, les Principes directeurs s'appliquent aux personnes forcées de quitter leurs foyers à la suite d'une catastrophe indépendamment de la cause du départ, quelle que soit la nature de la catastrophe. Il n'est alors pas nécessaire de déterminer si la catastrophe est attribuable aux changements climatiques ou à l'environnement rendant ainsi les Principes directeurs applicables aux phénomènes de migrations pour des causes environnementales. (Morel et de Moor, 2012; UNHCR, 1998) Ceux-ci se trouvent en fait à être un outil non négligeable en raison, d'une part, du fait de la probabilité qu'un grand nombre des personnes déplacées en raison des changements environnementaux et climatiques ne disposent pas des moyens pour se déplacer à l'étranger ainsi que, d'autre part, qu'en raison de la réticence des États à admettre des étrangers sur leurs territoires par la fermeture ou le renvoi des migrants (Morel et de Moor, 2012) ce qui conduit une forte proportion de gens déplacés à rester à l'intérieur des frontières. Dans ces circonstances, les déplacés internes sont alors toujours citoyens de l'État souverain du pays où ils se trouvent et celui-ci reste en théorie juridiquement responsable de leur protection et de leur bien-être. Les Principes directeurs étant non contraignants, la protection accordée par un État dépend alors de la mesure dans laquelle celui-ci a adopté les Principes, de la volonté politique des décideurs ainsi que de la capacité des États à appliquer ces droits et à exercer ses responsabilités sur son territoire. Ainsi, considérant que les déplacements forcés au sein des pays sont susceptibles d'augmenter considérablement en raison des changements climatiques, les droits des déplacements internes cadrés par les Principes directeurs peuvent donc jouer un rôle majeur en ce qui a trait aux migrations environnementales (OIM, 2017b; Morel et de Moor, 2012; Christian Aid, 2007).

En somme, c'est l'aspect volontaire ou forcé de la question qui entrave la création d'un terme juridique internationalement reconnu pour désigner les migrants environnementaux et qui empêche alors des réponses politiques adaptées (Ionesco et al., 2016). Bien qu'à l'échelle internationale il n'y ait toujours pas, à ce jour, de consensus officiel quant à la manière exacte de définir la mobilité humaine pour des raisons environnementales ni en quoi consistent précisément les enjeux (OIM, 2017b; Vlassopoulos, 2012), les

terminologies « migrants climatiques » et « migrants environnementaux » sont celles qui aujourd'hui font le plus l'unanimité auprès des spécialistes et des institutions (McLeman, Opatowski, Borova et Walton-Roberts, 2016; OIM, 2017b; Piguet et al., 2011; Hugo, 2008). Cette désignation semble être celle qui englobe au mieux la complexité des enjeux et qui se rapproche le plus près de la réalité pour le moment. (OIM, 2017b; Morel, 2010). L'un des principaux apports de la définition de l'OIM tient également au fait que les aspects de choix et d'échelle se voient maintenant découplés de facteurs uniques et persécuteurs tels que le contexte politique, économique ou conflictuel du pays. Néanmoins, malgré ces avancées en termes de terminologies et de définitions, il n'y a toujours pas de dispositions légales formelles et tranchées sur le sujet qui apparaissent dans les ententes internationales, qu'elles traitent l'environnement ou non, et qui définissent la problématique de manière explicitement claire. Les migrants climatiques, particulièrement ceux traversant des frontières, ne peuvent alors pas s'appuyer sur un cadre juridique solide, considérant le fait que la plupart des accords internationaux et régionaux relatifs aux réfugiés ne sont pas applicables aux migrants climatiques et que l'applicabilité de certains autres, plus inclusifs et régionaux, demeure incertaine et sujette à l'interprétation. Malgré que les migrants qui se déplacent pour des motifs environnementaux soient protégés par le droit international de l'Homme et que les personnes qui se déplacent à l'intérieur de même pays puissent être protégées par les dispositions qui se trouvent dans les Principes directeurs (OIM, 2017b), la protection réelle dont bénéficient les migrants environnementaux reste aujourd'hui encore très aléatoire et contextuelle (Gemenne, 2009). La contribution concrète du droit international des réfugiés à la protection des migrants climatiques, quoique non négligeable, reste quant à elle peu importante. (OIM, 2017b; Morel et Moor, 2012; Gemenne, 2010) Comme l'affirment Cournil et Gemenne (2010), « les [différentes] trajectoires migratoires ne mobilisent pas les mêmes instruments juridiques, certains sont à réinterpréter, d'autres à inventer pour appréhender cette réalité encore mal connue ».

#### **1.4 Constats généraux en chiffres : un défi**

Les phénomènes de migrations dans leur ensemble sont généralement documentés par les pays pour ensuite être compilés et analysés par des chercheurs et spécialistes ainsi que par des organisations internationales telles que l'OIM, le UNHCR, l'IDMC, le GMDAC ainsi que plusieurs autres. Généralement, entre les différents intervenants, les chiffres présentés montrent une certaine cohérence par rapport aux catégories de migrants conventionnellement établies soit : les réfugiés, les demandeurs d'asile, les déplacés forcés internes ou externes, travailleurs, etc. Cependant, lorsque l'on regarde les données concernant les migrations motivées par des facteurs liés à l'environnement et aux changements climatiques, les chiffres présentés par chacun jusqu'à tout récemment montrent une immanquable disparité, s'ils existent. Ces données sont un sujet fort débattu par les experts en ce qui traite de leur précision et des méthodologies utilisées, mais la

plupart s'accordent sur le fait qu'il est difficile de comptabiliser l'ensemble à cause de la réalité du phénomène (Ionesco et al., 2016).

#### **1.4.1 Estimations et prévisions historiques**

D'abord, historiquement, l'une des figures les plus connues, soit l'un des pionniers et souvent cité pour ses travaux sur les migrants environnementaux, est le Dr Normand Myers, un environnementaliste britannique spécialisé dans la biodiversité, ancien professeur au *Green Collège* de l'Université d'Oxford au Royaume-Uni, mais également un ancien consultant pour l'Organisation des Nations Unies (ONU) ainsi que pour le Groupe Banque mondiale (BM). En 1995, il a présenté des estimations qu'il avait faites et qui sont encore aujourd'hui utilisées comme références en matière de migrations environnementales, le premier exercice de la sorte. Les données alors présentées chiffrèrent, au milieu des années 90, à près de 25 millions de personnes le nombre de déplacés en raison de graves événements environnementaux de différentes natures, des migrants forcés. (Gemenne, 2011a; Neuteleers, 2010; Myers, 2005; Black, 2001; Myers et Kent, 1995) Cependant, toujours selon Myers (2005), cette estimation de 25 millions pour 1995 était alors très « prudente et conservatrice », dans la mesure où les données, à ce moment, suggéraient également un autre 135 millions de personnes menacées par de graves désertifications en plus d'un autre 550 millions de personnes victimes de pénuries d'eau chroniques, ces deux dernières figures dispersées à travers l'ensemble des PED (Myers, 2005). Ces deux derniers chiffres ne sont pas inclus dans les estimations, mais il n'en reste pas moins que ces gens étaient possiblement des migrants ou de futurs migrants alors qu'ils n'étaient pas formellement comptabilisés. L'auteur prévoyait également alors que le nombre de migrants environnementaux serait de 50 millions pour 2010 et de 150 millions pour 2050.

Ensuite, les prévisions réalisées par le *United Nations University Institute for Environment and Human Security* (UNU-EHS) en 2005, également appuyées par d'autres auteurs, suggéraient aussi que pour 2010, le nombre de migrants environnementaux doublerait et atteindrait dès lors près de 50 millions, soit environ 2,2 % de la population mondiale à cette date (Neuteleers, 2010; Hugo, 2008; Collins, Ilona et Naoko, 2005). Outre cela, plusieurs autres auteurs estimaient qu'en raison des changements climatiques et des tendances constatées pour les migrations, ce nombre pourrait possiblement grimper jusqu'à entre 150 et 200 millions de personnes pour 2050. Certains restent conservateurs et gardent toutefois leurs estimations près des 10 millions. (Gemenne, 2010; Neuteleers, 2010; OIM, 2009; Hugo, 2008; Stern, 2007; Myers, 2005) Dans une entrevue faite par l'agence *Christian Aid* en date du 14 mars 2007, le Dr Myers a également mentionné croire que le chiffre réel serait possiblement plus près de 250 millions (Christian Aid, 2007). Cependant, dans son rapport très controversé publié en 2007, l'agence *Christian Aid* estimait de son côté qu'il y aurait plutôt près de 300 millions de personnes déplacées de manière forcée par le réchauffement climatique ou en

raison de perturbations environnementales d'ici 2050. Cette prévision s'est trouvée être vivement critiquée et parfois même jugée catastrophiste. (Gemenne, 2011b; Christian Aid, 2007)

#### **1.4.2 Tendances pour l'ensemble des migrations dans le monde**

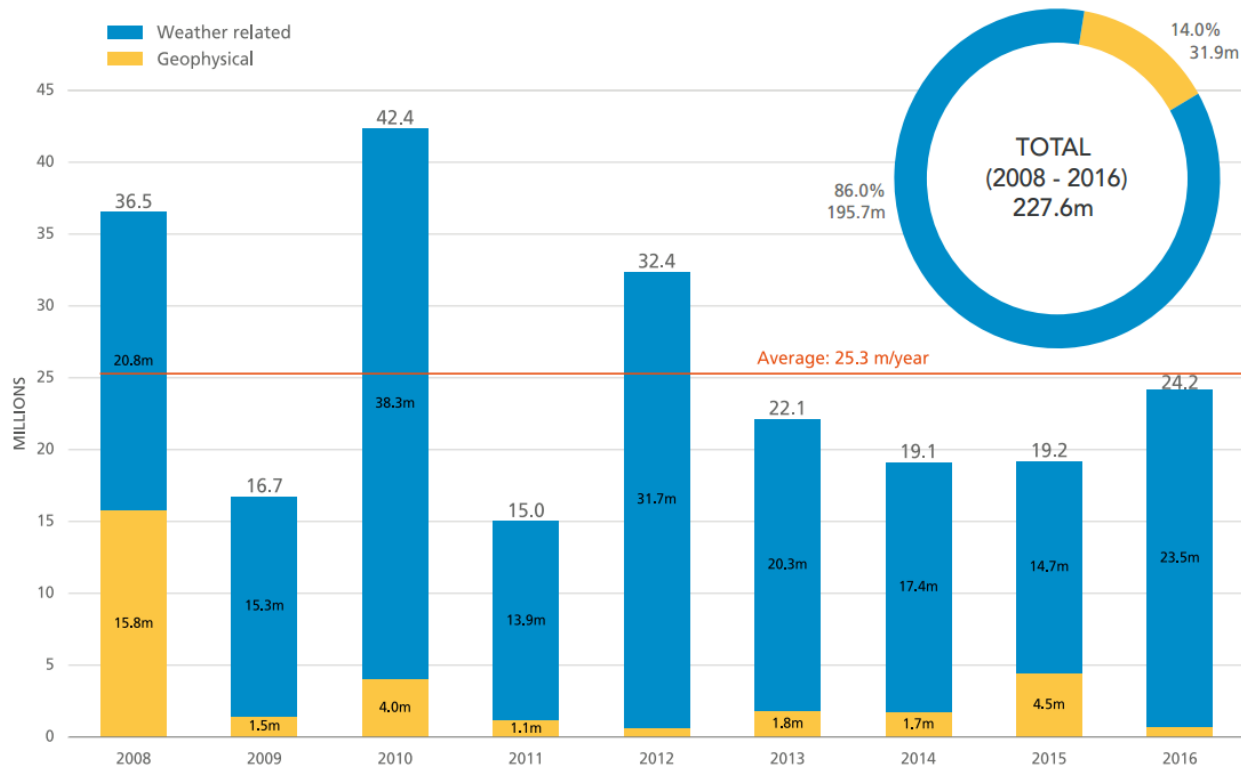
En termes de chiffres concernant les migrants internationaux toutes catégories confondues, soit les personnes résidant dans un pays autre que leur pays de naissance pour toutes raisons que ce soit, voici un tableau global de la situation actuelle. Selon les données du GMDAC de l'OIM publiées en 2016 dans le *Global Migration Trends Factsheet 2015*, il y aurait eu mondialement 173 millions de déplacés (2,8 % de la population mondiale à ce moment) en 2000 et 232 millions (3,2 % de la population mondiale à ce moment) en 2013. En 2015, ce chiffre aurait été de plus de 244 millions, soit 41 % de plus qu'en 2000, ce qui représentait une proportion d'environ 3,3 % de la population mondiale à ce moment. De ce total, près de 65,3 millions étaient des déplacés forcés, soit 21,3 millions des réfugiés, 3,2 millions des demandeurs d'asile et plus de 40,8 millions des personnes déplacées internes au sein de mêmes frontières. Il faut savoir que ces chiffres sont des *stocks*, c'est-à-dire des cumuls absolus de déplacés en une année donnée en tenant compte des années passées ainsi que des retours effectués, telle une photo prise à un moment fixe dans le temps. À l'inverse, les *flows* sont plutôt le nombre de nouveaux déplacés additionnels à l'intérieur d'une seule et même année. Les pourcentages étant en augmentation par rapport à la population mondiale, cela signifie alors que ces chiffres progressent plus rapidement que la population mondiale grandit. (GMDAC, 2016b; Nations Unies, 2016b)

#### **1.4.3 Tendances pour les migrations environnementales dans le monde**

Les précédentes estimations excluent cependant les personnes concernées, soit les gens qui se déplacent en raison de motifs liés à l'environnement. Sur le sujet, l>IDMC et le GMDAC de l'OIM semblent être les centres de recherche qui réalisent les études les plus exhaustives, étant souvent cités à titre de références dans les rapports officiels des Nations Unies et de ses différents organes (Bennett et al., 2017). Cependant, comme son nom l'indique, l>IDMC produit et publie essentiellement des estimations détaillées sur le nombre de déplacés internes en raison de catastrophes soudaines en agrégeant les données de chaque pays, et ce, depuis 2008 (Ionesco et al., 2016). Gemenne (2011b) atteste d'ailleurs que l>IDMC fournit les estimations annuelles les plus fiables. Cependant, leurs estimations n'incluent pas les déplacements associés aux catastrophes à évolution lente ni les déplacements transfrontaliers de toutes sortes. Posant tous deux des défis substantiels, soit le premier pour sa complexité et le second pour le fait que les déplacements transfrontaliers en raison de catastrophes ne sont pas systématiquement enregistrés (Bennett et al., 2017; Secrétariat de l'Initiative Nansen, 2015), le centre de recherche œuvre toutefois à développer la quantification de ces deux aspects. Cependant, les mouvements transfrontaliers générés par des catastrophes



sont estimés relativement peu importants comparativement à ceux prenant place à l'intérieur de mêmes frontières. Ceci étant dit, à titre illustratif, la figure 1.3 ci-dessous montre l'ensemble des données recueillies par l'IDMC depuis 2008. Il est à noter que les nombres indiqués sont des *flows* par année courante et non pas des *stocks*. Ainsi, selon l'IDMC, il y aurait alors eu en moyenne 25,3 millions de nouveaux déplacés internes annuellement en raison de catastrophes naturelles à l'échelle mondiale entre 2008 et 2015, la majorité d'entre eux déplacés pour des raisons météorologiques ou climatiques, contre seulement une petite minorité par des dangers géophysiques. Sur les neuf années couvertes depuis 2008, il y aurait ainsi eu un total de 227,6 millions de déplacés enregistrés (*stock* à la fin de l'année 2016). Si l'on en revient à l'année 2015 où l'on a des données à l'échelle internationale, il faudrait alors ajouter 19,2 millions de personnes supplémentaires déplacées par des catastrophes naturelles (réparties sur 113 pays) aux précédents 65.3 millions pour un total de 84,5 millions, une donnée également reprise par le GMDAC. (Bennett et al., 2017)



**Figure 1.4 Nombre de déplacés par année selon le type de catastrophes de 2008 à 2016**

(tiré de : Bennett et al., 2017, p. 32)

Pour ces années, la moyenne représente donc presque exactement la moitié de ce que le Dr Myers et d'autres auteurs prévoyaient pour 2010, et ce, malgré qu'exceptionnellement cette année-là ait vu 42,4 millions de déplacés environnementaux internes. Il faut cependant noter que contrairement à l'IDMC, ces prévisions historiques tenaient compte des dégradations lentes de l'environnement. À ceci, l'IDMC indique que si les déplacements associés aux catastrophes à évolution lente étaient inclus dans leurs estimations, en particulier

celles liées à la sécheresse et à l'insécurité alimentaire en Afrique, les chiffres seraient considérablement plus élevés. Outre cela, en 2016, il y aurait eu 24,2 millions de nouveaux déplacements internes provoqués par des catastrophes naturelles soudaines, mais cette fois dans 118 pays et territoires. Le GMDAC estimait de son côté qu'en 2016, la probabilité d'être déplacé par une catastrophe aujourd'hui était près de 60 % plus élevée qu'il y a quatre décennies (GMDAC, 2016b). Somme toute, constatant que les chiffres estimés et prévus soient parfois impressionnants, souvent débattus et vivement critiqués, la principale raison de cette disparité est la réalisme très grande difficulté à quantifier ce type de migration. La prédiction de 2010 ayant échoué à se matérialiser, ceci a démontré les limites actuelles en la matière et jette le doute sur les estimations ainsi que les prochaines prévisions. L'IDMC et le GMDAC œuvrent néanmoins activement à tenter de créer des données plus fiables. (Bennett et al., 2017; Gemenne, 2011b; Naik, 2009; Hugo, 2008; Christian Aid, 2007; Myers, 2005).

#### **1.4.4 Variabilité dans les chiffres et incertitudes**

Nombre d'auteurs critiquent la précision et la fiabilité de l'ensemble des chiffres trouvés dans la littérature et à différents moments, notamment depuis les années 2000, en commençant par Black (2001). À cela, François Gemenne, expert et auteur prolifique sur le sujet des migrations environnementales, a lui aussi spécifiquement étudié cette question des chiffres en profondeur dans un article publié en 2011 intitulé *Why the numbers don't add up : A review of estimates and predictions of people displaced by environmental changes*. Dans cet article, il revoit en détail les méthodologies utilisées pour chacune des estimations et prédictions que l'on connaît dans la littérature et que l'on peut voir à la figure 1.4, y compris les figures les plus répandues du Dr Normand Myers. L'une de ses principales conclusions est une forte critique sur le manque de fondements méthodologiques solides en la matière pour plusieurs raisons (Gemenne, 2011b). D'une part, les données statistiques peuvent varier considérablement, notamment en raison de la manière dont l'on choisit de définir cette catégorie de déplacés. Comme exploré au chapitre 1.3, aucune définition ne s'est véritablement encore imposée et, dépendamment de ce que l'on choisit d'inclure ou non dans la définition, ceci influe sur le comptage statistique et peut mener à de grandes disparités dans les données. Ainsi, sans définition claire, fournir des données précises est une tâche quelque peu ardue. (McLeman, Opatowski, et al., 2016; Gemenne, 2011b; Tubiana et al., 2010; Naik, 2009; Black, 2001)

Source	Estimates at the time of publication of the report	Predictions by 2010	Predictions by 2050
UNEP (Tolba, 1989; Milan, 2004)	30 million	50 million	–
Jacobson (1988)	10 million	–	–
Myers (1993, 2002)	25 million	–	150, then 200 million
Myers and Kent (1995)	25 million	50 million	212 million
Red Cross (2001)	More than people displaced by war	–	–
UNU-EHS (Adam 2005; Renaud et al., 2007)	10 million/year	50 million	200 million
Stern (2007)	–	–	150–200 million
Christian Aid (2007)	25 million	–	300 million
Biermann and Boas (2010)	–	–	200 million

**Figure 1.5 Nombre de déplacés par les perturbations environnementales selon différentes sources**

(tiré de : Gemenne, 2011b, p.S45)

D'autre part, les migrants de cette catégorie naviguent également à l'intérieur de dynamiques migratoires globales et complexes parmi plusieurs autres catégories de migrants, ce qui rend le comptage difficile en raison d'une certaine dispersion. (Bennett et al., 2017; Gemenne et Cavicchioli, 2010) Puis, nombre de ces mouvements échappent à tout comptage statistique, car ils se produisent sur de très courtes distances à l'intérieur de mêmes frontières et que le comptage des mouvements internes est beaucoup plus difficile que celui des mouvements transfrontaliers. (Gemenne, 2011b; Neuteleers, 2010) Cependant, les migrants environnementaux sont pratiquement invisibles dans le système international, car aucune institution n'est formellement chargée de recueillir des données sur le nombre et sur les mouvements de ce type spécifique de migrations (Secrétariat de l'Initiative Nansen, 2015; OIM, 2009), malgré que le *Christian Aid*, l'OIM, l'IDMC, l'UNU-EHS ainsi que plusieurs autres acteurs tentent de les chiffrer. Enfin, dû au fait que les chercheurs de ce domaine travaillent souvent séparément et rarement à l'intérieur d'équipes interdisciplinaires sur des projets interdisciplinaires, il y avait également un manque important de recherches et donc de données sur les liens entre migrations et environnement (Gemenne, 2011a; Tubiana et al., 2010; Hugo, 2008). Néanmoins, selon le GMDAC en 2016, il y aurait eu, depuis les années 2000, une abondante littérature sur les liens entre migration, déplacement et environnement. Cet écart entre les travaux en silo des différentes disciplines tend donc à se dissiper, en ce sens où les environnementalistes se montrent plus prudents et les spécialistes des migrations reconnaissent davantage le rôle de l'environnement dans les dynamiques migratoires (Piguet et al., 2011).

Mais encore, selon Hugo (2008), il y aurait tout de même « un réel problème à considérer les effets des changements climatiques puisque nous traitons en grande partie de l'avenir ». En effet, Gemenne et Cavicchioli (2010) ainsi que Laczko et Aghazarm (2009) appuient eux aussi l'argument en insistant sur le fait que les estimations ne prennent pas en considération les politiques d'atténuation visant à limiter l'ampleur des changements climatiques qui seront mises en place d'ici 2050 ni les stratégies d'adaptation qui seront élaborées afin de faire face à ces situations. Selon Gemenne (2011b), Tubiana, Gemenne et Magnan (2010), Laczko et Aghazarm (2009), Naik (2009), Hugo (2008) ainsi que plusieurs autres auteurs,

toutes ces estimations faites sur le nombre de déplacés environnementaux ont peu de bases empiriques, peu de fondement scientifique, et tendent souvent à confondre le nombre de personnes qui seront à risque d'être affectées par les changements climatiques avec le nombre véritable de migrants potentiels. Les auteurs mentionnent également qu'avec la reprise de certains de ces chiffres, tels que ceux du Dr Myers, par diverses organisations et dans divers rapports dont celui de Nicholas Stern (2008), ceux-ci ont acquis une crédibilité qui leur est injustifiée. Ceci a fait en sorte qu'ils sont maintenant souvent cités comme des vérités scientifiques sans aucune remise en question de la méthodologie utilisée. Ceci étant dit, bien qu'il n'y ait pas de consensus sur le nombre actuel de migrants environnementaux, qu'il y ait un manque de données disponibles factuelles à l'échelle mondiale et qu'elles soient parfois disparates, il n'en reste pas moins que deux choses. D'une part, tous s'accordent sur les faits : le phénomène existe bel et bien et les tendances sont évidentes. Les effets des changements climatiques vont probablement conduire à une augmentation de ces chiffres. D'autre part, ces statistiques, aussi controversées soient-elles, ont malgré tout permis d'attirer et de renforcer l'attention des décideurs politiques sur les conséquences des changements climatiques sur les phénomènes de migration. (Rigaud et al., 2018; GMDAC, 2016a; Secrétariat de l'Initiative Nansen, 2015; Gemenne, 2011b; Entzinger, Jäger et Gemenne, 2010; Laczko et Aghazarm, 2009; Hugo, 2008; Stern, 2007)

### **1.5 Synthèse du phénomène des migrations environnementales**

Ce premier chapitre a d'abord permis d'explorer la complexité de cette vaste thématique que sont les migrations environnementales en effectuant un survol des différents aspects qui la compose pour permettre de bien appréhender l'ensemble du phénomène. Ensuite, il a été vu que les déplacements résultants peuvent prendre plusieurs dimensions (temporelle, spatiale et décisionnelle) qui varient grandement en fonction de facteurs tels que les ressources disponibles pour cette migration (financières, sociales, la facilité à se déplacer, etc.), mais aussi le contexte des pays concernés. Puis, en raison de l'importante problématique définitionnelle, il a été mis en évidence que ces gens tombent en quelque sorte dans un vide juridique où parfois certains systèmes de droit peuvent s'appliquer, mais pas de manière systématique. Ainsi, aujourd'hui, il n'y a pas de dispositions qui soient très claires et contraignantes pour les États même en cas de migrations forcées dues à des désastres naturels brusques. Enfin, toutes ces raisons mises ensemble rendent alors le comptage et les statistiques difficiles à établir et parfois très disparates. Le tableau 1.1 présente une synthèse des tendances générales constatées pour les migrations liées à des facteurs environnementaux, par motifs de déplacement ainsi que par dimensions de la migration, et ce, sur la base des écrits des nombreux auteurs et spécialistes en la matière qui ont été consultés.

**Tableau 1.1 Tendances générales pour les migrations environnementales selon trois dimensions**

(compilation d'après : OIM, 2017b; Secrétariat de l'Initiative Nansen, 2015a; Morel et de Moor, 2012; Piguët et al., 2011; Gemenne, 2010; Gemenne et Cavicchioli, 2010; Kniveton et al., 2009; Laczko et Aghazarm, 2009; Leighton, 2009; Naik, 2009; Neuteleers, 2010; Zetter, 2009)

Motif	Retour	Exemple	Réponse	Dimension		
				Spatiale	Temporelle	Coercitive
Désastre naturel ou événement climatique soudain, ponctuel, extrême et brutal	Possible	Cyclones, ouragans, tornades, pluies torrentielles et inondations Tremblements de terre Éruptions volcaniques	Urgence fuite	Courtes distances	Temporaire	Forcée
Dégradations structurelles lentes et progressives de l'environnement	Possible	Stress hydrique, sécheresses et désertification	Planifiée	Courtes distances	Temporaire/saisonnnière	Ambiguë / Zone grise
	Impossible	Élévation du niveau moyen des mers	Planifiée	Courtes distances si possible / internationale	Permanente	Forcée

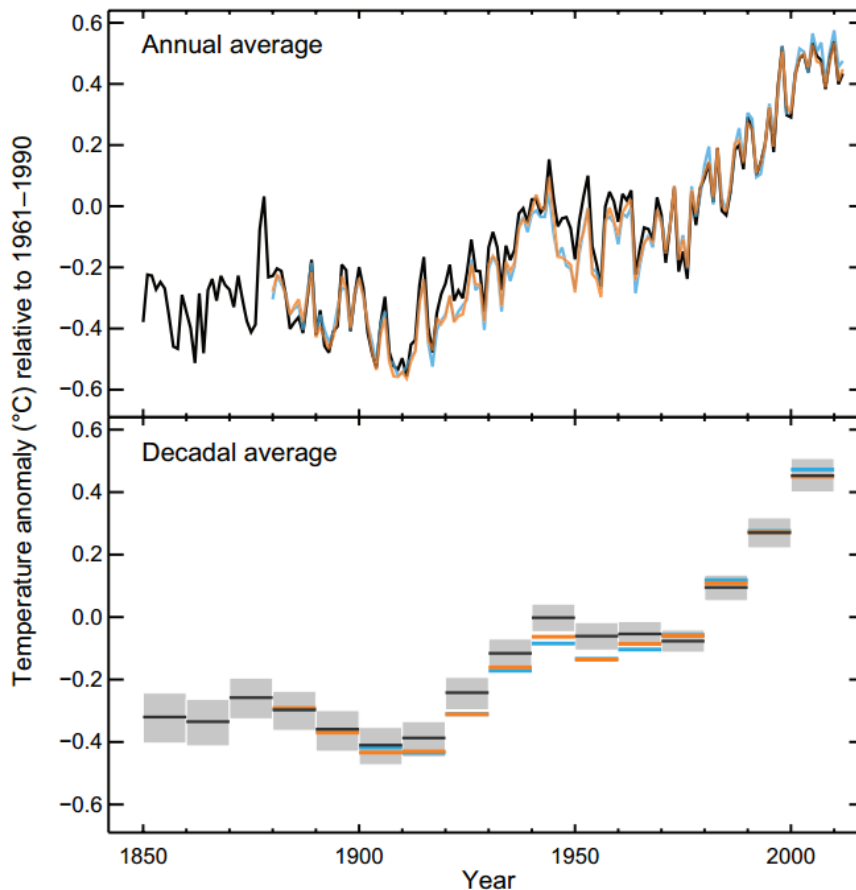
La distinction entre la nature des causes de migrations environnementales, qu'elles soient naturelles, anthropiques ou un mélange des deux, peut ainsi être incertaine et difficile à établir. La nécessité d'une telle distinction est débattue dans les écrits et est jugée superficielle par certains, car le fait est que ces gens se déplacent en raison de motifs environnementaux, mais que ceci affecte inévitablement nombre d'autres éléments. (Gemenne et Cavicchioli, 2010) Néanmoins, comme le résume le tableau 1.1, il semble tout de même y avoir un consensus parmi les experts comme quoi au final, les migrations liées à des facteurs environnementaux sont souvent effectuées sur de courtes distances, de manière temporaire ou saisonnière et forcée, sauf pour certains cas particuliers. L'une des principales explications reviendrait au fait que la migration requière de considérables ressources financières (particulièrement par les canaux officiels) qui diminuent souvent au fil du temps ou manquent tout simplement. Ceci dépend également des ressources sociales qui peuvent grandement faciliter de tels mouvements si elles sont accessibles (Rigaud et al., 2018; Bennett et al., 2017; Cournil et Gemenne, 2010; Gemenne, 2010; Laczko et Aghazarm, 2009; Hugo, 2008; Black, 2001). Parmi les personnes touchées par les effets des changements climatiques et des dégradations de l'environnement, ce sont donc généralement les plus vulnérables et celles qui possèdent le moins de ressources qui se retrouvent le moins en mesure de migrer loin et de manière organisée. (Gemenne, 2009)

## **2. LA RESPONSABILITÉ DES PAYS DU NORD**

L'objectif de ce chapitre sera de présenter et de discuter de la question des migrations environnementales en traçant le lien de cause à effet entre les émissions de gaz à effet de serre (GES) jusqu'aux migrations qu'elles induisent, et ce, sous une perspective Nord-Sud. Pour ce faire, cette section abordera en premier le sujet des émissions historiques de GES qui incomberaient aux pays en faisant état de données trouvées parmi plusieurs des études dans le but d'illustrer les responsabilités historiques et différenciées quant aux changements climatiques. Ce segment visitera ensuite l'aspect de la vulnérabilité aux changements climatiques des pays en développement ainsi que les inégalités Nord-Sud dans les effets subits des changements climatiques. Puis, il s'en suivra quelques constats concernant l'augmentation résultante des phénomènes migratoires dans les pays en développement. Enfin, la section se terminera avec un aperçu, une fenêtre, sur la responsabilité morale qu'auraient les pays développés en la matière. Il est à noter que dans ce chapitre et subséquemment, lorsque les termes « pays développés » et « pays en développement » ou, interchangeablement, « pays du Nord » et « pays du Sud » sont utilisés, ces groupes réfèrent à ce qui est défini à l'Annexe 1 du Protocole de Kyoto.

### **2.1 Émissions de gaz à effet de serre, changements climatiques et responsabilités Nord-Sud**

L'objectif de ce premier segment n'est pas tant de faire une démonstration démesurément exhaustive de la responsabilité historique des pays du Nord dans les émissions de GES, mais simplement d'en rappeler quelques faits et constats, dans leur globalité et dans une perspective Nord-Sud. Partant de cela, mentionnons d'abord que dans son rapport à la nature, l'Humain considère usuellement l'atmosphère terrestre comme une « ressource » naturelle commune, publique et partagée par les individus. Cependant, elle est également partagée par le reste la biodiversité et des écosystèmes. En polluant l'atmosphère terrestre avec des émissions de GES, à travers la combustion des combustibles fossiles, la déforestation ou bien les activités agricoles, les pays perturbent, altèrent et dégradent le système climatique, l'écosystème mondial (Althor, Watson et Fuller, 2016). À cela, comme mentionné par l'IPCC, il est d'ores et déjà largement bien démontré dans la littérature scientifique que les émissions de gaz à effet de serre et autres perturbations anthropiques contribuent au réchauffement climatique (IPCC, 2014). La figure 2.1 tirée de la première partie de l'*IPCC Fifth Assessment Report* (AR5) sur l'évolution du climat publiée en 2013 illustre de manière irréfutable les hausses des températures moyennes de l'atmosphère et des océans combinées à l'échelle de la planète pour la période allant de 1850 à 2012. Selon le rapport, la température moyenne du globe à ce moment s'était déjà réchauffée de 0,85 °C en moyenne par rapport aux températures préindustrielles.



**Figure 2.1 Moyenne cumulative des températures de l'atmosphère et des océans 1850-2012**

(tiré de : IPCC, 2013, p.6)

Or, cette hausse est un résultat des émissions atmosphériques de GES, mais plus précisément d'une accumulation des contributions respectives de chaque pays qui, elles, varient considérablement d'un pays à l'autre, tant dans le passé, qu'aujourd'hui, que dans le futur (Wei et al., 2012). Cette asymétrie n'est toutefois pas une constatation récente. En effet, remontant à déjà près d'un peu plus de 25 ans, il était alors déjà explicitement reconnu dans des textes internationaux par les Parties signataires de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) ratifiés en 1992 par 195 pays que :

« [...] la majeure partie des gaz à effet de serre émis dans le monde par le passé et à l'heure actuelle ont leur origine dans les pays développés, que les émissions par habitant dans les pays en développement sont encore relativement faibles [...] » (Nations Unies, 1992)

En effet, les pays développés ont, à travers leur processus d'industrialisation plus hâtif, émis une grande quantité de GES. Ces gaz accumulés dans l'atmosphère ont non seulement contribué à un réchauffement global de la planète en y augmentant l'effet de serre, mais ont également entraîné de nombreuses

conséquences telles que les changements climatiques ainsi que la dégradation des écosystèmes qui nous protègent. (Etzold, Uddin Ahmed, Reza Hassan, Neelormi et Afifi, 2016; Teng, He, Pan et Zhang, 2011; Stern, 2006) Ainsi, à la fin du siècle dernier, ce sont les pays développés qui avaient jusqu'alors été les principaux contributeurs à l'augmentation anthropique des concentrations atmosphériques de GES (den Elzen, Olivier, Höhne et Janssens-Maenhout, 2013; Stern, 2006). L'IPCC affirme à cet égard que vingt pays (indistinctement du Nord ou du Sud) se partageraient ainsi 75 % de ces émissions mondiales cumulées avec environ la moitié (37,5 %) attribuable à seulement cinq d'entre eux, et ce, largement en raison des modes de vie dans ces pays dits « développés » (IPCC, 2014). Ces émissions de GES sont *ipso facto* transposables à l'augmentation des températures que l'on peut observer à la figure 2.1. L'une des études citées plus bas par Rocha et al. (2015) en a justement étudié la relation. Mais alors, dans quelle mesure exactement les pays du Nord sont-ils à ce point historiquement responsables en comparaison aux pays du Sud ?

### **2.1.1 Émissions historiques de gaz à effet de serre en chiffres**

En ce sens, plusieurs rapports et études récentes ont cherché à évaluer les responsabilités historiques et différenciées des pays développés (PD) et des pays en développement (PED) en utilisant différentes approches méthodologiques, modèles, indices et manières de quantifier les émissions afin de démontrer les disparités entre les émissions de GES des PD et des PED. Par exemple, Nicholas Stern, dans son célèbre rapport intitulé *Stern Review on the Economics of Climate Change*, utilisait une approche économique de la question afin d'évaluer les coûts engendrés par les émissions de GES. Il rappelait alors qu'à ce moment, les pays riches étaient responsables d'environ 70 % des stocks existant de GES et que ceux-ci continuaient de contribuer considérablement plus à l'augmentation de ces stocks que les PED. (Stern, 2006)

Par la suite, dans une étude menée en 2011 par Teng et al. sur les émissions de CO<sub>2</sub> historiques, les auteurs ont choisi d'utiliser un coefficient de Gini carbone pour faire une démonstration plus exhaustive, mais cette fois basée sur la disparité dans le partage des émissions historiques dans leur ensemble. Il faut avant tout savoir que le coefficient de Gini est une mesure statistique souvent utilisée en économie et visant à mesurer la répartition des inégalités. Selon le résultat pouvant aller de 0 à 1, 0 signifie une égalité parfaite alors que 1 signifie une inégalité parfaite. Les résultats alors obtenus ont alors démontré que pour la période allant de 1850 à 2006, la valeur du coefficient de Gini étant de 0,70, 70 % de la responsabilité quant à l'espace total occupé par les émissions mondiales cumulées était réparti de manière inégale et cet espace était occupé de manière excessive par les pays développés. Les auteurs notent toutefois que l'année de départ choisie pour les calculs influence l'indice de Gini carbone obtenu. À cela, plus l'année de départ choisie est récente, plus l'inégalité dans les émissions de carbone est réduite. Par exemple, si 1950 est utilisée comme année de départ au lieu de 1850, le coefficient de Gini carbone s'abaisse à 0,67, tandis que si 1990 est choisie, l'indice



poursuit sa baisse pour atteindre 0,60. Ceci signifie alors que les PED tendent à augmenter leur part relative d'émissions de GES dans les dernières décennies. Malgré cette réduction graduelle des inégalités dans les émissions historiques à mesure que l'on se rapproche d'aujourd'hui, ceci démontre tout de même une responsabilité nettement plus exagérée des PD dans la répartition des émissions de GES et des changements climatiques constatés aujourd'hui ainsi que pour demain. (Teng et al., 2011) L'étude présentée ne discute toutefois pas de la délocalisation possible d'activités générant des émissions de CO<sub>2</sub> des PD vers le PED, un élément substantiel à considérer lors du calcul de la répartition de la responsabilité réelle d'émissions de GES. Ce rattrapage, particulièrement dû à certains acteurs plus actifs tels plusieurs des pays émergents, pourrait alors se voir en partie excusé aux PED, et ce, en raison de la délocalisation dans ces pays de certaines activités des pays du Nord à qui la responsabilité devrait cependant revenir.

Dans une seconde étude réalisée par Wei et al. (2012), les auteurs ont, de leur côté, tenté de chiffrer, en pourcentage, les contributions historiques à l'élévation moyenne des températures globales, au réchauffement des océans et à la réduction des calottes glaciaires pour la période allant de 1850 à 2005. Leurs résultats montrent alors que pour cette période, les responsabilités différenciées des pays du Nord et du Sud se chiffraient respectivement entre 60 % et 80 % contre 20 % à 40 %, laissant ainsi des marges significatives en raison de la difficulté à quantifier exactement les émissions propres à chacun. Cette étude se basait sur des modèles climatiques dont les calculs utilisaient des séries chronologiques d'émissions de CO<sub>2</sub> essentiellement liées aux combustibles fossiles, mais n'incluait cependant pas les émissions de GES autres que le CO<sub>2</sub> ni les émissions liées à l'utilisation des terres, au changement d'affectation des terres et à la foresterie (UCTAF) ni les émissions allant de 2005 à 2010. Les auteurs ne considéraient pas le secteur de l'UCTAF comme systématiquement attribuable à chaque nation et justifiaient cette exclusion en soutenant qu'un nombre important de forêts dans les PED avaient été coupées entre les années 1960 à 1980 principalement afin de répondre aux demandes des PD qui avaient déjà épuisé leurs propres ressources forestières (délocalisation des émissions liées à l'UCTAF). (Wei et al., 2012), Mais encore, ce type d'activités, souvent à but d'exportation et plutôt réalisées au bénéfice des pays du Nord pour leurs modes de vie et de consommation, ne sont pas chose du passé. La déforestation ayant été plus particulièrement ciblée dans cette étude, d'autres industries polluantes telles que les activités minières en sont d'autres auxquelles les émissions tendent à être attribuées de manière erronée aux PED où elles prennent place.

Une troisième étude encore plus récente a également été réalisée par Rocha et al. (2015) au moyen d'un modèle extrapolatif. Dans cette étude, les auteurs avaient pour objectif de compiler l'ensemble des données historiques sur les émissions historiques de GES pour la période allant de 1850 à 2012, et ce, pour chacun des six GES identifiés dans le Protocole de Kyoto pour chacune des Parties ayant ratifié la CCNUCC. Les

chercheurs ont par la suite utilisé un modèle (« *Policy-maker Model* ») en convertissant d'abord les émissions de chaque gaz en une augmentation de température globale de la surface de la planète équivalente pour ensuite extrapoler les contributions respectives de chaque pays au réchauffement des températures résultant en 2100. En analysant leurs résultats et tableaux, il est alors possible de comparer le résultat des contributions des pays au réchauffement global de la planète pour 2100, en considérant deux cas, soit les émissions cumulées entre 1850 et 1990 par rapport à celles entre 1850 et 2012. Il est à noter que ces contributions respectives excluent encore une fois les émissions liées au secteur de l'UCTAF, car les auteurs tirent les mêmes conclusions que dans l'étude réalisée par Wei et al. (2012), c'est-à-dire que lorsque l'on exclut les émissions liées l'UCTAF, les PD se partagent une plus grande responsabilité des émissions de GES historiques en raison de la délocalisation des activités.

### **Cas 1 : 1850-1990**

Dans le premier cas (voir l'appendice D de leur étude à la table 8), cette étude a démontré que si l'on prend les émissions cumulées en s'arrêtant à 1990, les États-Unis (28,1 %), l'Union européenne ou l'UE28 (43,4 %), la Russie (7,9 %), le Japon (3,1 %), l'Ukraine (2,7 %) et la Pologne (2,0 %), tous des pays du Nord, auraient à eux seuls contribué à près de 87,2 % du réchauffement résultant en 2100 à travers leurs émissions historiques de GES. Le reste des pays, des pays du Sud combinés avec le reste des pays du Nord non énumérés, se partageraient alors les autres 12,8 % restants. Parmi ces pays du Sud, la Chine se trouve en sixième position avec 6,0 % et l'Inde se trouve en septième position avec 3,3 %. (Rocha et al., 2015)

### **Cas 2 : 1850-2012**

Dans le second cas, si l'on regarde les émissions cette fois cumulées jusqu'en 2012, cette étude montre que les États-Unis (24,1 %), l'UE28 (29,4 %), la Russie (7,1 %), le Japon (3,3 %), l'Ukraine (2,1 %) et le Canada (1,9 %), encore une fois tous des pays du Nord, auront ensemble contribué à près de 72,2 % du réchauffement en 2100 à travers leurs émissions historiques de GES. Le reste des pays se partageraient les autres 27,8 % restants. Cette fois-ci, la Chine (11,4 %) et l'Inde (4,3 %) se trouvent respectivement en troisième position et en sixième position. (Rocha et al., 2015)

Notons ici deux éléments. D'une part, dans les deux cas, les pays du Nord ont une responsabilité disproportionnellement plus élevée que celle des pays du Sud quelle que soit la période considérée. Un très petit nombre de PD se partagent ainsi une très forte proportion de la hausse des températures consécutive en 2100, ce qui, sans être un résultat identique dans les deux cas, reflète tout de même bien les tendances mises de l'avant par l'IPCC en 2014 dans son rapport AR5. D'autre part, selon les résultats du second cas, un même nombre de pays du Nord (33) seraient responsables d'un moindre pourcentage du réchauffement

en 2100, soit 72,2 % pour la période s'étendant jusqu'en 2012 contre 87,2 % pour la période se limitant à 1990, une baisse de 15 % en 22 ans dans ce partage. Ceci signifie qu'entre 1990 et 2012, malgré que les PD se partageaient toujours une grande part de la responsabilité, les PED ont significativement augmenté leurs contributions relatives aux émissions totales de GES, principalement en raison des pays émergents tels la Chine, l'Inde et le Brésil. (Rocha et al., 2015) Encore une fois, la délocalisation d'activités extractives ou polluantes explique cette croissance, mais seulement dans une certaine mesure et est loin d'être l'unique explication. Les auteurs ne précisaient cependant pas d'éléments à ce sujet.

En 2013, den Elzen et al. ont également mené une étude, mais cette fois afin de mettre en perspective les implications des différentes manières de calculer les contributions relatives des pays aux émissions mondiales cumulatives de GES. Comme démontré par les auteurs, la contribution relative des pays aux CC en termes d'émissions cumulées peut varier de manière très importante en fonction des choix effectués concernant les éléments pris en compte pour les calculs. Ainsi, le tableau 2.1, un extrait partiel d'un tableau présenté dans leur étude, montre cette disparité significative en fonction des cas étudiés. Il faut alors attirer l'attention sur les deux dernières lignes, soit la part relative des émissions de GES selon les catégories PD ou PED, mais plus particulièrement sur la troisième et la quatrième colonnes qui excluent l'UCTAF.

**Tableau 2.1 Contributions relatives aux émissions globales cumulées selon divers calculs**  
(extrait partiel tiré de : den Elzen et al., 2013)

	Reference*	Case 1. Excluding recent GHG (2000–2010) emissions	Case 2. Excluding non-CO <sub>2</sub> & land use CO <sub>2</sub> emissions	Case 3. Combined effect of (1) and (2)	Case 4. Discounting emissions for technological progress	Case 5. Late start-date	Case 6. Allowing emissions for 'basic needs'
	1850–2010, all GHGs	1850–2000, all GHGs	1850–2010, only energy CO <sub>2</sub> emissions	1850–2000, only energy CO <sub>2</sub> emissions	2 %·yr <sup>-1</sup> (over 1850–2010)	1990–2010, all GHGs	1.2 tCO <sub>2</sub> eq cap <sup>-1</sup> ·yr <sup>-1</sup> (over 1850–2010)
Rest Latin America	4.6 %	4.7 % (1.03)	2.0 % (0.44)	1.9 % (0.42)	4.5 % (0.99)	4.3 % (0.93)	4.9 % (1.07)
Rest South East Asia	5.7 %	5.7 % (1.00)	1.9 % (0.34)	1.4 % (0.25)	5.7 % (1.00)	6.0 % (1.06)	4.8 % (0.84)
Developed countries	51.9 %	54.1 % (1.04)	71.4 % (1.38)	77.1 % (1.49)	47.8 % (0.92)	43.5 % (0.84)	58.3 % (1.12)
Developing countries	48.1 %	45.9 % (0.95)	28.6 % (0.59)	22.9 % (0.48)	52.2 % (1.08)	56.5 % (1.17)	41.7 % (0.87)

Ainsi, selon les résultats présentés, les contributions des pays aux changements climatiques seraient en fait le plus fortement déterminées par leurs émissions au cours des quatre dernières décennies. À ceci, par exemple, exclure les émissions de 2000 à 2010 (comparaison entre *Case 2* et *Case 3*) diminue significativement la contribution de la plupart des économies émergentes, alors classées comme PED, relativement à la durée de la période qui se trouve alors exclue. Ceci implique pour les auteurs que l'incertitude des émissions avant 1970 n'a qu'une importance mineure dans les faits. En outre, si l'on regarde la sixième colonne (*Case 5*), soit l'ensemble des GES pour la période 1990-2010, il apparaît alors un élément qui peut être étonnant : une inversion des contributions relatives des deux groupes de pays, c'est-

à-dire que les PED auraient émis plus de GES que les PD dans cette période. Ceci corrobore néanmoins ce que Wei et al. (2012) affirmaient, soit qu’avec la mondialisation et la délocalisation d’activités extractives et d’exploitation des PD vers les PED, les émissions de GES liées aux activités à ces secteurs se retrouvent injustement comptabilisées dans les PED, tandis que leurs émissions respectives augmentent elles aussi. Si l’on ne considère les émissions de GES qu’en fonction des frontières et des lieux où elles sont réalisées, soit une supposition quelque peu réductrice quant à savoir à qui incombe la responsabilité, ceci fausse les contributions relatives respectives des pays. Dans cette optique, la troisième colonne du tableau semblerait être la plus réaliste en matière de contributions relatives, d’abord parce que la période s’étend jusqu’en 2010, mais également parce qu’elle exclut le secteur de l’UCTAF. Dans ce cas, les pays du Nord auraient alors une responsabilité historique de près de 71,4 % pour la période allant de 1850 à 2010, un chiffre qui corrobore presque exactement ce qui était démontré par les autres études présentées.

En somme, les résultats présentés dans ces quelques études montrent comment l’importance des choix faits lors du calcul des contributions historiques des pays influe sur les résultats. Cependant, malgré qu’établir précisément les réelles contributions respectives de chaque pays soit une tâche assez ardue, que les méthodologies diffèrent et que les spécialistes aient différentes approches, les constats et les tendances quant à eux sont remarquablement assez similaires. D’une part, la hausse des températures que nous connaissons aujourd’hui est un résultat différé dans le temps du cumul des émissions historiques et est aujourd’hui, en 2018, irréfutable. Pour tous, il est aussi très difficile de nier la responsabilité des pays du Nord dans cette hausse des températures à l’échelle de la planète, car ceux-ci sont indiscutablement responsables d’une très grande part des stocks de GES présents dans l’atmosphère aujourd’hui. D’autre part, comme le tableau 2.2 le montre (synthèse des quelques études présentées), il est intéressant de voir qu’en dépit des diverses méthodologies, modèles et indices employés par les différents chercheurs, les résultats obtenus par chacune des études pour des périodes, identiques à quelques années près, semblent tous se retrouver quelque part entre 70 % et 73 % de responsabilité historique pour les pays du Nord.

**Tableau 2.2 Sommaire des contributions historiques des pays du Nord aux émissions de GES**  
(compilation d’après : Rocha et al., 2015; den Elzen et al., 2013; Wei et al., 2012; Teng et al., 2011; Stern, 2006)

Source	Année	Période considérée	Contribution historique des pays du Nord aux émissions de GES
Stern	2006	/ à 2006	70 %
Teng et al.	2011	1850 à 2006	70 % (coef. Gini)
Wei et al.	2012	1850 à 2005	60 % - 80 %
den Elzen et al.	2013	1850 à 2010	71,4 %
Rocha et al.	2015	1850 à 2012	72,2 %

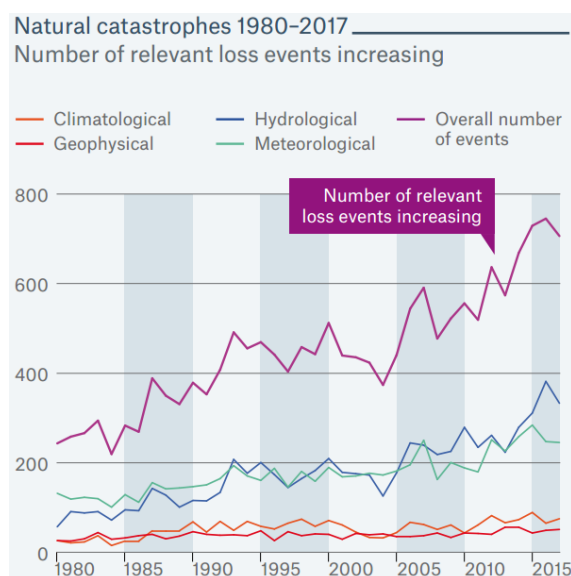
Pour la plupart, l'exclusion du secteur de l'UCTAF dans les calculs est, selon les auteurs, de bonne pratique, car ce secteur dont les activités sont souvent délocalisées du Nord vers le Sud peut significativement fausser les données quant à la responsabilité réelle des émissions. De plus, il faut également tenir compte du fait que ces données sont des pourcentages, ce qui ne fait donc pas état de la quantité totale de GES émis par année sur la planète par tous, mais bien seulement d'un partage relatif des émissions qui, d'ici 2100, augmenteront si les tendances se maintiennent. Les valeurs respectives de ces pourcentages en termes de quantité de GES émis seront donc plus grandes dans le futur. Enfin, ces études s'accordent toutes sur un dernier point, soit que dans les dernières décades, les contributions relatives au réchauffement climatique des PED ont évolué rapidement pour rattraper les PD, notamment en raison de l'augmentation des émissions dues à l'industrialisation rapide des économies émergentes telles la Chine et l'Inde. Cette tendance est le résultat de la récente croissance économique de nombreux PED et, en l'absence d'actions d'atténuation concertées, les prochaines décennies verront cette tendance se prolonger. (Rocha et al., 2015; den Elzen et al., 2013; IPCC, 2013; Wei et al., 2012; Teng et al., 2011; Stern, 2006)

### **2.1.2 Tendances des événements environnementaux et climatiques**

En 2011, un rapport de recherche publié par OXFAM avait pour objectif d'analyser et de confirmer, par comparaison à des sources indépendantes, la cohérence dans les tendances du nombre de catastrophes naturelles signalées ainsi que les facteurs qui influent sur le nombre de catastrophes. Les principales conclusions tirées à cette date furent qu'il y avait une augmentation statistiquement significative de toutes les catastrophes enregistrées dans les trois dernières décennies et que ceci était appuyé par des données indépendantes. Les résultats montraient plus précisément que cette tendance était principalement due à un nombre croissant d'inondations dans toutes les régions ainsi qu'à un plus grand nombre de tempêtes en Asie et dans les Amériques. Les auteurs ajoutaient également qu'il existait des preuves solides sur le fait que la fréquence et l'intensité de la plupart des dangers liés aux conditions météorologiques augmentaient. (Jennings, 2011)

Outre cela, malgré qu'il puisse apparaître en premier lieu étrange de pointer dans cette direction, se pencher sur ce que les sociétés d'assurances peuvent avoir à dire sur le sujet peut, au contraire, amener des informations intéressantes. Il est évident qu'une firme d'assureurs a d'abord à cœur l'aspect économique de la question, mais le chemin à emprunter pour y arriver doit passer par une analyse approfondie des événements environnementaux ainsi que de leurs tendances afin de pouvoir établir les coûts et bénéfices. De nos jours, il est en effet inévitable pour les sociétés d'assurances de porter une attention toute particulière aux catastrophes environnementales et à leurs conséquences, car celles-ci entraînent des coûts colossaux et ceci a alors de fortes implications sur les activités de ces sociétés. À cet égard, Munich Re, l'un des

principaux réassureurs mondiaux, soit une société d'assurance de sociétés d'assurances, a tout intérêt à explorer la question en profondeur, car lorsqu'il s'agit de réparer les dommages de plus en plus importants causés par les catastrophes naturelles, les réassureurs se retrouvent alors en première ligne (Ionesco et al., 2016). En tant qu'assureur d'assureurs, Munich Re se trouve, de par son rôle, à être un pôle où se concentrent les réclamations liées les catastrophes naturelles à travers les assureurs qu'elle assure. Notons que Munich Re a d'ailleurs été citée à plusieurs reprises par l'OIM lorsque le sujet portait sur les coûts mondiaux des catastrophes environnementales (Gemenne et al., 2012). Ainsi, selon la société, l'année 2017 fut un appel de réveil. En 2017, les catastrophes naturelles dans leur ensemble auraient entraîné des pertes de près de 340 milliards de dollars mondialement. Les assureurs auraient alors eu à déboursier plus de 138 milliards de dollars afin de couvrir les pertes. (Munich Re, 2018) Chaque année depuis 2011, cette société produit un rapport dans lequel elle présente les tendances en matière d'occurrences d'événements environnementaux par catégories enregistrés depuis 1980. Comme montré à la figure 2.2, le dernier rapport publié en 2018 présente l'état de la situation jusqu'en 2017.



**Figure 2.2 Nombre d'événements environnementaux dans le monde par année de 1980 à 2017**  
(tiré de : Munich Re, 2018, p. 53)

Afin de bien comprendre le graphique, il est bon de préciser ce que contiennent les quatre catégories. D'abord, les éléments géophysiques (courbe rouge) comprennent les tremblements de terre, les tsunamis et l'activité volcanique. Ensuite, les événements météorologiques (courbe verte) incluent les tempêtes tropicales, les tempêtes extratropicales, les tempêtes convectives ainsi que les tempêtes locales. Puis, les événements hydrologiques (courbe bleue) englobent les inondations et les mouvements de masse. Enfin, les événements climatologiques (courbe orange) englobent les températures extrêmes, les sécheresses et les

incendies de forêt. Ainsi, comme la courbe en mauve l'illustre, cette dernière représentant le nombre cumulé d'événements environnementaux tous types confondus par année, il est évident qu'il y a un accroissement du nombre total d'événements. Cependant, si l'on regarde les quatre autres courbes, ce sont plus particulièrement les événements hydrologiques et météorologiques qui déplacent le plus de personnes annuellement, confirmant alors ce qu'Oxfam prétendait en 2011 et que Ionesco et al. (2016) appuient. Les événements climatiques ont visiblement une plus faible croissance alors que ceux de types géophysiques sur lesquels l'humain n'a pas d'influence qui soit aujourd'hui démontrée semblent relativement stables. Or, toujours selon Munich Re, la moyenne annuelle d'événements environnementaux enregistrés pour la dernière décennie (2007-2017) serait de 605 alors que pour les 30 dernières années (1987-2017) elle serait de 490. En 2017, 730 événements ont alors été enregistrés. Cette année dépasse donc la marque des 600 qui n'a seulement été dépassée que cinq fois auparavant et uniquement dans les six dernières années. Ce chiffre se situe à 20 % au-dessus de la moyenne de la dernière décennie ainsi qu'à 49 % au-dessus de la moyenne des 30 dernières années. Les tendances montrées sur la figure 2.2 portent sur les 37 dernières années.

Ainsi, selon la tendance prononcée de cette courbe sur cette période ne reculant que de quatre décennies, il serait difficile de croire que cette tendance s'équilibrera ou se résorbera bientôt, surtout en considérant le fait que les émissions de GES mondiales n'ont pas cessé d'augmenter dans les dernières années et que la moyenne des températures combinée n'a pas cessé sa progression (voir la figure 3.1 en début de chapitre). Le rapport de l'IPCC en 2014 soulignait à cet effet que malgré un nombre croissant de politiques d'atténuation, la croissance des émissions de GES s'était effectivement accélérée au cours de la dernière décennie (IPCC, 2014). Le PNUE ajoute également à cela que l'ampleur et la magnitude des impacts des changements climatiques allaient certainement augmenter dans le futur (PNUE, 2016). En 2014, l'IPCC affirmait à ceci, avec « *medium evidence, high agreement* », que la menace des changements climatiques limite les différentes voies de développement possibles et qu'un changement climatique suffisamment perturbateur comme ce qui se prépare pourrait exclure toute perspective d'un avenir durable (IPCC, 2014).

## **2.2 Vulnérabilité et risques liés aux changements climatiques dans les pays en développement**

Comme Kirch et al. (2017) l'expriment si bien, les catastrophes sont socialement construites. En effet, les phénomènes naturels se produisent, et ce, indépendamment de l'Humain. Cependant, dans le cas ci-présent, le caractère vulnérable d'un pays, d'une population, d'un groupe ou d'un individu est en grande partie déterminé par les multiples facteurs sociaux qui composent et influencent ce qui peut ou ne peut pas être fait en réponse à un événement de type environnemental. Ainsi, le fait qu'un phénomène naturel dangereux conduise ou non à une catastrophe humaine dépend essentiellement de la société, de son organisation, de sa cohésion, de son articulation, de sa coriacité et de son degré de résilience. Si les fléaux naturels frappent des

sociétés plus vulnérables, le risque que cet événement se traduise en une tragédie humaine est considérablement plus élevé.

Or, contrairement à bien des phénomènes, les changements climatiques, attribuables à l'ensemble des activités humaines telles que la déforestation, la pollution, etc., sont uniques dans le fait qu'ils ne se limitent pas aux frontières et qu'ils ont une portée mondiale. En effet, parce que les gaz de l'atmosphère se mélangent presque uniformément à l'échelle mondiale, les pays exportent au reste du monde la plupart des dommages causés par leurs émissions de GES individuelles. Aucune nation, qu'elle soit riche ou pauvre, n'est ainsi à l'abri des aléas climatiques. Néanmoins, bien que tous les pays soient tous affectés dans une certaine mesure par les changements climatiques, la répartition des conséquences du phénomène se trouve à être très inégale. Les niveaux de vulnérabilité et de risques face aux catastrophes naturelles peuvent être extrêmement différents d'une région à l'autre, car les contrecoups des changements climatiques affectent les régions du monde de différentes manières, à divers degrés et certaines davantage que d'autres. Ainsi, aujourd'hui, ce sont les PED, mais particulièrement les pays et les populations les plus pauvres qui sont touchés de manière disproportionnée par les changements climatiques et les catastrophes, et ce, alors que ce sont les pays plus riches et les plus développés qui sont responsables de l'essentiel des émissions de GES. Par conséquent, ceci exacerbe davantage les vulnérabilités environnementales, économiques et sociales déjà existantes dans les PED. Les catastrophes naturelles se traduisent alors souvent par des conditions de vie plus risquées, voire extrêmes, ainsi que par la destruction des moyens de survie des personnes. (Kirch et al., 2017; Althor et al., 2016; Ionesco et al., 2016; McLeman, Schade, et al., 2016; UNISDR, 2015a; Morel et de Moor, 2012; Kniveton et al., 2009; Naik, 2009; Hugo, 2008) Dans les troisième et quatrième chapitres de son célèbre rapport, Stern (2006) développe abondamment sur ce sujet à travers une lunette économique de la question.

À cela, comme publié en 2008 par le *United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs* (UNOCHA), plus de 97 % des victimes de catastrophes naturelles se trouvaient dans les pays en développement à cette date (UNOCHA, 2008). Plus récemment, selon l'IDMC en 2017, les déplacements en raison de catastrophes naturelles avaient jusque-là été constatés le plus souvent dans les pays les plus pauvres, soit avec 95 % des déplacés environnementaux enregistrés dans des pays à revenus faibles et intermédiaires (Bennett et al., 2017).

### **2.2.1 Facteurs de vulnérabilité**

D'abord, géographiquement parlant, la plupart des PED sont localisés en basses altitudes, dans les zones tropicales, c'est-à-dire là où les impacts des changements climatiques sont et seront les plus catastrophiques. Par cela, il est entendu que ce soit, par exemple, des températures plus intensément chaudes, des saisons

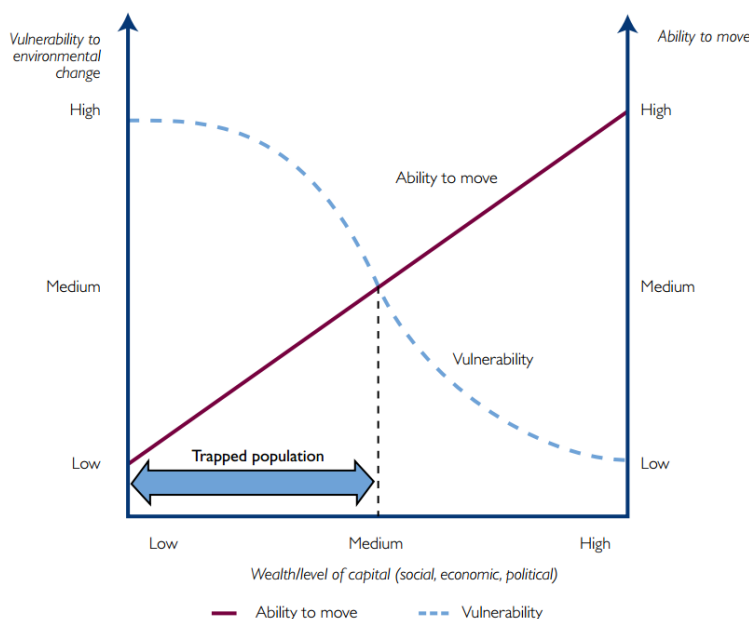


sèches plus longues ou bien des pénuries d'eau plus fréquentes. Ainsi, les pays en développement sont géographiquement désavantagés par rapport aux pays développés et sont de ce fait particulièrement plus vulnérables aux effets de l'évolution du climat et aux différentes formes de dégradation de l'environnement. (Gemenne, 2010; Leighton, 2009; OIM, 2009; Stern, 2006)

Puis, les PED sont très sensibles aux impacts des changements climatiques, et ce, en raison de la forte dépendance à l'agriculture et à la pêche, aux écosystèmes de proximités ainsi qu'aux activités qui y sont connexes. Les gens dépendent soit directement de leur propre production agricole pour la nourriture ou bien ils gagnent leurs revenus et leur nourriture en fournissant du travail dans les champs des autres. Ces activités économiques et vivrières sont cruciales pour de nombreux PED, en particulier pour les pays à faibles revenus où l'agriculture de subsistance est souvent indispensable. Or, plus une société est directement dépendante de l'environnement pour sa survie, plus les facteurs sociaux exacerbent les impacts des catastrophes et perturbations environnementales, faisant alors en sorte que les changements climatiques auront un impact disproportionné sur les pays en développement. (Etzold et al., 2016; Piguet et al., 2011; Stern, 2006) Les changements climatiques affectent directement la capacité des individus à cultiver des aliments ainsi qu'à élever du bétail, ce qui rend ces régions davantage vulnérables aux aléas climatiques et encore moins capables de s'adapter aux catastrophes. Combiné avec la position en basses latitudes déjà moins avantageuse de la majorité des PED, cet amalgame joue peu en leur faveur. Mais encore, tirés du rapport Stern (2006) ainsi que de Rigaud et al. (2018) et Bennett et al. (2017), d'autres facteurs viennent également exacerber l'ampleur des impacts des catastrophes naturelles dans les PED soit :

- Un faible niveau de développement, des capacités limitées et des inégalités persistantes;
- Une structure économique dépendante et très sensible à un climat défavorable et changeant;
- Une faible gouvernance;
- L'exposition à un environnement déjà fragile;
- De faibles revenus et la pauvreté qui limitent la capacité d'adaptation;
- De fortes concentrations de personnes dans les bidonvilles et les squatters;
- Une croissance démographique rapide et;
- De faibles niveaux de santé.

Pour illustrer cet énoncé, Black et al. (2011), dans un important effort de recherche mené par le gouvernement britannique, ont ainsi esquissé un graphique (figure 2.3), quoique simple, mais assez explicite et permettant de visualiser la vulnérabilité des populations en fonction de l'agrégation de ces facteurs en un niveau de capitaux sociaux, économique et politique (axe des abscisses).



**Figure 2.3 Vulnérabilité face aux changements environnementaux en fonction du niveau de vie**  
(tiré de : Black et al., 2011, p.14)

Ce graphique est intéressant en ce sens où il permet de relier trois éléments cruciaux, soit la vulnérabilité aux changements environnementaux en fonction des ressources disponibles ainsi que l'aptitude à se déplacer qui résulte de ces deux éléments. La courbe pointillée en bleu représente donc cette vulnérabilité. Ainsi, plus l'on tend vers des niveaux de capitaux bas, plus la vulnérabilité aux changements environnementaux est grande. Selon l'auteur, de nombreux PED se situent sur cette partie de la courbe.

### 2.2.2 Inégalités du Nord au Sud dans la vulnérabilité aux changements climatiques

Une étude récente réalisée par Althor, Watson et Fuller (2016), a démontré que les inégalités entre les pays responsables des émissions de GES et la mesure dans laquelle ce sont d'autres qui sont affectés par les changements climatiques résultants dépendent de la distribution de la vulnérabilité climatique qui, elle, ne se limite pas à la frontière des pays émetteurs. Cette étude cherchait à aller plus loin que les travaux de Teng et al. (2011) présentés précédemment, en quantifiant le niveau actuel d'iniquité entre les pays dans les émissions de GES ainsi que les impacts des changements climatiques subits à l'aide de mesures statistiques et économétriques telles que l'index de Robin Hood et le coefficient de Gini. Les résultats obtenus montrent alors de très fortes inégalités. D'une part, 20 des 36 pays qui émettent le plus de GES, tous des pays développés, sont parmi les pays les moins vulnérables aux impacts négatifs des changements climatiques et sont presque tous en tête de liste. D'autre part, 11 des 17 pays ayant des émissions de GES faibles ou modérées, tous des PED, sont extrêmement vulnérables aux impacts négatifs des changements climatiques. Enfin, en date de 2010, seulement 28 pays, soit 16 %, obtenaient un équilibre équitable entre les émissions

de GES et leur vulnérabilité et, selon les auteurs, les scénarios d'émissions futures montrent que ces inégalités vont considérablement empirer d'ici 2030 (voir les cartes à l'annexe 1) (Althor et al., 2016).

Encore plus récemment, *Bündnis Entwicklung Hilft*, une association composée de huit organisations d'aide allemande fondée en 2005, a également étudié spécifiquement la question des inégalités dans la question de la vulnérabilité. Depuis 2011, l'association publie chaque année le *WorldRiskReport* en coopération avec le *United Nations University Institute for Environment and Human Security* (UNU-EHS). Développé en collaboration avec le UNU-EHS, l'élément central de cette publication est le *WorldRiskIndex*, un indicateur qui fait état du risque de catastrophes pour 171 pays à travers le monde. Cet index est calculé pays par pays à travers la multiplication de l'exposition aux aléas naturels ainsi que de la vulnérabilité, et ce, en utilisant les valeurs moyennes respectives pour chacun des pays. Les valeurs d'exposition et de vulnérabilité pour la période allant de 2012 à 2016 ont été calculées en fonction de 28 indicateurs qui fournissent des informations sur les zones potentiellement menacées ainsi que sur les conditions sociales, économiques et écologiques de chaque pays. De ces 28 indicateurs, cinq relèvent de la catégorie de l'exposition et 23 relèvent de la catégorie de la vulnérabilité. Ainsi, à la 23<sup>ème</sup> Conférence des Parties (COP 23) qui s'est tenue à Bonn en 2017, l'association a présenté le *WorldRiskReport : Analysis and prospects 2017*. (Kirch et al., 2017)

### **L'exposition**

Le critère du niveau d'exposition prend en compte les cinq risques naturels suivants (cinq des 28 indicateurs) soit : les tremblements de terre, les ouragans, les inondations, la sécheresse et l'élévation du niveau de la mer. Selon leurs résultats, huit des 15 pays ayant les niveaux d'exposition les plus élevés au monde sont des États insulaires et les sept autres restants sont également situés aux bords de la mer. Parmi ces 15 pays, 13 sont des PED (voir les annexes 2 et 3). Les auteurs précisent entre autres que ces pays sont particulièrement exposés aux ouragans, aux inondations et à l'élévation du niveau des mers. (Kirch et al., 2017)

### **La vulnérabilité**

La vulnérabilité est calculée en fonction de trois composantes résultantes d'une série d'indicateurs de base, soit 23 des 28 indicateurs. D'abord, il y a la susceptibilité (dépendante de l'infrastructure, de la malnutrition, des conditions de vie et de la situation économique), puis il y a le manque de capacités pour faire face aux catastrophes naturelles (mesures de préparation et d'alerte précoce, accès à des soins de santé, sécurité sociale et matérielle), et enfin, il y a le manque de capacités d'adaptation face aux événements naturels imminents, aux changements climatiques ainsi qu'à d'autres défis. Selon leurs résultats, les 15 pays montrant les plus forts niveaux de vulnérabilité sont des PED et 13 d'entre eux se trouvent sur le continent africain. Si l'on subdivise la vulnérabilité en ses trois composantes, les 15 pays respectifs à chacune des

trois sous-catégories, soit trois listes de 15 pays dont certains se répètent, sont également tous des PED, et ce, sans exception (voir les annexes 2 et 3). (Kirch et al., 2017)

### **Le risque**

Selon leurs résultats, les points chauds mondiaux pour le risque de catastrophes, fonction de l'exposition et la vulnérabilité, se trouvent ainsi en Afrique centrale et occidentale, en Asie du Sud-Est, en Amérique centrale ainsi qu'en Océanie. Ces zones présentent des niveaux d'exposition aux dangers très élevés parallèlement à des niveaux de vulnérabilité eux aussi très élevés. Parmi ces points chauds, les 15 pays qui se retrouvent en tête de liste sont encore une fois tous des PED (voir les annexes 2 et 3). Les cartes trouvées à l'annexe 3 et tirées du rapport publié à la COP 23 illustrent ces résultats. (Kirch et al., 2017)

Outre cela, une analyse légèrement moins récente menée par Jennings en 2011 pour Oxfam a elle aussi démontré qu'à l'échelle des pays, le nombre de catastrophes signalées était plus élevé dans les PED et dans les pays les plus peuplés. Pour l'auteur, cela s'explique par plusieurs des facteurs déterminants énumérés à la section précédente, mais également par la manière dont les catastrophes sont définies en tant que telles, par le nombre de personnes susceptibles d'être exposées aux aléas environnementaux ainsi que par l'organisation effective de la population qui doit y faire face. L'étude montrait à cet égard que parmi les pays, ceux dotés d'une meilleure gouvernance enregistraient plus d'événements environnementaux, mais moins de catastrophes humaines (rappelons la distinction faite en début de chapitre), car ces pays possédaient des services opérationnels plus efficaces et étaient alors plus aptes à mettre en place des mesures de réduction des risques et catastrophes, ce qui peut, *in fine*, prévenir qu'un danger environnemental ne dégénère en une catastrophe humaine. Mais encore, les pays dont la gouvernance était plus démocratique et qui disposaient d'une presse plus libre rapportaient également plus d'événements environnementaux que ceux qui étaient moins démocratiques ou qui manquaient de liberté de presse. Or, étant donné que les populations de la plupart des PED vont continuer à croître rapidement au cours des prochaines décennies, ces éléments sont importants, car il est prévu que les nombres d'événements et de catastrophes augmenteront en raison de l'exposition croissante aux risques naturels grandissants. (Jennings, 2011)

Somme toute, de nombreux auteurs s'accordent sur le fait que les changements climatiques augmentent l'intensité et la fréquence des catastrophes naturelles et météorologiques. Elles sont et seront inégalement réparties sur la planète. De surcroît, ce sont particulièrement des PED qui en subiront les plus violentes conséquences alors que ce sont les PD qui les ont davantage provoquées. Les changements climatiques exacerberont ainsi la vulnérabilité actuelle des pays en développement en y amplifiant les défis actuels posés par la géographie tropicale, la plus forte dépendance aux activités liées à l'agriculture, la

croissance démographique nettement plus rapide, la pauvreté ainsi qu'une capacité limitée à faire face à un climat souvent déjà difficile, changeant et incertain. Ce sont ainsi les gens dans des pays plus pauvres comme le Mali qui ont le moins contribué au réchauffement climatique, mais qui voient et verront maintenant leur existence menacée. Or, il y a là une injustice et une certaine ironie, car le phénomène des changements climatiques touchera les pays qui sont pourtant les moins responsables. (Kirch et al., 2017; Althor et al., 2016; Rocha et al., 2015; Wei et al., 2012; Gemenne, 2010; Neuteleers, 2010; Brown, 2008; Hugo, 2008; Christian Aid, 2007; Stern, 2006; Nations Unies, 1992) Pour l'OIM (2017b), la vulnérabilité devra donc être mise au centre des réponses actuelles et futures à la question de la migration environnementale.

### **2.3 Des changements climatiques aux migrations : un lien**

Malgré qu'il soit laborieux et peu évident d'établir un lien direct entre les changements climatiques et la migration, surtout dans les cas de dégradations lentes de l'environnement, ce phénomène est de plus en plus reconnu comme un facteur contribuant à la décision de migrer, mais aussi comme un frein au développement et aux Objectifs de développement durable des Nations Unies. (GMDAC, 2016a; McLeman, Schade, et al., 2016; Vanderstappen, 2010) En fait, alors qu'il est aujourd'hui indéniable que les changements climatiques intensifieront les catastrophes naturelles et la dégradation de l'environnement dans de nombreuses régions du monde, un consensus s'est relativement bien établi depuis un certain temps sur le fait que ceci ajoutera un grand nombre de migrants climatiques, mais particulièrement des migrants internes. Il faut de plus en plus s'attendre à ce que la mobilité humaine reste et devienne une conséquence et une réponse aux impacts des changements climatiques sur les moyens de subsistance. (McLeman, Schade, et al., 2016; PNUE, 2016; Gemenne et al., 2012; Warner, 2012; Black, Adger, et al., 2011; OIM, 2009; Zetter, 2009; Hugo, 2008)

À cet égard, l'une des conclusions du rapport publié en 2017 par l'IDMC est que les changements climatiques affectent d'abord la fréquence et l'intensité des phénomènes météorologiques extrêmes et puis qu'il y a une forte corrélation démontrée entre l'exposition des populations aux risques naturels et les déplacements qui en résultent (Bennett et al., 2017). Or, ceci n'a cependant pas toujours été le cas. Avant les années 2000, comme vu au premier chapitre, la recherche et les publications produites en la matière étant peu prolifiques, très fragmentées et dispersées, le fil conducteur était jusque-là plus difficile à tracer. Néanmoins, mais surtout depuis le milieu des années 2000 et malgré certaines incertitudes persistantes, il y a un consensus relativement bien établi comme quoi les changements climatiques entraînent bel et bien une augmentation des migrations. Les pays du Sud étant bien plus vulnérables aux changements climatiques que les pays du Nord, ce sont particulièrement ces pays qui subiront alors l'accroissement de ces migrations. Subséquemment, la certitude du lien entre les changements climatiques et les migrations ainsi que les discussions se sont largement accrues dans le discours des organisations internationales dans les deux

dernières décennies. Cependant, le chemin partant des chercheurs et spécialistes jusqu'à la communauté internationale a cependant pris un certain temps à se faire, car celle-ci a été plus lente à reconnaître les multiples façons dont les deux phénomènes sont reliés (Etzold et al., 2016; McLeman, Schade, et al., 2016; Melde et Laczko, 2017). En ce sens et pour ne donner que quelques exemples (nombre d'autres auteurs ont publié sur le sujet), voici alors un aperçu de l'historique de la progression des dernières années.

### **2.3.1 Historique récent : des experts aux institutions internationales**

D'abord, et entre autres grâce à sa notoriété, Stern en 2006 aurait plus fortement propulsé la question vers l'avant en évoquant dans son rapport que la raréfaction des ressources, les risques de sécheresse et d'inondation, la désertification ainsi que l'élévation du niveau des océans déplaceraient potentiellement des millions de personnes. Il ajoutait également que le nombre total de personnes à risque de ces déplacements dans les PED était déjà très important. Ensuite, Hugo stipulait en 2008 que bien qu'aucune estimation exacte ne soit faite sur le nombre de migrants probablement déplacés du point de vue environnemental à ce moment, il était évident que certains écosystèmes étaient particulièrement plus vulnérables à la dégradation de l'environnement, mais en particulier dans les PED. Pour l'auteur, il était clair que ceci impliquerait des mouvements substantiels dans ces régions du monde. À leur tour, il y a de cela un peu moins de dix ans, Laczko et Aghazarm (2009) affirmaient plus précisément que le nombre de catastrophes naturelles avait alors déjà plus que doublé au cours des deux décennies précédentes et qu'en 2008 seulement, plus de 20 millions de personnes avaient été déplacées par des catastrophes naturelles soudaines liées au climat. Ionesco et al. (2016) complètent cela en affirmant que le nombre de migrants a plus que doublé dans les 30 dernières années. Également, en 2011, Black et al., affirmaient quant à eux que les changements environnementaux et climatiques auraient un impact sur les migrations dans le futur, notamment à travers leur influence sur une série de facteurs économiques, sociaux et politiques qui affectent eux-mêmes en retour la migration. La même année, Piguet et al. témoignaient qu'aucun modèle climatique n'était capable de prévoir avec précision où et quand se produiraient les catastrophes naturelles, qu'on ne pouvait pas savoir si les zones touchées seraient densément peuplées, mais qu'il y avait cependant de fortes probabilités que l'on constate une croissance des migrations environnementales.

Ainsi, plus ou moins jusqu'à ce moment, ce sont plutôt des chercheurs et des experts qui avaient exploré ce lien, à quelques mentions près ici et là par d'autres acteurs. Puis, plus récemment, les institutions internationales se sont plus formellement jointes à la partie en adoptant elles aussi un discours plus clair et plus ferme qu'auparavant sur le sujet. Ceci découle notamment du fait que les références que ces institutions utilisent pour les données statistiques sur les migrations, soit l'IDMC, l'OIM, l'IPCC, le Groupe Banque mondiale, etc., ont plus récemment produit des données et des rapports de plus en plus alarmants sur la

question, dirigeant alors l'attention plus drastiquement sur le phénomène. Notons à cet effet que l'OIM reconnaît quant à elle déjà depuis longtemps les liens existants entre les mouvements de population et l'environnement et a activement cherché à susciter des discours ainsi que des actions au sein de la communauté internationale (Gemenne et al., 2012). Outre cela, il est également intéressant de mettre en évidence que seulement depuis 2013, il y a une gradation certaine dans le discours qu'affichent les institutions internationales concernant cela et que celui-ci s'est manifestement accentué uniquement dans les deux dernières années (2017 et 2018).

À cet égard, le rapport de l'IPCC publié en 2014, soit le AR5, évoque avec « *medium evidence, high agreement* » que les changements climatiques augmenteront les déplacements de personnes et que ce sont en particulier les PED à faibles revenus et où les populations manquent de ressources qui sont le plus exposées aux phénomènes météorologiques extrêmes. (IPCC, 2014) Par la suite, dans la *Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants* adoptée par les Nations Unies en 2016, les parties reconnaissent que « la pauvreté, le sous-développement, l'absence de débouchés, la mauvaise gouvernance et les facteurs environnementaux comptent parmi les causes des migrations. » (Nations Unies, 2016a), Mais encore, dans son rapport publié en 2017, l'IDMC a à son tour affirmé que le risque de déplacement en raison de catastrophes aurait doublé depuis 1970 et que ce sont les catastrophes déclenchées par les aléas climatiques soudains qui continuent d'entraîner le plus grand nombre de nouveaux déplacements chaque année. Les auteurs affirment, entre autres, que les impacts des changements climatiques sur la fréquence et l'intensité des phénomènes météorologiques extrêmes, les catastrophes à évolution lente ainsi que les vulnérabilités existantes continueront de provoquer des déplacements dans les PED et que les déplacements associés aux catastrophes se poursuivront à une échelle similaire aux tendances actuelles. (Bennett et al., 2017) Également, dans un rapport publié en mars 2018, durant la rédaction même de cet essai, le Groupe Banque mondiale affirmait que les niveaux de plus en plus élevés d'émissions de GES entraînaient un plus grand nombre de catastrophes, plus intenses. Les auteurs ajoutaient de surcroît que les impacts environnementaux liés aux changements climatiques sur les communautés humaines et les écosystèmes entraînaient alors de graves perturbations des moyens de subsistance et des écosystèmes, créant alors des conditions accroissant les migrations climatiques. En fait, le Groupe précise explicitement dans ce rapport deux éléments soit : 1) que les changements climatiques toucheront de manière disproportionnée les pays en développement et les communautés les plus pauvres et, ensuite, 2) que les changements climatiques ajouteront un grand nombre de migrants climatiques internes. (Rigaud et al., 2018) Enfin, sur le site web de l'IDMC, en 2018, il est aussi possible d'y trouver que les changements climatiques sont aujourd'hui un facteur critique qui exacerbe les déplacements de populations dans des conditions de détérioration associées à la sécheresse et à d'autres processus environnementaux progressifs, souvent associés à la perte progressive de moyens de subsistance

viables. (IDMC, 2018) Il existe donc aujourd'hui un consensus peu réfutable autant chez les chercheurs et les experts qu'auprès des institutions internationales sur le fait :

1. Que le nombre de catastrophes environnementales s'accroît en incidence depuis plusieurs années;
2. Que l'ampleur des déplacements de population qui en résulte augmente également et;
3. Que ce sont particulièrement dans les PED que se déroulent et se dérouleront ces déplacements et que ce seront surtout des déplacements internes et régionaux.

Cependant, les gens ainsi déplacés partent des pays du Sud, mais où vont-ils ?

### **2.3.2 Provenance et destination des migrations environnementales**

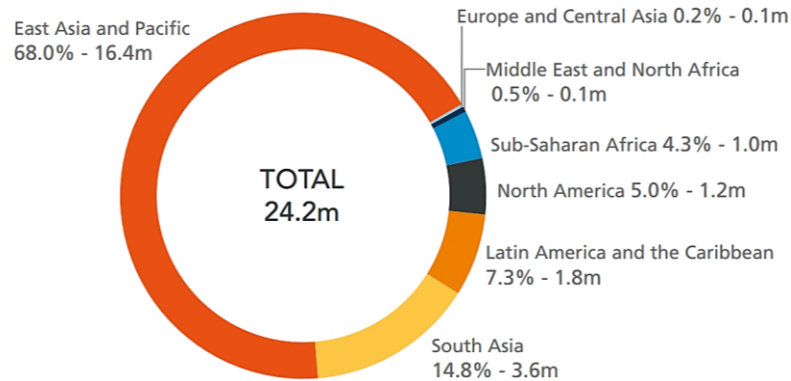
À cela, plusieurs se sont déjà interrogés. En 2011, Black et al. affirmaient à cet effet que « *[p]eople are as likely to migrate to places of environmental vulnerability as from these places* ». Comme vu au chapitre 1, rappelons que les migrations sont souvent internes, régionales et sur de courtes distances, en plus d'être, si possible, temporaires. Ainsi, il y a de fortes chances que si un pays vulnérable est le point de départ, le point d'arrivée soit également un pays ou une région limitrophe également moins favorisée, si ce n'est pas avant tout le pays de départ lui-même (McLeman, Opatowski, et al., 2016). En effet, de nombreux experts attestent que l'essentiel des migrations déclenchées par des problèmes environnementaux tend à se produire à l'intérieur des pays plutôt qu'entre les pays et que ce sont donc principalement des migrations internes aux pays du Sud, plus pauvres, car les gens ont une propension à rester dans leur pays ou dans la même région géographique. (McLeman, Opatowski, et al., 2016; Secrétariat de l'Initiative Nansen, 2015; Piguet et al., 2011; Neuteleers, 2010; Laczko et Aghazarm, 2009) D'autres auteurs tels que Tassin (2017) ajoutent de surcroît que les pays du Sud absorbent déjà à eux seuls plus de 60 % des flux migratoires environnementaux. Il n'est donc pas farfelu d'affirmer que si les migrations environnementales et climatiques se dérouleront en majeure partie en partance des PED et qu'elles seront généralement internes ou régionales, celles-ci se dérouleront alors principalement du Sud vers le Sud et non pas du Sud vers le Nord.

#### **Migrations internes**

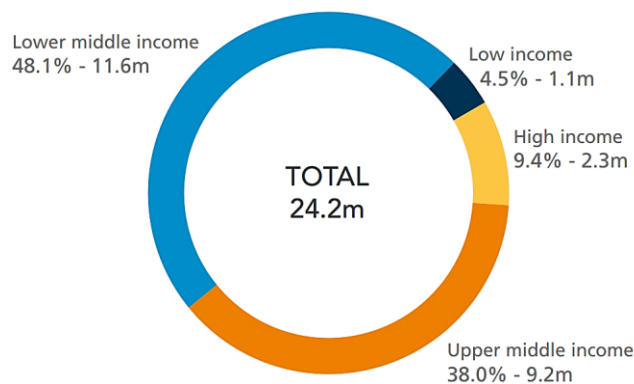
À ce titre, il est intéressant de jeter un coup d'œil aux tendances en la matière et en termes de chiffres et de statistiques. Selon leurs analyses, McLeman, Opatowski, et al., (2016) nous renseignaient récemment que la plupart des migrations liées au changement environnemental au cours des deux dernières décennies avaient pris place dans des pays n'appartenant pas à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Également, selon des données encore plus récentes publiées par l'IDMC en 2017 concernant les déplacements internes liés à des désastres naturels pour l'année courante de 2016



uniquement, une large part des migrations avaient eu lieu dans des PED et dans les pays les plus pauvres. À cet égard, les figures 2.4 et 2.5 présentent les mêmes chiffres, mais sous deux perspectives différentes soit, par régions du monde et par groupes de revenus (Bennett et al., 2017).



**Figure 2.4 Nouveaux déplacements liés à des catastrophes naturelles en 2016 par région**  
(tiré de : Bennett et al., 2017, p.36)



**Figure 2.5 Nouveaux déplacements liés à des catastrophes naturelles en 2016 par revenu**  
(tiré de : Bennett et al., 2017, p.36)

Les principaux éléments que l'on peut tirer de ces figures sont d'une part, qu'en termes de régions du monde, on retrouvait en 2016 pratiquement 94,8 % des migrations internes liées à des catastrophes naturelles dans des régions dominées par des PED. Parmi ces régions, il y avait l'Asie de l'Est et du Pacifique (68,0 %), l'Asie du Sud-Est (14,8 %), l'Amérique latine et les Caraïbes (7,3 %), l'Afrique Subsaharienne (4,3 %) ainsi que le Moyen-Orient et le nord de l'Afrique (0,5 %) soit, en chiffres, 23 millions de personnes. Ainsi, pour le reste, seulement 5,2 % (1,2 million de personnes) se trouvaient en Amérique du Nord et en Europe (incluant cependant l'Asie centrale), des régions largement dominées par des pays développés. (Bennett et al., 2017)

D'autre part, en termes de groupes de revenu cette fois, 52,6 % de ces migrations (12,7 millions de personnes) ont pris place dans des pays à revenus faibles ou moyens inférieurs (donc des PED), contre seulement 9,4 % (2,27 millions de personnes) dans les pays riches (PD). (Bennett et al., 2017) En bref, la principale conclusion à tirer de ces graphiques est que la majorité des migrations environnementales partent de pays ou de régions en développement, bien souvent des régions pauvres, et que, sachant que ce sont généralement des déplacements internes ou régionaux, les changements climatiques mènent ainsi principalement à des migrations du Sud vers le Sud. Mais alors, pourquoi alors en est-il de la sorte ?

D'abord, selon McLeman, Opatowski, et al. (2016) les principales raisons pour lesquelles ces migrations prennent davantage place dans les pays du Sud sont d'abord parce qu'il y a de grandes concentrations de personnes vivant dans des zones géographiques relativement très exposées à des risques environnementaux, mais également, comme vu précédemment, parce qu'il y a une plus grande proportion de personnes dont les moyens de subsistance sont directement liés à l'agriculture et aux ressources naturelles locales qui sont intrinsèquement sensibles aux fluctuations des conditions environnementales et climatiques. Ensuite, alors que les populations les plus favorisées sont souvent les premières à partir, quoique peu nombreuses, les populations les plus vulnérables ne possèdent souvent pas les ressources nécessaires qui leur permettraient de migrer loin. N'ayant ainsi généralement pas les moyens de migrer de l'autre côté du globe, les déplacés environnementaux se déplacent dans leur propre pays, sur de courtes distances, et se rendent souvent dans des régions voisines qui se trouvent à être également vulnérables et à risque. De ce fait, le poids des migrations repose le plus souvent sur les pays eux-mêmes touchés, car les plus vulnérables parmi les personnes touchées par les effets des changements climatiques sont dans l'incapacité de migrer loin. (Gemenne, 2010; Gemenne et Cavicchioli, 2010) À ceci, McLeman, Opatowski, et al. (2016) ajoutent également qu'il y a considérablement moins d'obstacles physiques, institutionnels et financiers à la migration et à la mobilité à l'intérieur de mêmes frontières que lorsque le mouvement se fait vers une destination internationale. Enfin, selon l'OIM en 2016, les flux de migrations Sud-Sud ont à cela continué à croître par rapport aux flux Sud-Nord, suivant les tendances des dernières décennies (OIM, 2016d).

En somme, la littérature ainsi que bien des rapports officiels publiés dans les dernières années par des organisations internationales et les centres de recherches montrent que la majorité des auteurs s'entendent sur le fait que la plupart des migrations environnementales se déroulent principalement dans et vers les pays du Sud. Les PED subiront ainsi davantage de pression pour gérer des flux plus élevés d'émigration et d'immigration, particulièrement si les populations rurales se voient obligées de parcourir de plus longues distances à la recherche de moyens de subsistance (Leighton, 2009). En outre, et chose certaine, le nombre de personnes migrant pour des raisons environnementales ou liées aux changements climatiques augmentera

incontestablement au cours des prochaines décennies, mais également en raison des tendances démographiques mondiales constatées dans les PED (McLeman, Opatowski, et al., 2016). Considérant ces faits, les conséquences actuelles et futures des changements climatiques ainsi que la corrélation établie entre ces événements ainsi que la croissance des phénomènes de migrations dans ces pays, n'y aurait-il pas des questions à se poser quant à une responsabilité quelconque qu'auraient les pays du Nord en grande partie imputables de ces phénomènes ?

## **2.4 Une responsabilité morale pour les pays du Nord**

Plusieurs auteurs argumentent sans équivoque que oui. Mais avant tout, précisons qu'il est pratiquement impossible d'évaluer la responsabilité individuelle d'une personne dans les émissions de GES ni le niveau auquel un individu à l'autre bout du monde est affecté par les changements climatiques induits. À ce titre, la responsabilité morale ne peut alors être conçue qu'à une échelle plus macroscopique, c'est-à-dire du point de vue des États et non pas au niveau des individus ou de groupes d'individus. (Mayer, 2016; IPCC, 2014) Ainsi, jusqu'à maintenant, les arguments qui lient les changements climatiques aux migrations ont alors fortement encouragé le plaidoyer selon lequel les changements climatiques imposent une obligation morale à la société quant à protéger les personnes vulnérables et touchées par les changements environnementaux tels que les migrants, mais particulièrement aux pays qui en seraient responsables. (Zetter, 2009) Ceci implique dès lors une distinction entre les États auxquels des émissions excessives de GES peuvent être attribuées ainsi que les États dont les populations sont considérablement affectées. À cela, Vlassopoulos (2012) pointe alors vers le malaise des institutions internationales et des États responsables quand il s'agit de discuter de qui devrait porter le poids des migrants environnementaux. Ionesco et al. (2016) ainsi que Hugo (2008) soutiennent que les pressions environnementales qui sont de plus en plus la cause et la conséquence des mouvements de population dans les PED ne devraient surtout pas être considérées exclusivement comme des problèmes propres à ces pays, car ces pressions ont été provoquées et imposées en partie par des forces extérieures aux frontières de ces pays. Mais encore, den Elzen et al. (2013) renchérissent que parce que les PD sont majoritairement responsables de la situation d'aujourd'hui dans son étendue, de nombreux PED font valoir qu'ils ne sont pas responsables et qu'ils ne devraient alors pas être pénalisés pour les émissions historiques des pays riches, mais plutôt dédommagés.

Selon Mayer (2016), il existe à cet égard plusieurs points de vue sur les arguments juridiques, politiques et moraux qui invitent le Nord à prendre ses responsabilités en ce qui a trait aux émissions excessives de GES historiques et à leurs conséquences. À ce titre, le rapport de Stern en 2006 soulignait que les PED avaient un fort sentiment d'injustice, un sentiment très compréhensible. Les pays riches et développés se sont en grande partie appuyés sur les combustibles fossiles pour leur développement depuis l'ère industrielle et

seraient donc responsables d'une grande partie des stocks de GES dans l'atmosphère. De même, Stern affirmait que les PED alors moins responsables seraient cependant touchés plus tôt et plus durement que les pays du Nord et que ceux-ci avaient alors une responsabilité en la matière. (Stern, 2006) Également, Srinivasan et al. (2008), dans une analyse sur la disparité dans la répartition entre les nations riches et pauvres concernant les dommages humains sur l'environnement, démontraient eux aussi que la mondialisation et le développement économique, mais en particulier celui alimenté par les combustibles fossiles des pays développés, ont aggravé les inégalités dans la répartition des charges écologiques et les changements climatiques résultants. Les PD se sont enrichis grâce à l'utilisation des combustibles fossiles et aux transformations des terres, imposant dès lors des coûts à tous par des impacts sur le climat et l'environnement qui persisteront pendant des siècles. Les auteurs en venaient à conclure que dans un monde de plus en plus écologiquement et économiquement connecté, il était nécessaire de voir à un recadrage des questions de responsabilité environnementale, de développement et de mondialisation, et ce, en fonction des coûts écologiques actuels et futurs. Ceci implique dès lors la question des migrations environnementales, car elle touche l'ensemble de ces trois sphères.

Puis, Hugo (2008) a davantage creusé la notion de la responsabilité des pays du Nord face au pays du Sud et aux migrations, en évoquant ce qui se trouve au croisement de l'exploitation passée et actuelle de ces pays, de la dette coloniale et puis, aujourd'hui, de l'obligation morale qui en résulterait. Pour lui, il était évident qu'une grande partie de la dégradation de l'environnement et des changements climatiques trouvaient leurs racines dans l'exploitation coloniale des PED par les anciennes puissances coloniales qui cherchaient alors à répondre à leurs besoins. Cette dégradation comprend par exemple des activités d'exploitations et d'extractions telles que la déforestation, le changement d'utilisations des terres, les monocultures, les cultures d'exportations à grande échelle, les activités minières, etc., soit un ensemble d'activités réalisées au détriment de l'environnement, entraînant des émissions de GES et donc, subséquemment, des changements climatiques. Notons que tout ceci s'est déroulé de diverses façons à différentes périodes de l'histoire et a pris place à travers différentes phases. D'abord par un colonialisme plus physique de ces pays, puis par un colonialisme économique avec la libéralisation forcée des marchés ainsi qu'avec des plans d'ajustements structurels imposés à travers plusieurs instances telles le Fonds monétaire international (FMI) ainsi que le Groupe Banque mondiale, et enfin par un colonialisme politique et culturel. Les liens existants entre la responsabilité causale et morale jettent ainsi une ombre sur l'héritage du développement des pays du Nord (Srinivasan et al., 2008).

Cependant, d'autres auteurs n'adhèrent pas entièrement à cette opinion selon laquelle les émissions historiques devraient jouer un rôle dans l'attribution d'une responsabilité morale en la matière. Citant

plusieurs auteurs, les auteurs du rapport AR5 publié en 2014 ont fait un travail afin de reprendre et synthétiser les principaux arguments en trois points soit que (IPCC, 2014) :

1. Les personnes en vie aujourd'hui n'ont aucune influence sur les choix et actions de leurs ancêtres alors ils ne devraient pas être tenus pour responsables;
2. Les nations et personnes qui ont pollué dans le passé ne se doutaient pas que leurs émissions auraient des conséquences néfastes et elles pourraient être exemptes de cette responsabilité et;
3. Les individus d'aujourd'hui, distinctement les uns des autres, n'existeraient pas si les générations précédentes n'avaient pas agi comme ils l'ont fait.

D'autres auteurs tels que McLeman, Schade, et al. (2016) reprennent autrement, mais similairement, en énonçant :

1. La difficulté d'actualiser les émissions passées et les coûts futurs;
2. L'acceptabilité de l'argument de l'ignorance comme excuse et;
3. Les niveaux des émissions excusables.

Malgré la validité substantielle de ces arguments, il est néanmoins nécessaire de se questionner sur la notion d'héritage. Les émissions historiques reflètent majoritairement l'utilisation de ressources dont des avantages dérivés ont pu en être tirés, c'est-à-dire de la richesse, du capital fixe et accumulé, des infrastructures ainsi que d'autres actifs qui composent le patrimoine partagé de l'Humain, mais qui se trouvent concentrés dans certaines mains. Les activités génératrices des GES qui ont permis cela ont ainsi accordé des avantages substantiels en termes de développement économique et de sécurité alimentaire aux habitants du Nord, mais ceci à un coût croissant pour les écosystèmes et pour l'avenir de l'Humanité. Donc, les générations d'aujourd'hui ne sont en effet pas responsables des choix faits par d'autres dans le passé, mais elles sont cependant tributaires des bénéfices ou des conséquences néfastes découlant des actions émettrices des personnes du passé, le cas échéant. Les avantages ainsi tirés et dont profitent aujourd'hui les pays développés constituent de ce fait une forme d'héritage basé sur la consommation excessive de leur part de ressources communes faites dans le passé par leurs prédécesseurs. (IPCC, 2014; Srinivasan et al., 2008) Par conséquent, et grâce à cela, les pays qui ont historiquement provoqué les changements climatiques se voient beaucoup moins vulnérables à ses impacts et plus aptes à y faire face lorsque des événements environnementaux se produisent. Mais alors, comme toute forme d'héritage, il semblerait juste et équitable que si les personnes actuellement en vie acceptent les avantages disproportionnés et injustifiés des émissions passées, il soit également en leur devoir d'accepter certaines des obligations d'indemnisation dues aux fautes

du passé, soit, analogiquement, la « dette » qui les accompagne. De manière plus concise, cet énoncé pourrait être exprimé de la sorte : les émissions passées profitent à certains et imposent des coûts à d'autres (IPCC, 2014). Tassin (2017) approfondit en affirmant qu'il serait d'autant plus logique que les anciens empires coloniaux accueillent également les descendants de celles et ceux qu'ils ont autrefois exploités et qu'ils continuent d'asservir à ce jour par des moyens comme la dette.

Autrement, si l'on fait abstraction de la notion d'héritage en elle-même pour ne se baser uniquement que sur les émissions de GES les plus récentes afin d'analyser la responsabilité morale, il n'en reste pas moins que les principaux émetteurs d'aujourd'hui sont toujours et encore majoritairement des pays du Nord, alors que ce sont au Sud que se déroulent en grande partie les migrations environnementales. Alors, à la question d'une responsabilité morale, les arguments qui voudraient exempter le Nord de celle-ci en discréditant la prise en compte des émissions historiques s'en retrouvent sensiblement ébranlés, car ceux-ci ne trouvent plus de bases solides sur lesquelles s'appuyer. En effet, étant aujourd'hui en parfaite connaissance des causes, des conséquences ainsi que des responsabilités différenciées actuelles de chacun du Nord au Sud, contrairement à dans le passé, il apparaît alors impossible d'invoquer l'argument de l'ignorance. Également, l'argument d'une impossible influence sur les choix d'autres personnes parce qu'elles n'existeraient plus aujourd'hui ne tiendrait plus, car ces choix, c'est nous, en tant que société et collectivement, qui les faisons aujourd'hui et pour demain. Puis, pour la question des coûts, même s'il peut s'avérer difficile d'actualiser les coûts et d'établir jusqu'au dollar près la responsabilité en termes économiques de chacun des pays, se pencher sur la précision des chiffres plutôt que sur leurs magnitudes et tendances ne fait que dévier de la principale question et semble plus futile pour le moment. Comme Munich Re (2018) nous en informe, les émissions entraînent des coûts colossaux. Cependant, même si on ne peut quantifier avec une précision parfaite l'ampleur et les coûts des impacts découlant des émissions d'aujourd'hui, il est démontré de manière indiscutable que la part du Nord dans les émissions est fortement plus élevée et que c'est donc davantage le Nord qui est responsable des conséquences. Ainsi, considérant qu'aujourd'hui les personnes et les gouvernements connaissent fort bien à la fois leurs parts respectives dans les activités génératrices de GES ainsi que les conséquences pour les populations actuelles et futures, il est très difficile de nier le fait d'une responsabilité morale de la part des pays du Nord même en excluant l'aspect des émissions historiques. Les arguments prônant la justice réparatrice soutiennent par conséquent que les pays développés ont, dans tous les cas, la responsabilité de protéger les individus et les pays qui n'ont pas provoqué de tels changements. Il est alors nécessaire et crucial que les réponses aux déplacements environnementaux qui viendront tiennent compte du fait que les pays riches et producteurs de carbone doivent assumer leurs responsabilités ainsi que le partage conséquent des charges (Zetter, 2009).

### **3. ENTENTES INTERNATIONALES, MIGRATIONS ET DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Reprenons l'essentiel depuis le début. D'abord, le premier chapitre a permis de démystifier le contexte, les enjeux et la complexité des phénomènes de migrations environnementales contemporains. Certes, il y en aurait beaucoup plus à dire sur le sujet, mais sans s'étendre, cela a cependant permis de poser suffisamment de bases pour ce qui s'ensuit. Puis, le second chapitre a permis d'explorer les inégalités Nord-Sud autant dans les émissions de GES que dans les effets subits des changements climatiques que dans les lieux de départ et d'arrivée des voyageurs. Ceci a mené au constat d'une responsabilité (morale, politique, économique et autre) que les pays du Nord ont en la matière et au fait qu'ils doivent s'y attarder aujourd'hui. Ce troisième chapitre poursuivra alors en dirigeant l'attention vers ce qu'il existe aujourd'hui comme ententes internationales sur le sujet ainsi que sur la portée et les limitations de ce cadre. Ceci permettra ainsi de constater le niveau réel de la volonté de la communauté internationale, soit des États, à agir en la matière ainsi que les résultats actuels et possibles dans ce contexte aujourd'hui.

#### **3.1 Reconnaissance des faits par la communauté internationale**

Avant tout, pour parvenir à mettre en place une gestion durable en matière de gestion des migrations environnementales, les États et le reste de la communauté internationale doivent d'abord reconnaître la réalité du phénomène et les faits. De cette façon, cela permettra d'instaurer et d'enraciner au bon endroit les bases des mécanismes qui permettent d'y arriver. Souvent, cette reconnaissance est explicitée à travers des écrits internationaux tels que les traités, les conventions et d'autres types d'ententes. Ainsi, par le passé et surtout récemment, des références aux migrations environnementales ont été faites dans certains textes-cadres d'ententes internationales, mais souvent dans des ententes ne visant pas spécifiquement le sujet des migrations environnementales. En fait, il n'existe pas d'ententes, de traités ou d'autres écrits contraignants aujourd'hui qui visent spécifiquement à répondre à la problématique de la mobilité induite par des facteurs environnementaux. La plupart des textes ne font généralement que des mentions aux migrations comme étant une conséquence des changements climatiques, celles-ci étant alors considérées comme une mesure d'adaptation, mais chacun dans son domaine d'intérêt. (McLeman, Opatowski, et al., 2016)

À ce titre, sur la question de la reconnaissance du phénomène, les chercheurs et auteurs du tout premier rapport sur les impacts des changements climatiques publié par l'IPCC en 1990 (référence scientifique des Nations Unies en matière de changements climatiques) admettaient déjà que les effets les plus dramatiques de l'évolution du climat concerneraient sans doute la migration humaine (IPCC, 1990). Aux vues des tendances démontrées au chapitre précédent en matière d'émissions de GES, de réchauffement climatique et d'augmentation des phénomènes migratoire, cette hypothèse, pourtant vieille de 28 ans, mais alors déjà bien fondée, est bel et bien en cours de réalisation et n'est donc pas qu'une banale prophétie. Les migrations

liées à des événements environnementaux soudains ou progressifs s'accroissent de façon évidente. Outre cela, un lien entre les dégradations environnementales, les migrations, mais aussi au DD est ensuite apparue dans le préambule la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD) signée en 1994 et entrée en vigueur en 1996 (Vlassopoulos, 2012). Il y est ainsi écrit que :

« [...] la désertification et la sécheresse compromettent le développement durable en raison de la corrélation qui existe entre ces phénomènes et d'importants problèmes sociaux comme la pauvreté, une mauvaise situation sanitaire et nutritionnelle et l'insécurité alimentaire, ainsi que ceux qui découlent des migrations, des déplacements de populations et de la dynamique démographique, [...] » (Secrétariat de la CNULCD, 1994)

D'abord, il est à noter que ce cadre international est le seul visant à faire face au problème de la désertification et qui soit juridiquement contraignant. De plus, à part expliciter l'existence d'un lien entre migration et environnement, ce texte ne comporte pas de mesures ou d'actions spécifiques visant le sujet des migrations et que les États devraient mettre en place. Puis, les experts de l'IPCC en sont aujourd'hui rendus à leur cinquième rapport sur le sujet (AR5) et n'ont pas changé de discours. Au contraire, dans cette publication de 2014, il y est bien écrit que la migration peut être une stratégie d'adaptation efficace en réponse aux phénomènes météorologiques extrêmes et aux changements climatiques, mais que ceci nécessitera d'abord des changements dans les modèles actuels de migration. Les spécialistes ajoutent de surcroît qu'un élargissement des possibilités de mobilité pourrait contribuer à réduire la vulnérabilité des populations exposées aux phénomènes météorologiques extrêmes dont le risque de déplacement augmente en raison du manque de ressources pour la migration planifiée. (IPCC, 2014) Mais encore, le discours des Nations Unies aujourd'hui en la matière est aussi relativement clair. Rappelons avant tout que les Nations Unies sont le regroupement des pays (193 États membres depuis 2011) et donc qu'en affirmant une telle chose, les pays qui y siègent sont censés être en accord. L'Organisation reconnaît ainsi que la migration environnementale est un phénomène à réalité pluridimensionnelle et qui appelle alors à des réponses cohérentes et globales, car elles influent grandement sur le développement des pays d'origine, de transit et de destination. (Nations Unies, 2016a) Les États membres reconnaissent textuellement dans la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants que « [...] la pauvreté, le sous-développement, l'absence de débouchés, la mauvaise gouvernance et les facteurs environnementaux comptent parmi les causes des migrations. » (Nations Unies, 2016a) Pour Gemenne et al. (2012), alors que la reconnaissance scientifique du phénomène s'est intensifiée plus rapidement et quelque peu seule de son côté dans les dernières décades, cette reconnaissance par la communauté internationale alors plus tardive, comme vu au chapitre 1, a toutefois permis des développements politiques importants sur la scène internationale récente. Vlassopoulos (2016) pointe quant à elle vers le fait que la communauté internationale a déjà reconnu à plusieurs reprises



que, compte tenu des différences historiques dans le volume des émissions de GES des pays développés, ces derniers sont considérés comme responsables du problème et doivent en assumer la plupart des coûts d'atténuation et d'adaptation. La migration, étant alors bien reconnue comme une mesure d'adaptation, s'y trouve alors incluse (réponse d'adaptation). Au travers des récentes décades, la reconnaissance graduelle et officielle des faits ainsi que sur l'importance d'agir par les acteurs de la scène internationale s'est alors traduite en textes, ententes et accords. (Vlassopoulos, 2016; Nations Unies, 1992)

### **3.2 Ententes internationales et engagements des États**

À cet égard, il convient de s'attarder quelque peu à ce qu'il existe aujourd'hui en termes de mécanismes internationaux, c'est-à-dire de traités, de conventions ou d'autres formes d'accords qui abordent directement le sujet ou qui offrent une certaine forme de substance aux migrants environnementaux. Notons que ce n'est que récemment que la communauté internationale, soit les regroupements d'États à travers les structures onusiennes, a révisé et élaboré ses différents programmes d'actions pour la période 2015-2030.

#### **3.2.1 Conférence de Cancún de 2010 sur les changements climatiques**

D'abord, c'est aux alentours de 2008 que la communauté internationale est parvenue à déposer la mobilité climatique sur la table des négociations de la CCUNCC (Morel et de Moor, 2012). Subséquemment, ceci a permis de faire apparaître la question des migrations climatiques dans plusieurs décisions officielles. En effet, la question des migrations s'est trouvée inscrite dans la CCNUCC pour la première fois à la COP 16 en 2010 à Cancún, au Mexique. Au paragraphe 14(f) du texte-cadre portant sur les politiques d'adaptation, ce texte amène un élément novateur pour CCNUCC : pour la première fois, il arrime officiellement la mobilité humaine à l'agenda du climat, c'est-à-dire au réchauffement climatique et la réduction des risques et catastrophes (Ionesco et al., 2016; Gemenne et al., 2012; Morel et de Moor, 2012; Nations Unies, 2011). Le texte invite ainsi les États membres à s'acquitter de certaines tâches, notamment à :

« [l']adoption de mesures propres à favoriser la compréhension, la coordination et la coopération concernant les déplacements, les migrations et la réinstallation planifiée par suite des changements climatiques, selon les besoins, aux niveaux national, régional et international; » (Nations Unies, 2011)

Le texte invite ainsi à une meilleure compréhension du phénomène, mais décrit également les types de mobilité humaine (déplacement, migration et relocalisation planifiée), ainsi que les échelles d'intervention possibles (national, régional et international) (Warner, 2012). En intégrant la migration de la sorte, cette conférence a alors le mérite d'avoir donné un nouveau souffle à la coopération des organisations internationales sur la question des migrations environnementales en manque d'oxygène (Ionesco et al.,

2016). En 2012, Warner a publié une analyse spécifiquement sur ce paragraphe du texte-cadre. Selon l'auteur, les principaux apports de ce texte-cadre et la signification du paragraphe sont :

- **La reconnaissance** : dans le contexte de la CCNUCC, la mobilité est désormais reconnue comme étant liée aux changements climatiques et est alors présentée comme un phénomène à gérer;
- **L'adaptation** : Ce paragraphe présente la mobilité humaine comme une solution d'adaptation aux changements climatiques et introduit ensuite l'idée que l'adaptation peut nécessiter des transformations sociétales à plus long terme et;
- **Le financement** : Dès lors, ceci place la migration parmi les mesures pouvant être financées dans le cadre du nouveau régime de financement climatique pour aider les pays vulnérables à s'adapter aux changements climatiques actuels et futurs.

À ceci, Gemenne et al. (2012) ainsi que Morel et de Moor (2012) nous renseignent sur le fait que le texte approuvé par les Parties présentes, quoique non juridiquement contraignant, marque un changement radical dans la façon dont les migrations environnementales avaient jusque-là été perçues à travers la CCNUCC. Dorénavant, elles ne seraient plus considérées comme un échec d'adaptation, mais plutôt comme un moyen d'adaptation des populations à un environnement changeant. Partant sur ces nouvelles bases, les délégués de chacun des États ont subséquemment convenu que les politiques et les projets relatifs aux migrations climatiques pourraient (notons l'aspect « possible ») dorénavant être financés par le Fonds vert pour le climat dont une partie vise strictement l'adaptation aux changements climatiques. Morel et de Moor (2012) ajoutent cependant que bien que le paragraphe 14(f) incite les États à la compréhension, la coordination et la coopération, le texte n'aborde pas les aspects du droit de résidence aux personnes déplacées en raison du climat ou bien de la facilitation à la migration internationale pour les populations les plus touchées.

### **3.2.2 Initiative de Nansen sur les déplacements transfrontaliers induits par les catastrophes**

Par la suite, en octobre 2012, la Suisse et la Norvège, soutenues par différents États, ont conjointement lancé l'Initiative de Nansen, un vaste processus de consultations intergouvernementales régionales d'États, d'organisations internationales et d'organisations de la société civile. D'une durée de trois ans, l'Initiative prenait ses racines dans l'Accord de Cancún, mais plus particulièrement sur le paragraphe 14(f) du texte qui concerne l'adaptation aux changements climatiques et qui enjoint les États à mettre en place des mesures propres à favoriser la coopération interétatique en matière de migrations environnementales. Cette initiative visait à obtenir un consensus sur un agenda concernant la protection des personnes déplacées hors de leurs frontières dans un contexte de catastrophes et de changements climatiques. Ayant pris fin en octobre 2015, l'aboutissement de cet effort a alors permis de mettre au point l'Agenda pour la protection qui a été adopté

par 109 États à Genève en Suisse. Ce document rassemble les conclusions et les recommandations issues des consultations de l'Initiative Nansen en identifiant les lacunes de protection ainsi qu'en répertoriant et édictant quelques grands principes à respecter dans des domaines tels que la prévention des catastrophes, l'adaptation aux CC et l'action humanitaire à l'échelle régionale. Il constitue, en quelque sorte, une « boîte à outils d'options ». L'Agenda ainsi adopté vise également à améliorer la protection des personnes contraintes de fuir à l'étranger en raison de catastrophes naturelles, mais ne définit toutefois pas de nouveaux standards légaux pouvant combler le vide juridique international. Notons que cet Agenda n'est pas un traité, n'est pas juridiquement contraignant et ne vise que les déplacements transfrontaliers dus à des catastrophes. Outre cela, alors qu'il fait état d'expériences et de pratiques jugées efficaces, son application demeure ultimement sujette à la bonne volonté des États. L'Agenda se présente plutôt comme un consensus entre gouvernements sur les meilleures façons d'assister et de protéger les personnes victimes de catastrophes et contraintes de quitter leur pays. Comme Ionesco et al. (2016) le reprennent, l'Agenda de protection issu de l'Initiative de Nansen adopte une approche de facilitation de la migration comme stratégie d'adaptation aux changements climatiques en tant que philosophie au travers d'un accord non contraignant sur la mobilité entre les États. L'une des contributions importantes de cette Initiative fut le fait que les consultations ont montré l'existence d'une volonté politique croissante d'agir, mais qu'il y a encore du chemin à faire. (Département fédéral des affaires étrangères [DFAE] de la Confédération suisse, 2017; Ionesco et al., 2016; Secrétariat de l'Initiative Nansen, 2015; Nations Unies, 2011)

### **3.2.3 Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes 2015 - 2030**

Puis, en 2015 au Japon, il y a eu l'adoption du Cadre d'action de Sendai par les représentants de 187 des États membres des Nations Unies. Ce document, un accord non contraignant, faisait suite au Cadre d'action de Hyōgo qui guidait la réduction des risques de catastrophes entre 2005 et 2015. Ce nouvel accord vise principalement à réduire les pertes en vies humaines et les dommages matériels causés par les catastrophes naturelles à l'horizon de 2030, mais prend également en considération la mobilité humaine, soit la migration forcée reliée à des catastrophes naturelles. L'aspect novateur en matière de gestion de risques et catastrophes et de migration de ce document est l'accent dorénavant mis sur la gestion des risques en amont plutôt que sur la gestion des catastrophes après qu'elles soient survenues. Le document final indique notamment qu'il est urgent et crucial de prévoir, planifier et agir pour protéger plus efficacement les humains et les écosystèmes. Il promeut ainsi les politiques de prévention et de réponse aux déplacements à la suite de catastrophes naturelles et prend aussi en compte le rôle actif que jouent les migrants dans la réduction des risques. Le texte vise entre autres le renforcement d'une coopération durable de l'ensemble de la société, car ceci est nécessaire afin de renforcer les capacités de mise en œuvre des PED sur le long terme. La gestion des risques de catastrophes est un élément important du développement durable et elle nécessite une

cohérence entre les politiques et programmes de DD, d'environnement et de climat pour ainsi assurer la réduction des risques de catastrophes. (Ionesco et al., 2016; Nations Unies, 2015b, 2015b; UNISDR, 2015b)

### 3.2.4 Accord de Paris

Ensuite, le 12 décembre 2015 à la COP 21 de Paris, les Parties de la CCNUCC ont conclu un accord, soit le premier accord universel et contraignant en matière de changement climatique. À ce jour, en 2018, 196 des 197 Parties membres de la CCNUCC ont signé le traité ou se sont engagées à le faire. Parmi les nombreuses sections du texte, les déplacements liés au climat sont abordés à plusieurs endroits, soit notamment dans le préambule où l'on peut y trouver une référence aux droits des migrants et qui va comme suit :

*« Les Parties au présent Accord [...], [sont] [c]onscientes que les changements climatiques sont un sujet de préoccupation pour l'humanité toute entière et que, lorsqu'elles prennent des mesures face à ces changements, les Parties devraient respecter, promouvoir et prendre en considération leurs obligations respectives concernant les droits de l'homme, le droit à la santé, les droits des peuples autochtones, des communautés locales, des migrants, des enfants, des personnes handicapées et des personnes en situation vulnérable et le droit au développement, ainsi que l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et l'équité entre les générations, [...] » (Nations Unies, 2015a).*

Mais encore, à l'article 50 de la section concernant les pertes et préjudices, le texte enjoint également :

*« au Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie, agissant conformément à ses procédures et à son mandat, de créer une équipe spéciale pour compléter et mettre à profit les travaux des organes et groupes d'experts existants au titre de la Convention, [...] en les mobilisant selon qu'il convient, en vue d'élaborer des recommandations relatives à des démarches intégrées propres à prévenir et réduire les déplacements de population liés aux effets néfastes des changements climatiques et à y faire face; » (Nations Unies, 2015a)*

Ces portions de textes signifient encore une fois que la communauté reconnaît officiellement que les impacts futurs des changements climatiques peuvent nécessiter l'abandon de lieux et la réinstallation de personnes. Ce dernier article enjoint également les Parties à la création d'une équipe spéciale dont l'objectif serait de formuler des recommandations à la CCNUCC sur la manière d'éviter, de remédier ou bien de réduire au minimum les futurs déplacements de population liés aux impacts des changements climatiques. L'équipe spéciale serait formée conformément au Mécanisme international de Varsovie et permettrait d'offrir un espace politique clé afin de discuter et de développer des politiques et des actions visant à apporter un soutien aux migrants environnementaux et aux personnes déplacées par des facteurs climatiques. Également, Rigaud et al. (2018) nous apprennent que parmi les contributions nationales déterminées soumises par les pays dans le cadre de l'Accord de Paris, au moins 44 sur 162, soit environ 27 % de celles-ci, mentionnent la mobilité sous ses diverses formes y compris la migration comme une stratégie d'adaptation. Cependant,

les auteurs mentionnent que ce sont principalement des pays d'Afrique, d'Asie-Pacifique et d'Océanie, ce que l'on peut traduire en une majorité de PED ainsi qu'un faible nombre de PD.

Ainsi, par cet accord juridiquement contraignant et les quelques mentions à la migration qui s'y trouvent, il y a alors une meilleure prise en considération de la question des migrations climatiques. Or, alors que ceci laisse présager des moyens plus substantiels afin de répondre aux déplacements et aux migrants environnementaux, le texte ne développe pas davantage sur ces aspects. Néanmoins, cet accord constitue un pas additionnel et significatif dans la direction des progrès nécessaires à la considération de la migration dans le cadre des stratégies internationales d'adaptation aux changements climatiques et environnementaux. (Melde et Laczko, 2017; Ionesco et al., 2016; McLeman, Opatowski, et al., 2016)

### **3.2.5 Objectifs de développement durable des Nations Unies et migrations**

Puis, en septembre 2015 à New York, l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies a adopté, son Programme de développement durable à l'horizon 2030, soit les Objectifs de développement durable également appelés les Objectifs mondiaux. Ceux-ci se composent de 17 objectifs comprenant un total de 169 cibles. Contrairement aux Objectifs du millénaire (OMD) auxquels ils se substituent, les ODD font en sorte que pour la première fois, la mobilité humaine et les phénomènes migratoires figurent explicitement dans des politiques de développement du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). (Rigaud et al., 2018; OIM, 2017a) De même que leurs prédécesseurs, ces objectifs visent d'abord à « éradiquer la pauvreté, protéger la planète et faire en sorte que tous les êtres humains vivent dans la paix et la prospérité », mais cette fois-ci en y « intégrant de nouvelles préoccupations telles que les changements climatiques, la paix et la justice, entre autres priorités » tout en faisant en sorte de « ne laisser personne de côté » (PNUD, 2017). Ces objectifs sont étroitement liés les uns aux autres, d'abord parce que la résolution de telles problématiques s'inscrit dans un contexte global et, ensuite, parce que la réussite d'un objectif et de ses cibles est reliée à d'autres objectifs. (PNUD, 2017) Ceci étant, en intégrant ainsi la migration dans les ODD, la communauté internationale admet dès lors que les migrations, si elles sont bien gérées, peuvent être utilisées comme un vecteur ou un moteur de développement durable (OIM, 2016b). Ceci requiert toutefois une approche conséquente, c'est-à-dire globale, systémique et compréhensive de la réalité.

Ainsi, le principal jalon du Programme 2030 concernant la migration, soit la référence portant le plus directement sur les déplacements de population et la mobilité humaine, se trouve à la cible 10.7 des ODD. Cette cible établit que pour atteindre l'objectif 10, soit de « réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre », les États doivent « faciliter la migration et la mobilité de façon ordonnée, sans danger, régulière et responsable, notamment par la mise en œuvre de politiques de migration planifiées et bien gérées ».

(PNUD, 2017) En d'autres mots, l'ONU recommande aux gouvernements, à l'horizon de 2030, l'adoption et la mise en œuvre de politiques migratoires qui soient optimales, sûres, ordonnées et respectueuses de la dignité, et ce, dans l'intérêt de tous. (OIM, 2017a) Alors que d'ici 2050 il est attendu avec une relative certitude que les événements de migration s'accroissent, malgré que les chiffres ne s'accordent pas toujours, il est en effet judicieux qu'un effort important soit effectué en la matière sur cet horizon de 2030 afin de mieux planifier ces déplacements anticipés. Cependant, la référence faite à la cible 10.7 et visant spécifiquement les politiques migratoires ne se retrouve aussi explicite et directe que dans une seule cible sous un seul objectif parmi les 17 ODD et leurs 169 cibles. De plus, la formulation de la cible cherche à englober plusieurs aspects de la migration et tend donc à être peu spécifique. Par contre, c'est ce qui fait également en sorte qu'elle soit universellement acceptée, car chacun peut en faire une certaine interprétation. Heureusement, plusieurs autres cibles viennent, dans certaines mesures, supporter cette dernière soit :

- **Objectif 17.18** : la génération de données [ventilées] par statut migratoire;
- **Objectif 10.c** : réduire les coûts associés à la migration en réduisant le coût des transferts de fonds;
- **Objectif 8.8** : la promotion des droits des travailleurs migrants;
- **Objectifs 5.2, 8.7 et 16.2** : lutter contre la traite des êtres humains et;
- **Objectif 4.b** : le transfert de compétence par des opportunités internationales d'éducation.

Grâce aux ODD, les Nations Unies proposent donc à chaque pays une marche à suivre et des cibles à atteindre (PNUD, 2017). Ces références viennent préciser plus spécifiquement certaines directions dans les différentes thématiques liées à la mobilité humaine, mais elles se retrouvent néanmoins dispersées sous plusieurs objectifs, diluant ainsi la priorité accordée directement à cette problématique. De plus, bien que les pays soient invités à transposer les ODD en des engagements nationaux, ceci n'est pas obligatoire et n'a pas d'implication qui puisse contraindre ces derniers à faire de la sorte. Outre cela, il est évident qu'aucun pays ne pourra à lui seul mettre en œuvre avec succès l'ensemble des ODD en raison de la complexité des objectifs et des cibles résultants de leur enchevêtrement, en plus de leur caractère international. Ceci fait donc en sorte que l'approche territoriale et individualiste souvent préconisée par les États n'est probablement pas adaptée à la mise en œuvre des ODD. Ils doivent être appréhendés par les organisations internationales, les États comme des enjeux communs et globaux (OIM, 2016a).

### **3.2.6 Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants**

En 2016, l'Assemblée générale des Nations Unies a unanimement adopté la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants dans laquelle se trouve un ensemble d'engagements destinés à améliorer la

protection des réfugiés et des migrants. Cet écrit traduit les engagements de la part des 193 États présents à renforcer et à améliorer les mécanismes de protection des migrants. À ce titre, il y est d’abord textuellement écrit qu’en combinaison avec d’autres facteurs, la dégradation de l’environnement, les catastrophes et les changements climatiques peuvent créer et exacerber d’importants mouvements de personnes et que ceux-ci sont alors source de migrations (Nations Unies, 2016a). Les Parties signataires se sont ensuite entendues pour prendre :

« des mesures, entre autres, pour mettre en œuvre le Programme de développement durable à l’horizon 2030, dont les objectifs incluent [...], la revitalisation du partenariat mondial pour le développement durable, [...], la lutte contre la dégradation de l’environnement et la mise en œuvre de mesures efficaces face aux catastrophes naturelles et aux effets néfastes des changements climatiques » (Nations Unies, 2016a)

Le texte ainsi adopté, soit la plus récente « action » en la matière, fait alors référence à la fois aux ODD 2015-2030 des Nations Unies, au Cadre d’action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030, ainsi qu’à l’Initiative de Nansen sur les déplacements transfrontaliers induits par les catastrophes. La Déclaration de New York étant très prolifique sur les « nous reconnaissons que », « nous nous engageons à », ainsi que sur les « nous sommes déterminés à », les États se sont engagés, mais de manière non contraignante, à mettre en œuvre ces trois agendas à différentes saveurs et qui concernent tous certains aspects des migrations environnementales. Par l’adoption de ce texte, les États membres s’engagent de manière volontaire et reconnaissent la responsabilité urgente et partagée qui incombe à tous de gérer les déplacements massifs de réfugiés et de migrants avec humanité, sensibilité et compassion tout en veillant à répondre aux besoins de tous. Il y est également précisé que la migration devrait avant tout être un choix, pas une nécessité. Ceci avait pour objectif de permettre la mise en place de mécanismes visant à ce que les gens déplacés puissent bénéficier de soutien, d’assistance et de protection sans faille, et ce, en accord avec les obligations des États en vertu du droit international. Autrement dit, ce texte vise à stimuler et accélérer la mise en place des récentes ententes, notamment pour la période 2015-2030, en réaffirmant explicitement la volonté des États, mais en ne les y contraignant cependant pas. (Nations Unies, 2016a)

### **3.3 Portée et limitations des ententes actuelles**

Selon Gemenne et al. (2016), 2015 a été une année décisive en ce qui a trait à l’élaboration de politiques et à la reconnaissance des préoccupations liées aux migrations environnementales. Les principaux accords adoptés cette année, soit le Cadre de Sendai, les ODD et l’Accord de Paris, reconnaissent les migrants comme un groupe vulnérable, ce qui fournit des bases de référence davantage prometteuses pour l’élaboration de politiques futures en matière de migration environnementale et de déplacement. Les auteurs ajoutent que ceci s’est fait à un niveau politique élevé, démontrant alors le succès des efforts conjoints de la

communauté internationale en vue de promouvoir l'intégration de la migration environnementale dans les grands processus multilatéraux. À cela, le tableau 3.1 présente une synthèse des principales ententes internationales abordant la question des migrants et allant jusqu'en 2016.

**Tableau 3.1 Sommaire des ententes internationales évoquant les migrations environnementales**  
(compilation d'après : Rigaud et al., 2018; DFAE, 2017; PNUD, 2017; Ionesco et al., 2016; Nations Unies, 2016a, 2015a; Secrétariat de l'Initiative Nansen, 2015; UNISDR, 2015a; Nations Unies, 2011; Secrétariat de la CNULCD, 1994)

Entente	Année	Nature du texte	Apports	Engagements chiffrés contraignants
CCNUCC	1992	- Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.	- Première tentative réussie d'une entente sur les changements climatiques et comment y remédier et; - Peut être complétée par des textes contraignants, mais ne l'est pas en elle-même.	Non
CNULCD	1994	- Convention internationale et; - Dernière des conventions de Rio (trois) à avoir été adoptée suivant la CCNUCC ainsi que la Convention des Nations Unies sur la biodiversité (CDB).	- Vise spécifiquement la désertification et; - Seule qui soit à la fois juridiquement contraignante jusque-là et qui aborde les migrations (la CDB est également contraignante, mais ne touche pas le sujet).	Oui
Conférence de Cancún de 2010 sur les changements climatiques (COP 16)	2010	- Rapport de COP 16 - Texte de la CCNUCC et; - Base des prochaines ententes par l'alinéa 14(f).	- Premier arrimage historique et officiel de la mobilité humaine à l'agenda du climat; - Présente la mobilité humaine comme une solution d'adaptation aux changements climatiques et non pas un échec et; - Ouvre la possibilité de financement à travers les fonds pour l'adaptation aux changements climatiques;	Non
Initiative de Nansen sur les déplacements transfrontaliers induits par les catastrophes	(2012) 2015	- Agenda de protection pour les migrants - Recueil de ligne directrice, de bonnes pratiques et de grands principes à respecter et; - Boîte à outils d'options.	- Résultat de vaste processus de consultations et de négociations intergouvernementales à grande échelle lancé en mars 2012; - Vise la facilitation de la migration comme stratégie d'adaptation et; - Montre qu'il existe une certaine volonté politique croissante d'agir, mais qu'il y a encore du chemin à faire.	Non
Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe	2015	- Cadre d'actions et; - Engagements volontaires des parties prenantes présentes.	- L'accent est dorénavant mis sur la gestion des risques en amont, plutôt que sur la gestion des catastrophes par après; - Promeut les politiques de prévention et; - Période 2015-2030.	Non
Accord de Paris	2015	- Accord sur le climat et; - Texte de la CCNUCC	- Premier accord à la fois universel et contraignant en matière de changement climatique et; - Enjoint à la création d'une équipe spéciale dont l'objectif serait de formuler des recommandations en matière de migrations.	Oui
Objectifs de développement durable des Nations Unies	2015	- Agenda de développement durable des Nations Unies; - Objectifs et cibles et; - Suite des OMD	- La mobilité et les phénomènes migratoires figurent désormais explicitement dans les objectifs du PNUD; - Proposent à chaque pays une marche à suivre et des cibles à atteindre et; - Période 2015-2030.	Non
Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants	2016	- Ensemble d'engagements	- Vise à renforcer et à améliorer les mécanismes de protection des migrants existants; - Renvoie aux autres précédents textes et incite à leur mise en œuvre et; - Période 2015-2030.	Non



### 3.3.1 Les aspects positifs généraux

Certains points positifs peuvent être dégagés des quelques ententes internationales épousant différentes formes juridiques et présentées au tableau 3.1. D'abord, l'intégration de la mobilité humaine dans le Cadre d'adaptation de Cancún fut une étape importante pour la question des migrations environnementales. En effet, l'Accord de Cancún a eu une forte valeur politique, car, bien que non contraignant, l'énoncé à l'alinéa 14(f) a solidifié les bases qui ont permis de construire la substantialité actuelle que nous connaissons en matière de migrations environnementales. (Morel et de Moor, 2012) C'est grâce à cet élément décisif que les négociations ultérieures ont davantage pris en compte le sujet, ce qui a mené à certaines avancées, mais souvent dans des aspects spécifiques de la question et non pas dans son entièreté. Subséquemment, des initiatives en parallèle de la CCNUCC, telle que l'Initiative de Nansen, ont également pu voir le jour. Ainsi, aujourd'hui, les textes résultants autant des négociations au sein de la CCNUCC qu'à l'extérieur de la Convention reconnaissent formellement la migration en tant que stratégie d'adaptation aux changements climatiques. Ceci fait donc en sorte que les fonds dédiés à l'adaptation aux changements climatiques ont désormais la possibilité, mais toutefois pas l'obligation, de circuler vers la question des migrations environnementales. (Rigaud et al., 2018) Or, bien qu'aucun de ces cadres ne traite spécifiquement de la question des migrations environnementales dans son ensemble sauf autrement que d'y faire quelques mentions, ces ententes amènent une visibilité nouvelle et nécessaire sur le sujet, même si ce n'est toujours que dans chacun des cadres et des domaines particuliers à chacune. Malgré que cela amène la question sur la table politique internationale, ce manque de considération effectif pour la question ne permet cependant pas de défricher un chemin clair qui permettrait des avancées plus fondamentales. (Ionesco et al., 2016)

### 3.3.2 L'aspect juridiquement contraignant des accords

Ainsi, presque aucune des ententes internationales abordant le sujet des migrations environnementales ne contraint les États à agir en la matière. McLeman, Opatowski, et al. (2016) nous informent justement à cet effet qu'il n'existe en fait pas d'instruments internationaux juridiquement contraignants visant à répondre spécifiquement à la mobilité induite par des facteurs environnementaux. La Convention de 1951 ne s'applique pas aux personnes déplacées pour des raisons environnementales et les Principes directeurs sur les déplacements internes laissent place à une trop grande latitude de la part des États quant à ce qui doit être mis en œuvre. Comme le tableau 3.1 le met en évidence, seulement deux accords approchant la question sont contraignants, soit la CNULD et l'Accord de Paris. Malgré que ceux-ci abordent la migration, ils n'en discutent que très peu. *A contrario*, les ententes s'étalant davantage en la matière ne sont pas contraignantes. L'une des raisons expliquant cela est que lorsqu'il faut approcher des sujets plus délicats et ayant de sérieuses implications, les États privilégient de préférence les enceintes et les formes de dialogue non contraignantes ainsi que des échanges de bonnes pratiques tels que l'Initiative de Nansen (Ionesco et al.,

2016). Ceci découle d'un aspect abordé au chapitre 1, soit que les États tiennent à conserver leurs prérogatives nationales. En conséquence, ceci entraîne le blocage de l'instauration d'un système de gouvernance internationale par certains acteurs empêchant un processus de négociation optimal qui permettrait d'établir un cadre international ainsi que la mise en place d'ententes multilatérales (Ionesco et al., 2016). Toutefois, bien que la question ne fasse pas l'objet d'un traitement dans son ensemble, des ententes régionales, bilatérales et nationales parfois plus contraignantes, mais pas toujours, ont vu le jour, soit des ententes telles que la Convention de l'OUA et la Déclaration de Carthagène.

Il faut toutefois noter l'aspect positif de cette caractéristique non contraignante. Considérant que le nombre de Parties assises à la table est élevé, soit un peu moins de 200 États, il est très laborieux d'en arriver à des consensus. En effet, l'aspect contraignant d'un accord peut ajouter une difficulté significative à l'atteinte d'un consensus, car la multiplicité et la divergence des intérêts augmentent avec le nombre d'auteurs impliqués. De ce fait, les États sont souvent plus souples et enclins à signer des accords non contraignants, sachant que ceci a beaucoup moins d'implication légale. Également, les textes non contraignants laissent davantage de place à l'interprétation ce qui fait en sorte de faciliter le processus, car chacun peut dans une certaine mesure y trouver une satisfaction. Ceci fait donc en sorte que ces accords ont pu être signés par autant de Parties, mais en affaiblissant en retour le cadre de ces textes. Ionesco et al. (2016) argumentent en ce sens que les initiatives de consultations non contraignantes telles que l'Initiative de Nansen peuvent aider à mettre en œuvre des programmes de protection en jetant des bases pour de nouvelles réglementations, pour d'autres dispositifs non contraignants et même pour des accords qui pourraient être contraignants.

### **3.3.3 L'incorporation dans les lois nationales et rapports de force**

Pour toute entente internationale contraignante, les États signataires doivent la transposer en loi nationale. Il devient alors d'une responsabilité législative de chacun des États de définir comment ils encadrent la notion de réfugié et ce qu'ils y intègrent (Fournier, 2018). Or, une conséquence de la non-obligation de ces ententes, même si depuis 2010 les négociations internationales sur le climat incorporent officiellement la question dans les politiques d'adaptation aux changements climatiques via le texte-cadre de Cancún, est que peu de pays l'incorporent concrètement dans leurs stratégies nationales d'adaptation. La reconnaissance de la migration comme stratégie d'adaptation devrait pourtant être intégrée dans les cadres politiques nationaux. (Ionesco et al., 2016) Bennett et al. (2017) soutiennent donc qu'il y a peu de signes évidents de la solidarité internationale et de la volonté politique face aux phénomènes migratoires, particulièrement face aux déplacements internes. Les auteurs ajoutent également que les États continuent à ne pas toujours respecter leurs engagements, voire même à les renier. Il est également important de mentionner une des autres limites : le rapport de force existant entre ces acteurs que sont les États et les migrants. Comme vu au

premier chapitre, les États ont une entière autorité sur le territoire qui est le leur et où ils peuvent donc légitimement établir et appliquer les lois, notamment en matière d'immigration. Pour leur part, les migrants doivent obligatoirement se plier aux lois des nouveaux territoires qu'ils foulent et ont alors une très mince marge de manœuvre sur ce que sera leur devenir. Les rapports de force existant entre ces deux groupes d'acteurs sont ainsi très déséquilibrés, et ce, en faveur des États qui sont maîtres du devenir de ces personnes.

### **3.3.4 Le financement**

Outre cela, bien que le Programme 2030 explicite le fait que la communauté internationale est prête à « faciliter la migration et la mobilité de façon ordonnée, sûre, régulière et responsable, notamment par la mise en œuvre de politiques migratoires planifiées et bien gérées » la migration reste en grande partie absente des programmes financés par les fonds pour le climat, alors même qu'elle est reconnue dans les textes de la CCNUCC comme une composante de l'adaptation. (Ionesco et al., 2016; Nations Unies, 2016a). Bennett et al. (2017) affirment également que même dans le cas de catastrophes soudaines où des progrès ont été réalisés dans la politique internationale et les programmes nationaux de réduction des risques, la grande majorité des fonds est encore aujourd'hui consacrée à la gestion en réponse aux conséquences des impacts plutôt que dans la prévention. La justification majeure à cela est que les investissements dans la lutte contre les facteurs structurels des catastrophes et dégradations ainsi que les risques de déplacement ne sont pas suffisamment prioritaires et que ce n'est la plupart du temps pas obligatoire. (Bennett et al., 2017)

En somme, la migration peut parfois être un choix d'adaptation aux changements climatiques, mais ne l'est souvent pas. Le défi consiste alors à faire que ce genre de phénomène ne devienne pas une nécessité et que ceci n'augmente pas ensuite la vulnérabilité des personnes. Du fait des textes adoptés au cours des dernières années, la mobilité humaine en réponse aux catastrophes et aux dégradations lentes de l'environnement est maintenant reconnue officiellement comme une mesure d'adaptation (Melde et Laczko, 2017). Les consultations pour l'ensemble de ces textes-cadres, mais notamment dans le cas de l'Initiative de Nansen, ont permis de mettre en évidence que les États étaient les premiers responsables en matière de prévention des déplacements, lorsque cela est possible, ainsi qu'en matière de protection et de solutions durables lorsque la migration est inévitable. L'Initiative de Nansen et ses consultations ont également mis en lumière le fait que concernant la question du déplacement transfrontalier dans le contexte des désastres, les mécanismes, les lois et les politiques internationaux et régionaux existants ne couvrent pas suffisamment les déplacés et qu'il y a un besoin pour de meilleurs mécanismes. Pour leur part, les Nations Unies (2016a) avancent que « [l]a mise en œuvre de toutes les dispositions pertinentes du Programme 2030 favorisera le renforcement de la contribution positive des migrants au développement durable ». Ceci étant, il est maintenant temps de passer de la preuve démontrée à la politique jusqu'aux actions pour l'horizon 2030.

#### 4. UN REGARD VERS L'AVENIR : QUELQUES PISTES DE SOLUTION

Gemenne et Cavicchioli (2010) ainsi que Laczko et Aghazarm (2009) nous renseignent que la migration est bien loin de représenter un échec d'adaptation et qu'elle est *a contrario* une stratégie d'adaptation à part entière. L'OIM (2010) souligne également que la migration doit être pleinement intégrée dans le cadre de l'adaptation aux changements climatiques et qu'elle doit être considérée au même niveau que les autres mesures d'adaptation existantes. À ce titre et sur la base de l'ensemble des auteurs consultés tout au long de ce travail, cette dernière section présentera quelques pistes de solutions qui seraient viables pour l'atteinte des objectifs de l'Agenda 2030 de Nations Unies en matière de migrations environnementales en vue d'un avenir plus durable. Cette dernière partie portera ainsi sur la globalité du sujet et sera fonction des informations trouvées tout au long des recherches et des lectures faites pour la réalisation de ce travail.

Comme stipulé textuellement dans la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants, les Parties signataires se sont entendues sur le fait que leur « [...] tâche est avant tout morale et humanitaire. Mais nous sommes aussi déterminés à trouver des solutions durables et à long terme. » (Nations Unies, 2016a) Ainsi, c'est par le biais d'actions visant le développement durable, lorsqu'elle est gérée convenablement, que la migration en réponse aux effets néfastes des changements climatiques, aux aléas naturels et aux dégradations environnementales peut être une solution plus que viable (Secrétariat de l'Initiative Nansen, 2015) : elle peut être un moteur de développement durable puissant. Cependant, à un enjeu transversal, des réponses transversales. À cet effet, Ionesco et al. (2016), dans l'*Atlas des migrations environnementales*, nous proposent une approche multiniveau et sur plusieurs facettes soit :

- Les domaines politiques (environnement, risques et catastrophes, humanitaire, développement, droit de l'Homme, etc.);
- Les différents échelons politiques et espaces de négociation (international, bilatéral, national, régional, local);
- Les acteurs concernés (États, acteurs intergouvernementaux, acteurs non gouvernementaux, acteurs privés, les migrants eux-mêmes) et;
- Les moyens financiers disponibles (coûts, sources de financement, gestion, coûts de l'inaction, etc.).

##### 4.1 La technologie

D'abord, parmi les solutions envisagées, il n'est pas rare de rencontrer l'argument technologique comme solution potentielle aux migrations environnementales, le même argument parfois trouvé en réponse aux changements climatiques. En ce sens, il est alors dit qu'au lieu de concevoir la migration en tant que mesure d'adaptation en elle-même, il faudrait plutôt s'attarder à des mesures d'atténuation de manière à les éviter,

et ce, à travers ce que la technologie nous permettrait de mettre en œuvre. En fait, le raisonnement derrière cette hypothèse s'appuie sur le fait que de réduire les émissions de GES grâce à de nouvelles technologies, ce que l'on appelle la géoingénierie, permettrait de ralentir et même d'inverser le cours des événements, soit donc le phénomène des changements climatiques. Ceci permettrait donc ultimement de réduire les volumes migratoires. Les partisans de cette hypothèse mettent l'accent sur la responsabilité qui incombe aux pays industrialisés en ce qui a trait à la dégradation de l'environnement et aux changements climatiques et prônent ainsi une réduction des émissions de GES. Ce postulat revient alors à dire que la solution se situerait en amont des déplacements, dans ses causes, et pourrait être abordée non pas en tant que solution d'adaptation, mais plutôt à travers des mesures d'atténuation. (Kempf, 2007; Morel et de Moor, 2012)

Cependant, cette perspective se trouve à être quelque peu réductrice de la complexité du problème. Elle montre une vision limitée et peu systémique de la problématique, mais reste une idée suffisamment prégnante qu'elle oriente fréquemment les débats et l'action collective. (Kempf, 2007) À cette idée souvent propagée comme quoi le progrès technologique pourrait résoudre les problèmes écologiques qui sont en partie à la base des migrations environnementales, même l'IPCC (2014) soutient que les technologies de géoingénierie font face à bien des objections de la part des experts du climat. En effet, les arguments en faveur de la géoingénierie sont vivement critiqués dans la documentation éthique, car ceux-ci négligent souvent certains aspects tels que les incertitudes ainsi que l'équité de ces technologies. Le rapport AR5 explicite en plusieurs endroits que le déploiement de systèmes de géoingénierie, dont la plupart des techniques n'en sont encore qu'au stade hypothétique et expérimental, pourrait engendrer de nombreux effets collatéraux, en soulignant de surcroît que la géoingénierie pourrait même aggraver la situation plutôt que de l'améliorer. (IPCC, 2014) Certains autres détracteurs affirment aussi que si l'on considère que les migrants se déplacent souvent à cause d'un entremêlement de facteurs et qu'il est complexe d'isoler un seul de ces facteurs (l'environnement par exemple), le fait de réduire la pollution ne réduirait pas nécessairement les migrations et donc que la solution ne se situe pas à cet endroit (Neuteleers, 2010). D'une part, les changements climatiques autant qu'un renversement potentiel du phénomène, si cela est réalistement faisable, ne sont pas des choses immédiates. Ce sont des phénomènes d'une grande inertie qui prennent plusieurs décennies à se manifester. D'autre part, même avant l'accentuation des changements climatiques, il y avait déjà des migrations environnementales, alors le « problème », si l'on considère qu'il en est un, serait toujours existant.

Cette solution, quoiqu'elle puisse apparaître intéressante, ne s'attaque ainsi pas au problème, mais détourne plutôt l'attention en déplaçant le problème et le débat ailleurs. Selon Piguet et al. (2011), cette hypothèse comme quoi le progrès technologique diminuerait l'influence de la nature sur la vie humaine ou, en d'autres

mots, que la maîtrise humaine de l'environnement pourrait résoudre la problématique est une idée fortement occidentale qui se trouve à être facilement rachetée et promue par certains acteurs. Le succès de cet argument tient surtout au fait qu'il laisse espérer la venue d'une solution externe et d'ordre technologique grâce à laquelle l'Humain pourrait, en tant que société, éviter tout changement de comportement sérieux quant à ses façons de faire. Promouvoir la technologie comme étant la solution principale aux migrations environnementales jette un écran de fumée qui vient occulter l'étendue et la réalité de la problématique et fait en sorte de conforter le système actuel ainsi que les intérêts d'autres acteurs plutôt que ceux des migrants eux-mêmes. (Kempf, 2007) De plus, il vise une limitation ou une réduction de la croissance des migrations futures sans s'attaquer à la situation actuelle. En somme, cette solution pourrait trouver certaines applicabilités, et ce, avec beaucoup de prudence et uniquement en conjonction avec d'autres mesures, car elle ne permet pas en elle-même de résoudre le problème à ses racines.

## **4.2 La volonté politique**

Sachant que, comme toute migration, les migrations environnementales relèvent en grande partie d'une question de politiques migratoires nationales ou internationales, il est évident que des politiques migratoires adaptées permettent de meilleures réponses à des événements environnementaux. (Piguet et al., 2011). Ionesco et al. (2016) nous renseignent d'ailleurs à cet effet que pour répondre à la complexité de la question, il faut d'abord et avant tout deux éléments, soit : une volonté politique de la part des gouvernements ainsi qu'une certaine capacité institutionnelle effective. Cette seconde avenue de nature plus structurelle et institutionnelle que la première d'ordre technologique concerne ainsi la mise en place de politiques de développement durable qui visent le cadre dans lequel évoluent les migrations environnementales en tentant autant que possible de s'attaquer par le fait même aux effets des changements climatiques (Entzinger et al., 2010). Cette avenue est l'un des points de départ les plus fondamentaux, pour ne pas dire critique, et est l'un des premiers éléments nécessaires qui permettra d'en arriver à des solutions viables et durables à long terme.

En 2009, soit il y a près d'une dizaine d'années, Laczko et Aghazarm nous renseignaient déjà que très peu de pays de destination avaient jusqu'alors élaboré des politiques ou des mesures vraiment spécifiques pour répondre aux déplacements de migrants environnementaux. Ils ajoutaient à cela qu'aucun des pays d'arrivée n'avait actuellement de politiques proactives visant la réinstallation concrète des personnes touchées par des catastrophes environnementales et qui devaient se déplacer. Les auteurs expliquaient cela par plusieurs éléments soit, d'une part, par le manque de moyens et de ressources permettant aux États récepteurs (particulièrement les plus vulnérables) subissant les effets des CC de mettre en œuvre les cadres de droits existants et, d'autre part, par un manque de compréhension détaillée de ces cadres légaux, de leur portée ainsi que de leur efficacité actuelle. (Laczko et Aghazarm, 2009) Pour leur part, Morel et de Moor (2012)

affirment que le problème découle aussi bien d'un manque de volonté politique que d'une impuissance des gouvernements à protéger les migrants climatiques que de l'absence d'un cadre juridique cohérent, ce qui a souvent eu pour conséquence une mise en œuvre insuffisante de politiques migratoires adaptées. Gemenne et al. (2012) ainsi que Neuteleers (2010) appuient également cette thèse, mais y vont davantage avec le fait qu'en raison de la nature transversale du phénomène et du fait que de surcroît, chaque situation de migrations environnementales est contextuelle, différents mouvements migratoires appellent à des réponses intersectorielles complexes et impliquent indubitablement différentes réponses politiques et normatives. Ceci en fait dès lors l'un des principaux obstacles à l'élaboration de politiques migratoires dans les pays de destination qui n'ont souvent pas les capacités nécessaires pour agir efficacement. En outre, pour Ionesco et al. (2016), le sujet des migrations environnementales est resté largement dépolitisé jusqu'à récemment et il est aujourd'hui grand temps de lui faire sa place dans un débat politique sain.

Or, pour y parvenir, il faudra d'abord et avant tout aller au-delà des réponses politiques à court terme et voir à une planification à long terme qui viserait à faciliter la mobilité volontaire ainsi qu'à prévenir les formes de migration forcées (Gemenne et al., 2012; Entzinger et al., 2010). Ensuite, Ionesco et al. (2016) ainsi que Jennings (2011) soutiennent que le renforcement de la gouvernance et des institutions gouvernementales démocratiques est l'un des facteurs qui permettront, dans une certaine mesure, de contrer un certain nombre de catastrophes et de déplacements futurs. Ce sera notamment à l'aide de politiques publiques, mais particulièrement de politiques de développement dans les régions d'origine et de destination, de politiques de protection sociale ainsi que de politiques de construction et de maintien de la paix permettant de prévenir les tensions et assurer la sécurité humaine que cela pourra se faire (Ionesco et al., 2016). Vlassopoulos (2016) et Gemenne et al. (2012) appuient ce postulat en argumentant que les autorités nationales se doivent d'assumer pleinement leurs responsabilités quant à la protection des populations vulnérables en incorporant la variable des changements climatiques ainsi que de leurs impacts actuels et prévus dans toutes les politiques publiques qui se rattachent aux migrations ou qui y sont connexes soit, par exemple :

- La réduction des risques et l'adaptation aux changements climatiques;
- La mobilité;
- Les stratégies de développement à long terme ainsi que la planification rurale et urbaine;
- L'aide d'urgence et les réponses humanitaires;
- Les droits de l'homme et la sécurité et;
- L'agriculture et l'environnement;

Les auteurs poursuivent également en ajoutant que de cette façon, les décideurs doivent promouvoir l'intégration des migrants en créant des conditions favorables dans les communautés d'accueil, et ce, en adaptant les activités dans ces domaines de la planification interdépendants. Selon eux, il est urgent de donner les moyens aux personnes les plus vulnérables de renforcer leurs capacités, leur résilience ainsi que leur accès à des ressources afin qu'elles soient en mesure de répondre plus efficacement à la migration lorsqu'elle survient. (Ionesco et al., 2016; Vlassopoulos, 2016; Gemenne et al., 2012) Selon Entzinger et al. (2010), pour y parvenir il faudra également une plus étroite adéquation entre les politiques de DD nationales et internationales ainsi qu'entre les politiques migratoires, et ce, à travers une meilleure coordination entre les différentes agences internationales ainsi qu'entre les États. Les futurs déplacements de populations et les conditions dans lesquelles les migrants vivront les déplacements dépendent, dans une large mesure, des politiques publiques ainsi que des autres mesures mises en œuvre aujourd'hui. (Gemenne, 2011b)

#### **4.3 Les données et les statistiques**

Même avec une forte volonté politique combinée à des capacités institutionnelles et opérationnelles adéquates, la mise en place de politiques migratoires et de DD sera freinée par un autre élément indispensable aux décideurs publics : des données probantes et fiables sur lesquelles s'appuyer. En effet, pour élaborer des réponses politiques appropriées, il est avant tout nécessaire de connaître l'ampleur d'un phénomène, soit, autrement dit, de pouvoir se fier à de bonnes estimations, des statistiques suffisamment fiables qui, sans être nécessairement exactes, seront assez précises pour permettre la prise de décision. (Ionesco et al., 2016) Notons que c'est d'ailleurs l'un des trois domaines prioritaires d'intervention qui est ressorti des conclusions du laborieux processus consultatif de l'Initiative de Nansen en 2015 (Secrétariat de l'Initiative Nansen, 2015). À cet égard, le GMDAC (2016a) affirme que l'obtention de données probantes à l'échelle des pays représente la première étape sur le chemin de l'intégration de la migration dans les plans d'adaptation aux changements climatiques des cadres politiques nationaux. Pour sa part, l'IDMC pointe également vers la nécessité d'une capacité effective à générer, mais aussi à partager ces données afin que les réponses politiques à toutes les échelles puissent permettre aux personnes déplacées d'obtenir une forme de protection appropriée (Bennett et al., 2017). Ces deux organismes ajoutent que des chiffres représentant les *stocks* et les *flows* globaux nationaux et internationaux amélioreraient par le fait même la compréhension globale ainsi que la portée du phénomène en donnant un meilleur aperçu des principaux événements environnementaux menant à la migration tout en permettant également d'identifier les lacunes à combler.

#### **Le problème : un manque de données et de statistiques**

Cependant, comme vu au second chapitre, une grande partie de la recherche sur les migrations environnementales est aujourd'hui menée à partir de pays industrialisés alors que la plupart des mouvements



prennent place dans les pays du Sud. Il est vrai que de nombreux PED ne disposent pas de l'arsenal statistique suffisant pour détecter, suivre et comptabiliser les flux migratoires permettant de produire des données utilisables, en particulier à l'intérieur de leurs frontières. (Ionesco et al., 2016; Gemenne, 2011b). Or, malgré que les capacités de recherche et de production de données soient inégales entre le Nord et le Sud, l'expertise locale dans ces pays est également souvent insuffisamment mobilisée (Ionesco et al., 2016). En conséquence, de nombreuses estimations et prédictions sont souvent faites par des chercheurs, sans aucune étude empirique comme preuve à l'appui (Gemenne, 2011b). Ionesco et al. (2016) ainsi que Gemenne (2011b) affirment donc qu'il y a un besoin impératif aujourd'hui quant à l'amélioration des capacités de recherche locales dans les pays du Sud. Elles doivent être développées de toute urgence et la recherche quantitative devrait être complétée et testée par rapport à la recherche qualitative, ce qui permettrait de mieux appréhender les migrations induites par l'environnement. Selon Black, Bennett, Thomas et Beddington (2011), la déconnexion que l'on trouve aujourd'hui entre la recherche, les faits ainsi que les orientations que prennent les débats publics risque d'induire une gouvernance et des structures institutionnelles qui ne répondront pas aux défis et qui ne permettront pas de saisir les opportunités, car elles entraîneront des réponses politiques inadaptées. Dans un contexte politique marqué par la fermeture des frontières des pays occidentaux aux migrants, ce sont autant de facteurs qui freinent les avancées en la matière (Vlassopoulos, 2012). L'obtention de données fiables et l'analyse de celles-ci sont essentielles à la réalisation des processus mondiaux et régionaux de DD et de politiques humanitaires (Bennett et al., 2017).

### **La création d'une base de données internationale : une solution**

Un certain nombre de processus politiques mondiaux et régionaux ont déjà reconnu l'importance de collecter et d'analyser des données globalisées, fiables et crédibles sur les déplacements internes et internationaux. Pour ne nommer que ceux-ci, comme vu au troisième chapitre, il y a notamment l'Initiative de Nansen, le Cadre de Sendai, l'Accord de Paris ainsi que plusieurs autres engagements sur le climat. Mais encore, dans la Déclaration de New York visant à stimuler la mise en place de cette panoplie d'ententes existantes, les États se sont engagés, toujours de manière non contraignante, à déployer « [...] les efforts nécessaires pour recueillir des informations exactes sur les déplacements massifs de réfugiés et de migrants. » (Nations Unies, 2016a) Bennett et al. (2017) ajoutent à cela que l'Assemblée générale des Nations Unies et les États membres ont également souligné à plusieurs reprises le besoin urgent de données globales et enjoignent l'IDMC et à les fournir. Ainsi, les données de l'IDMC, à ce jour les plus précises en la matière, pourraient servir de fondation pour cette base de données internationale. Selon les auteurs, la mise en place de cette base de données est essentielle et permettra de mesurer les progrès accomplis quant à la mise en œuvre du Programme de développement durable des Nations Unies à l'horizon 2030.

Toutefois, pour parvenir au développement d'appareils statistiques, de capacités de recherche locale et d'études empiriques permettant d'obtenir des chiffres qui soient utilisables et jugés suffisamment précis, une autre étape sera préalablement nécessaire. En effet, Gemenne (2011b) nous renseigne que cela impliquera d'abord que l'on s'entende sur une définition de travail de la migration environnementale. Rappelons à cet effet la définition de l'OIM présentée au premier chapitre qui, malgré qu'encore débattue, semble néanmoins montrer un certain potentiel. Encore selon cet auteur, il semble difficile d'imaginer que des données précises puissent être générées en l'absence d'une définition commune et internationalement reconnue. En attendant, le manque de connaissances sur le nombre exact de personnes déplacées pour des raisons environnementales et climatiques ainsi que le fait qu'une définition officielle manque toujours sont des éléments qui ne devraient pas servir de motifs à l'inaction. Ceci ne devrait en aucun cas conduire à négliger ce qui pourrait déjà être entrepris aujourd'hui de manière à prévenir de tels déplacements ainsi que pour venir en aide aux personnes déplacées ou en déplacement. (Christian Aid, 2007)

#### **4.4 Les ententes multilatérales, bilatérales et régionales**

Autant pour les pays de départ, de transit que d'arrivée, les capacités des pays touchés sont fortement sollicitées, ce qui a alors une incidence sur leur développement, mais également sur la cohésion au niveau social et économique. Les changements climatiques et la migration sont des phénomènes transnationaux qui appellent alors à des approches et à des solutions globales. Aucun État ne pourra à lui seul gérer ces types de déplacements. Ceci signifie donc qu'il faudra mettre en œuvre des mécanismes de dialogue, de solidarité et de coopération entre États. (Nations Unies, 2016a)

#### **Un besoin**

Comme abordé précédemment, les personnes déplacées pour des raisons environnementales ne sont pas couvertes par les protocoles internationaux relatifs aux réfugiés. Cependant, il est urgent que ces migrants soient systématiquement incorporés dans un régime international visant à protéger et aider les personnes déracinées de leur région d'origine. (Hugo, 2008) L'un des principaux avantages d'aborder les migrations à travers un processus multilatéral incluant toutes les Parties de la CCNUCC et dans le cadre international du climat serait bien évidemment de donner une voix égale à tous les États face à tous les autres États. Mais, tandis que le problème de la migration climatique requiert une réponse pressante et que la communauté internationale ait besoin d'un agenda clair en la matière, l'adoption d'une nouvelle convention internationale contraignante de ce type, un processus toujours très long et très complexe, ne serait peut-être pas la solution. (Morel et de Moor, 2012) Prenant l'historique des négociations internationales en matière de climat en exemple, une entente internationale contraignante et impliquant un grand nombre de pays serait, d'une part, un travail excessivement laborieux et d'autre part, peu adaptée à la réalité et aux spécificités de chaque

région de la planète où une multitude de facteurs diffèrent (géographie, politiques, effets de changements climatiques, etc.). De surcroît, comme vu au premier chapitre, la migration internationale touche une importante prérogative nationale que les États tiennent généralement à conserver, soit l'autorité de décider qui peut entrer sur le territoire. Ceci rend la négociation de cadres internationaux contraignants très difficile, car les États préfèrent ne pas voir d'autres États s'ingérer dans leurs affaires. Il semble ainsi peu probable que les États acceptent un cadre global et contraignant concernant la reconnaissance et la protection des déplacés en raison de facteurs climatiques. (Ionesco et al., 2016; Morel et de Moor, 2012; Williams, 2008)

### **Quelques solutions**

À l'instar, des traités entre deux ou trois pays, une série de traités bilatéraux, ou bien des accords régionaux pourraient être plus appropriés et seraient probablement l'une des solutions légales les plus rapides à mettre en place. En 2008, Williams expliquait à cela que le problème des déplacés climatiques est une question internationale dans le sens où tous les États seront touchés, mais que les impacts immédiats des changements climatiques se font d'abord sentir à l'échelle régionale. L'auteure affirme ainsi que des cadres de coopération à plus petite échelle permettraient de développer différents niveaux d'engagement de la part des États en tenant compte de la réalité, soit donc de la capacité individuelle des pays touchés à répondre aux déplacements. Elle prône ainsi un système axé sur des accords bilatéraux ou régionaux. En 2012, la Banque asiatique de développement (BAD) abordait également cette question jugée primordiale pour elle en ce qui concerne la région Asie-Pacifique. La BAD préconisait une plus grande coopération régionale et bilatérale dans le cadre des programmes de développement. (Gemenne et al., 2012) Ce fut également ce que l'Initiative de Nansen a révélé un peu plus tard en 2015, soit le fait qu'il existe un manque d'accords régionaux ou bilatéraux traitant spécifiquement la migration en tant que réponse aux changements climatiques et aux autres aléas naturels (Secrétariat de l'Initiative Nansen, 2015). L'une des trois principales recommandations de l'Agenda vise à favoriser la migration avec dignité et traite de la révision des accords bilatéraux régionaux et sous-régionaux existants sur la migration. Notons qu'à travers son processus, l'Initiative de Nansen promouvait déjà cette approche à travers les consultations régionales qui ont mené à l'élaboration de l'Agenda de protection. (Ionesco et al., 2016) Ionesco et al. (2016) renseignent finalement que les cadres législatifs régionaux jouent un rôle croissant dans les solutions légales qui traitent des migrations environnementales, car c'est à plus petite échelle que s'opèrent la plupart des migrations internationales.

Ainsi, Cournil et Gemenne (2010) proposent que ces ententes bilatérales ou régionales soient élaborées sur la base d'une solidarité anticipée d'un État voisin à l'égard d'un autre État. Ces ententes devraient alors comporter des politiques d'accueil préétablies, graduelles et adaptées au contexte régional et climatique

d'une région, soit un nombre de personnes par année, de nouvelles conditions de délivrance de visas incorporant l'environnement et le climat comme critères, des lieux d'accueil dans le pays récepteur, le droit formel au travail, le respect et la reconnaissance de la culture, des traditions et de la langue des migrants. L'objectif serait de mettre en place une passerelle progressive vers la naturalisation dans le pays d'accueil. Les auteurs indiquent cependant que cette approche présente une limite importante : même si cette solution semble la plus pragmatique à organiser, le fardeau d'accueil ne reposerait uniquement que sur les pays voisins. Ionesco et al. (2016) appuient cela en affirmant qu'il serait peu vraisemblable que les États acceptent de réviser ou d'ajouter des éléments fondamentaux à des conventions comme la CCNUCC ou bien à la Convention de 1951 et prônent autrement une approche plus flexible. Les accords régionaux comportent en cela plusieurs avantages qui facilitent leur négociation et leur mise en œuvre, dont notamment parce que ceux-ci sont établis entre des pays d'une évidente proximité géographique qui partagent déjà des profils sociaux plus rapprochés, des liens culturels ainsi que des liens économiques (Ionesco et al., 2016). Mais encore, les instruments législatifs régionaux permettent (Ionesco et al., 2016; OIM, 2016c; Secrétariat de l'Initiative Nansen, 2015; Quencez, 2012; Gemenne et al., 2012; Williams, 2008) :

- Une meilleure prise en compte des contextes régionaux grâce à une plus grande flexibilité, ce qui permet alors de mieux répondre aux besoins spécifiques dans une région donnée;
- Un travail moins laborieux, car moins de Parties sont impliquées dans les négociations ce qui facilite grandement l'adoption et la mise en œuvre d'entente contraignantes;
- De compléter les législations nationales surtout lorsque le sujet traite d'enjeux à caractère transfrontalier comme les migrations et;
- De faciliter la coopération sur les questions plus délicates telles que les migrations environnementales;

Dans tous les cas, comme Achour et Lacan (2012) le stipulent, ce genre de stratégie d'adaptation régionale pourrait en effet grandement aider à résoudre ce problème. Cependant, cette option dépend largement du degré de coopération désiré entre les acteurs régionaux et donc, comme vu précédemment, de la volonté politique des États à s'attaquer à la problématique, et ce, de manière coordonnée.

#### **4.5 Le financement**

De même que l'ensemble de la question de l'environnement, le financement est probablement l'un des aspects les plus épineux des migrations environnementales. À cet égard, revenons sur plusieurs éléments vus depuis le début. D'abord, comme présenté, il n'y a aucun doute sur le fait que les pertes économiques et humaines ainsi que les coûts cachés résultant des catastrophes environnementales sont aujourd'hui déjà

très élevés et le seront davantage dans le futur. (Munich Re, 2018; UNISDR, 2015a), Mais encore, il faut se rappeler que les pays les plus pauvres sont situés dans les régions les plus vulnérables aux changements climatiques et donc aux migrations induites. Ces pays doivent alors subir le poids de ces migrations, incluant l'aspect financier. Toutefois, Etzold et al. (2016) et Zetter (2009) nous ramènent également au fait que les coûts liés à la plupart des mesures d'adaptation sont, d'une part, prohibitifs et que, d'autre part, de nombreux pays touchés n'ont pas les capacités suffisantes pour y faire face, car ils disposent souvent de ressources financières limitées ainsi que d'infrastructures insuffisantes, voire déficientes. Les pays plus pauvres ont alors une moindre capacité d'adaptation en raison des contraintes de ressources disponibles. Enfin, si nombre de migrations se déroulent et se dérouleront à l'intérieur des mêmes frontières, on parle encore trop souvent de « problèmes nationaux », et ce, même dans les termes économiques. Inversement, lorsque les migrations sont internationales, elles restent malgré tout davantage régionales, entre des pays voisins. Les pays de destination ne possèdent alors souvent pas plus de moyens économiques que les pays de départ pour assumer une digne prise en charge et de ces personnes. (Cournil et Gemenne, 2010)

En réponse à ceci, un discours mondial a alors émergé au cours des dernières décennies pour répondre aux questions combinées de responsabilités économiques et de migrations avec comme mot d'ordre : la justice environnementale. Comme Vlassopoulos (2016) le mentionne, la définition d'un tel problème de financement sur le programme politique international, un aspect essentiel à la mise en œuvre de solutions, quelles qu'elles soient, passera à la fois par le fait de préciser les causes autant que les conséquences du problème. Dans ce cas-ci, il s'agit d'abord de déterminer ceux qui sont responsables de l'augmentation des déplacements et qui devraient alors assumer les coûts inhérents. Cependant, comme vu au second chapitre, la cause des migrations environnementales est relativement bien établie. Non pas généralement issues des PED eux-mêmes, mais bien d'autres États qui ont une responsabilité historique, les émissions de GES et la dégradation de l'environnement sont à la base des changements climatiques qui entraînent une augmentation des migrations environnementales. À cela, pour faire une analogie du point de vue moral, si une personne fait du mal à son voisin, elle se devrait d'indemniser ce voisin. En environnement, à l'échelle internationale, le dédommagement d'un État lésé à la suite d'un fait « internationalement illicite » consiste normalement en un transfert financier de la part de l'État fautif. Par la suite, la responsabilité d'un État quant à ce qui est subi par un autre État ainsi que les fonds transférés pour le dédommagement ne devraient pas justifier l'ingérence de l'État fautif dans les affaires intérieures de l'État lésé. (McLeman, Schade, et al., 2016) Malgré que certains auteurs mentionnent que des études de cas montrent que les transferts de fonds pour l'atténuation et l'adaptation vers les PED ne suffiront pas pour remédier à l'injustice fondamentale (Vlassopoulos, 2016), cela n'en serait pas moins qu'un gigantesque pas vers un monde plus juste et plus équitable.

### **La CCNUCC : une responsabilité partagée, mais différenciée pour l'adaptation**

À cette question de « qui financera », c'est dans un contexte cahoteux qu'un débat très animé a émergé sur ces responsabilités financières et sur la nature de ces compensations. Or, étant donné que les pays à faible revenu sont ceux qui auront le plus besoin d'adaptation, ceci impliquera inévitablement des transferts de fonds des pays riches vers les pays plus pauvres pour plusieurs raisons afin de surmonter les contraintes financières. Pour Stern (2006), cet argument se trouve fortement consolidé par la responsabilité historique des pays riches essentiellement responsables des stocks accumulés de GES. C'est également ce que le Christian Aid soutenait en 2007, mais alors de manière plus poignante, soit que pour faire face aux conséquences urgentes des changements climatiques, les gouvernements des États riches doivent accepter la responsabilité de leur pays face aux dommages et aux souffrances croissantes apportées aux PED et doivent payer pour l'alléger. En d'autres mots, le pollueur doit payer celui qui subit.

Toutefois, comme Cournil et Gemenne (2010) le soutiennent, les solutions à envisager devront absolument être pensées collectivement, et ce, sous l'égide du principe de responsabilité commune et différenciée évoqué dans la CCNUCC. Cette référence au cadre international sur le climat est à cela l'une des pistes les plus prometteuses en la matière. À cet effet, Zetter (2009) suggère d'abord que les mécanismes de partage des charges financières pourraient être fondés sur le Principe 7 de la Déclaration de Rio de 1992, soit le principe du « pollueur-payeur ». Il s'agirait de relier les contributions monétaires des pays (Nord et Sud) aux niveaux respectifs d'émissions de GES historiques et actuels ainsi qu'à d'autres variables telles que le produit national brut (PIB) soit donc à la capacité tangible de contribuer au financement. De cette façon, cet argumentaire se trouve également à renforcer la nécessité pour les pays riches de faire face aux coûts de la migration provoqués par les changements climatiques dont ils sont les plus importants responsables, et ce, à travers le financement pour l'adaptation prévu dans le cadre de la CCNUCC au titre de l'article 4. (Nations Unies, 1992) Les réponses aux déplacements environnementaux devront, dans tous les cas, prendre en considération l'importance du partage différencié des charges ainsi que le fait des obligations financières internationales de la part des pays riches et producteurs de carbone quant à l'atténuation et à la protection des migrants. C'est à ce sujet que les pays ont donc examiné, à l'intérieur du Cadre d'adaptation de Cancún, les moyens de faire face aux pertes et dommages associés aux changements climatiques dans les pays vulnérables. Cependant, ceci n'a toujours pas abouti à un résultat décisif et ferme aujourd'hui (Etzold et al., 2016). L'IPCC (2014) affirme néanmoins que la responsabilité historique et actuelle des changements climatiques devrait jouer un rôle dans les obligations respectives des pays en matière de réduction des émissions de GES et de paiement concernant les mesures d'adaptation à l'échelle mondiale.

## Sources de financement

Grâce aux Accords de Cancún, la migration est passée au rang des mesures d'adaptations, lui donnant de ce fait un accès au financement théoriquement disponible au sein de la CCNUCC qui lui est associé. Par rapport à d'autres cadres internationaux sur la mobilité humaine, c'est l'une des spécificités les plus importantes de ce Cadre de la CCNUCC. (Morel et de Moor, 2012) Malgré cela, il semble pourtant encore urgent aujourd'hui d'améliorer les dispositifs de financement existants pour inclure adéquatement les migrations environnementales dans le financement à l'adaptation. Ceci passe notamment par un renforcement de la solidarité internationale sur le plan financier considérant que les PED sont ceux qui n'en ont pas toujours les moyens, mais qu'ils sont néanmoins les premiers à subir le poids des migrations (Piguet et al., 2011).

À cet égard, des propositions ont été faites concernant la création d'un tout nouveau fonds international qui serait dédié spécifiquement aux migrations environnementales et qui pourrait servir de réserve financière pour la gestion des migrations dans les pays du Sud (Zetter, 2009). Ce fonds permettrait de faciliter les déplacements dans les pays qui subissent les phénomènes de migrations, et ce, même si ceux-ci sont internes. Rappelons que les migrations internes sont normalement une responsabilité financière relevant de la compétence de l'État concerné, mais que dans le cas ci-présent, la cause est externe et le financement prendrait donc la même forme (Rodier, 2010). D'abord, les contributions à ce fonds devraient être proportionnelles aux responsabilités historiques et actuelles différenciées des États quant au réchauffement climatique. Ensuite, les fonds pourraient être octroyés en fonction du risque et de la vulnérabilité d'un pays aux conséquences des changements climatiques sur les populations ainsi qu'en fonction des déplacements constatés. Cependant, comme vu dans ce chapitre, il faudrait être en mesure de recueillir systématiquement des données essentielles et fiables permettant d'établir les hauteurs respectives de ces contributions afin que l'octroi des fonds reflète le mieux possible la réalité des migrations. Ce fonds devrait donc également être en partie utilisé pour financer la cueillette et l'analyse des données statistiques à l'échelle planétaire, mais également à l'échelle de chaque pays. Finalement, ce fonds pourrait être employé pour financer la négociation d'accords régionaux ainsi que leur mise en œuvre dans les PED, comme vu précédemment.

Sauf qu'en environnement, certaines situations bénéficient déjà d'un financement à travers les canaux traditionnels. Il existe en effet déjà plusieurs fonds dédiés au climat qui constituent des canaux importants d'accès au financement pour l'adaptation aux changements climatiques, pour la réduction des risques et catastrophes ainsi que pour le développement qui seraient utilisables en matière de migration environnementale. La création d'un nouveau fonds pour la migration ne serait alors peut-être pas nécessaire. Il ne s'agirait, à certains égards, que d'étendre la portée de ces fonds mondiaux de la CCNUCC pour l'adaptation à ce que les Accords de Cancún ont pourtant déjà bien formalisé en 2010 et qui devrait donc

déjà être fait. (Ionesco et al., 2016; Zetter, 2009) À cet effet, et reprise au tableau 4.1, Ionesco et al. (2016) nous dressent une liste des fonds existant à travers la CCNUCC, soit donc des canaux multilatéraux spécifiques au climat qui, selon eux, constitueraient l'une des meilleures avenues en raison du fait qu'ils se rapportent aux mesures d'adaptation.

**Tableau 4.1 Fonds pour le climat et visant l'adaptation aux changements climatiques**  
(compilation d'après : Green Climate Fund [GCF], 2018; Global Environment Facility [GEF], 2018; Ionesco et al., 2016; Secrétariat du Conseil du Fonds pour l'adaptation, 2012; FEM, 2011, 2009)

Fonds	Convention/création	Objectifs liants à la migration	Année
<b>Fonds pour l'environnement mondial (FEM)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Créé à la veille du Sommet de la Terre de Rio en 1992;</li> <li>- Organisation financière indépendante;</li> <li>- Travail en partenariat avec les institutions internationales, des ONG et des partenaires privés et;</li> <li>- Le plus important bailleur de fonds mondial pour les projets visant à améliorer l'environnement.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Environnement;</li> <li>- Changements climatiques;</li> <li>- Dégradation des terres et;</li> <li>- Programmes de soutien aux pays.</li> </ul>	1991
<b>Fonds pour les pays les moins avancés (PMA)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Créé en application de la CCNUCC et;</li> <li>- Géré par le FEM.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Répond aux besoins spécifiques des PMA qui sont particulièrement exposés aux effets négatifs des changements climatiques et;</li> <li>- Sert à la préparation et à l'exécution de programmes nationaux d'action pour l'adaptation aux changements climatiques qui visent les besoins urgents et immédiats.</li> </ul>	2001
<b>Fonds spécial pour les changements climatiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Créé sous l'égide de la CCNUCC;</li> <li>- Géré par le FEM;</li> <li>- Financer des activités, programmes et mesures liés aux changements climatiques et;</li> <li>- Créé pour compléter d'autres mécanismes de financement bilatéraux et multilatéraux.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcement des capacités;</li> <li>- Adaptation;</li> <li>- Transfert de technologie et;</li> <li>- Atténuation des effets des changements climatiques.</li> </ul>	2001
<b>Fonds d'adaptation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Alimenté, par une taxe internationale fondée sur le Mécanisme de développement propre mis en place par le Protocole de Kyoto;</li> <li>- Financer des projets et des programmes d'adaptation aux changements climatiques dans les PED et;</li> <li>- Complète les autres outils financiers établis sous la CCNUCC : le Fonds pour les PMA, le Fonds spécial pour les changements climatiques et le Fonds vert pour le climat.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Priorités d'adaptation définies par et pour les PED;</li> <li>- Stratégies nationales de développement et d'adaptation aux changements climatiques et;</li> <li>- Prise en compte des besoins spécifiques des communautés les plus vulnérables.</li> </ul>	2007
<b>Fonds vert pour le climat</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mécanisme financier de l'ONU et;</li> <li>- Créé à travers la structure de la CCNUCC</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réaliser le transfert de fonds des pays les plus avancés vers des pays les plus vulnérables afin de mettre en place des projets pour combattre les effets des changements climatiques;</li> <li>- Soutenir les efforts des pays en développement pour répondre au défi des changements climatiques;</li> <li>- Aider les PED à limiter ou réduire leurs émissions de GES et à s'adapter aux changements climatiques et;</li> <li>- Objectif de financer le Fonds à hauteur de 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020.</li> </ul>	2010

Notons ici plusieurs éléments. D'abord, le FEM, créé en 1991, constitue l'une des premières sources de financement accordé aux PED et aux pays en transition dans le domaine du climat. Ce fonds sert principalement à la mise en œuvre des conventions internationales sur l'environnement. (Ionesco et al.,



2016) En fait, ce fonds est une organisation financière qui en plus de financer des projets octroie du financement et gère d'autres fonds. Ainsi, celui-ci pourrait être utilisé comme réserve financière pour la mise en œuvre d'accord sur le sujet dans le cas où des ententes bilatérales ou régionales contraignantes seraient achevées entre des États. Ceci requerrait néanmoins une majoration probable des contributions respectives à ce fonds. Puis, Morel et de Moor (2012) nous renseignent sur le fait que le Fonds d'adaptation qui accompagne le Protocole de Kyoto, celui-ci indépendant du FEM, sert déjà à financer des projets concrets dans les PED signataires de cet accord, particulièrement ceux vulnérables aux effets négatifs des changements climatiques. Considérant que les migrations environnementales découlent des émissions de GES que le Protocole de Kyoto vise directement, cette avenue pourrait également être très plausible, conditionnant encore une fois une majoration probable des contributions des Parties signataires. Cependant, un problème apparaît concernant cette entente, soit le fait que 192 pays ont ratifié le Protocole, mais que les É-U n'en font pas partie (rappelons que les É-U sont l'un des principaux émetteurs de GES) et que le Canada s'en est également retiré en 2011. Ionesco et al. (2016) émettent toutefois plusieurs remarques quant aux modalités et à l'utilisation de ces différents canaux pour l'environnement si l'on prône bel et bien la migration comme mesure d'adaptation aux changements climatiques. Notamment, il faudrait assouplir ces mécanismes ou en créer de nouveaux qui soient innovants, et ce, afin de mieux appréhender et gérer la complexité du financement des migrations environnementales. Outre ces canaux multilatéraux à nombre élevé de pays, notons qu'il existe également d'autres canaux bilatéraux et multilatéraux hors des ententes sur le climat et qui servent d'aide à l'adaptation en finançant des programmes et des initiatives mis en place dans les PED. Ces projets restent cependant inéquitablement répartis dans le monde par rapport aux besoins réels, comportent en général un nombre limité de contributeurs qui ne sont pas nécessairement d'une grande force financière et sont souvent orientés par des intérêts économiques et politiques. (Ionesco et al., 2016)

### **Instrumentalisation du financement à l'adaptation**

Cependant, bien que la reconnaissance de la migration en tant que stratégie d'adaptation ainsi qu'un changement de perception positif semblent en cours, il faut toutefois être prudent quant à une instrumentalisation insidieuse et perverse du financement. En effet, les décideurs considèrent parfois les mesures d'adaptation aux changements climatiques et le développement durable dans un sens un peu trop large comme un outil pour réduire les pressions migratoires et non pas comme un moteur de développement. (Gemenne et Blocher, 2017; McLeman, Schade, et al., 2016) L'argument soulevé par Mayer (2016) est qu'il y a un risque que les bailleurs de fonds étrangers ou internationaux utilisent le prétexte de l'adaptation aux changements climatiques dans la gestion des migrations environnementales afin de promouvoir leurs propres programmes politiques, et ce, en orientant les mesures pour créer un endiguement des migrants dans le Sud plutôt que de favoriser la protection des personnes affectées par le climat. Ionesco et al. (2016)

ajoutent également qu'instrumentaliser le financement pour l'orienter vers des mesures d'adaptation qui visent un objectif ultime et impératif d'évitement des migrations revient à détourner ce financement et à l'utiliser comme un autre outil de fermeture des frontières, mais cette fois en amont de la migration et non pas en réponse. Avant de pouvoir effectivement mettre en place des mesures, des politiques, des moyens qui seront adaptés à la réalité et qui prendront les individus en considération, il sera d'abord nécessaire de revoir la manière dont les migrants environnementaux sont perçus et traités. D'une part, ceci fera alors en sorte de dissiper certaines hypothèses, des fausses croyances ainsi que les attitudes négatives concernant la migration. D'autre part, ceci permettra de réorienter le discours sur les migrants eux-mêmes et non pas sur les intérêts d'autres acteurs politiques avec une vision plus positive, dynamique et consciente de la réalité et des réels enjeux ainsi que, mais surtout, du fait que ce sont des êtres humains qui sont concernés. Cette étape sera essentielle si l'on veut faire avancer le dialogue politique sur les migrations environnementales et trouver des solutions. (Gemenne et Blocher, 2017)

#### **4.6 L'intégration des migrants et le développement durable à l'échelle locale**

« La migration est avant tout une réalité locale et urbaine — quitter un endroit dans l'espoir de s'enraciner dans un autre. C'est donc à l'échelle locale que se joue la réussite ou l'échec de la migration. » (OIM, 2016a) Ces paroles, prononcées au Dialogue international sur la migration de 2016 à New York par Denis Coderre un ancien maire de Montréal, ramènent à un aspect des migrations qui semble parfois être éludé. Ainsi, alors que les précédentes pistes de solutions ont davantage mis l'accent sur l'échelle nationale et internationale de la question des migrations environnementales ainsi que sur l'aspect transitoire, il faut garder en tête qu'au final, c'est à l'échelle locale et dans les lieux d'accueil que se joue la suite. L'OIM (2015) ajoute également que la migration étudiée à l'échelon des villes permet notamment de mieux comprendre les dynamiques socioéconomiques locales de la migration ainsi que les liens étroits qu'elle entretient autant avec le développement urbain des communautés de destination qu'avec le développement des communautés de départ qui bénéficient d'autres aspects. Il ne faut donc pas négliger cette échelle d'actions.

En outre, la migration est un moteur de DD puissant que les gouvernements devraient chercher à intégrer, exploiter et mettre en valeur (Drechsler et Gagnon, 2008). Depuis longtemps, les diasporas contribuent au DD, notamment grâce à des transferts de ressources, de connaissances et d'idées vers leurs pays d'origine, ce qui favorise l'intégration de ces derniers dans l'économie mondiale. En effet, aujourd'hui, la contribution positive des diasporas au développement autant des pays d'origine que de destinations est bien reconnue à l'échelon politique. Leurs apports sont démontrés par la recherche et se trouvent à être majoritairement observés à travers des transferts de fonds, de connaissances, de compétences et de technologies. Dans les dernières années, plusieurs organisations et gouvernements ont ainsi commencé à promouvoir la migration

au lieu de tenter de l'empêcher, mais ce ne serait pas dans toutes les régions du monde (citons notamment, pour n'en donner que deux exemples, l'UE28 et les États-Unis qui tendent à davantage fermer leurs frontières aux migrants qu'à les ouvrir). Ceci découlerait notamment d'un problème de réponses politiques qui ne suivraient pas. (Gemenne et Blocher, 2017; Ionesco et al., 2016; OIM, 2016a), Mais, au-delà de l'apport des migrants à leur communauté d'origine, le motif à la base de la décision de tout quitter, de laisser un monde entier derrière soi, et ce, parfois même au risque de sa vie, est fondamentalement la recherche d'un meilleur monde et de conditions de vie jugées préférables. Drechsler et Gagnon (2008) soutiennent à cela que la migration constitue un « vecteur d'opportunités et d'avantages qui compensent largement ses coûts éventuels [...] », tant et aussi longtemps que l'on saura reconnaître le potentiel souvent inexploité qu'elle recèle pour tous : pays d'émigration, pays d'accueil et migrants eux-mêmes.

Que la migration soit interne ou internationale, c'est donc également à l'échelle locale qu'il faudra travailler. Or, sachant que les migrations se déroulent souvent du Sud vers le Sud, les agences et organisations internationales ainsi que les pays riches peuvent tout de même y contribuer. À ce titre, le Secrétariat de l'Initiative Nansen (2015) soutient que ces acteurs influents pourraient, par exemple, œuvrer à fournir ou à financer des conseils techniques, de l'aide au renforcement des capacités, ainsi qu'un soutien opérationnel aux autorités locales, régionales et nationales. Également, pour revenir à plusieurs pistes abordées précédemment, ces institutions pourraient participer, conjointement avec les États qui le requièrent, à l'élaboration de politiques, de programmes et de plans visant à l'intégration des migrants ou bien en participant à la production de données relatives aux migrations. Ceci permettrait notamment aux PED qui n'en ont généralement pas les moyens de mieux appréhender la situation en prenant des dispositions davantage adaptées aux réalités régionales. Le tout pourrait être en partie ou entièrement financé à travers les quelques fonds liés au climat de la CCNUCC mentionnés au précédent sous-chapitre et se rapportant à l'adaptation. Outre cela, le GMDAC (2016b) recommande quant à lui de voir à ce que l'on réduise les coûts d'envois internationaux de fonds, que l'on abaisse les coûts de recrutement de travailleurs migrants moins qualifiés et que l'on mobilise et supporte les diasporas afin de favoriser l'intégration et le développement des nouveaux arrivants. Ces mesures seraient particulièrement pertinentes à la réalisation des ODD post-2015 étant donné que la cible 10.c vise directement la réduction des coûts de transfert en bas des 3 % en plus de l'élimination des corridors de transfert dont les coûts sont supérieurs à 5 % (PNUD, 2017). En somme, en plus du fait que les questions migratoires doivent absolument figurer dans le cadre mondial de développement pour l'après-2015, les migrants devront également être considérés comme des partenaires à une échelle plus locale. Ces personnes devront être considérées comme des parties prenantes, devront être incluses dans les discussions sur l'urbanisation et devront être associées aux futures initiatives des villes (OIM, 2015).

## CONCLUSION

Force est de constater que les migrations environnementales s'inscrivent aujourd'hui dans un casse-tête géopolitique et juridique complexe auquel viennent se juxtaposer les changements climatiques. Il n'est plus possible en 2018 d'occulter la réalité des personnes déplacées en raison d'événements climatiques ou de dégradations de l'environnement. À cela, cet essai a donc permis de mettre en lumière plusieurs éléments soit, entre autres, la complexité du phénomène sous ses différentes dimensions, le fait qu'il n'y ait pas encore de définition qui soit internationalement reconnue pour les migrants environnementaux qui permette le développement d'un cadre légal adapté et cohérent, le fait que la compilation de données demeure une tâche très ardue ainsi que le fait qu'il n'y ait pas de dispositifs institutionnels bien établis aujourd'hui pour gérer la problématique à toutes les échelles. De nos jours, ces éléments restent des freins majeurs aux avancées en la matière. Alors que, dans une certaine mesure, ces quelques obstacles expliquent les blocages actuels, le problème est qu'ils empêchent l'accès à l'aide et aux ressources auxquelles ces populations pourraient et devraient avoir accès. Or, bien que la migration soit une réponse logique aux événements environnementaux et climatiques, elle ne constitue néanmoins qu'une partie de la solution à moyen et à long terme.

Tout au long de cet essai, il a notamment été question du fait que les pays du Nord sont en grande partie responsables des émissions actuelles de GES ainsi que des stocks historiquement accumulés dans l'atmosphère depuis le début de l'ère industrielle. À cela, il y a à ce jour très peu de doutes sur le fait que cette pollution entraîne les changements climatiques que l'on constate qui, à leur tour, entraînent une augmentation des phénomènes migratoires. Qui plus est, ce travail a également permis de démontrer que les pays du Sud sont davantage vulnérables aux changements climatiques que les pays du Nord. Ceci découle notamment de plusieurs facteurs tels que la position géographique, des structures de gouvernances plus faibles ainsi qu'un accès à des ressources considérablement plus limité. Ainsi, les pays du Nord auraient donc une responsabilité envers les pays du Sud quant à l'élaboration et à la mise en œuvre de solutions visant à rétablir un certain degré de justice environnementale. Or, la manière dont cette responsabilité des pays industrialisés se transpose aujourd'hui dans les politiques de développement durable, d'adaptation aux changements climatiques et de migrations dans l'optique de rétablir un semblant d'équité, montre qu'il reste encore un long chemin à parcourir. Les ententes internationales ont déjà montré les limites du cadre actuel entourant les migrations environnementales. En ce sens, si l'on veut être cohérent et parvenir à la mise en œuvre des Objectifs de développement durable énoncés en 2015 pour l'horizon 2030, une approche globale plus cohésive s'impose et des actions doivent être entreprises dès aujourd'hui, pour demain. Il s'agira entre autres pour les États de montrer davantage de cohérence entre les politiques de migrations, d'environnement et de développement. Les États membres de la CCNUCC auront besoin de faire davantage d'efforts afin de refléter leurs engagements à l'égard du principe de responsabilités communes, mais différenciées.

Pour y parvenir, il est impératif que la communauté internationale se penche sur des solutions autant à court terme qu'à plus long terme. Pour ce faire, cet essai a mis en lumière plusieurs avenues possibles. D'abord, l'élaboration et la mise en œuvre de solutions dépendent la plupart du temps de choix politiques. Il faut donc une volonté politique d'agir, une volonté qui se traduira entre autres par des politiques publiques nationales qui traiteront de la question, et ce, au sein des États. Pour cela, il faudra cependant d'abord établir une définition commune et un statut juridique clair concernant les migrants environnementaux pour ensuite instaurer un cadre juridique qui permettra la protection et l'aide nécessaires. Puis, malgré une forte volonté politique, il sera également nécessaire d'être en mesure d'obtenir des données probantes permettant aux décideurs politiques de prendre des décisions éclairées à toutes les échelles. Ensuite, bien que des ententes multilatérales élargies de la forme de la CCNUCC aient pu faire avancer le domaine de l'environnement, cette approche ne serait peut-être pas la meilleure avenue à emprunter. À l'inverse, des ententes bilatérales ou régionales, à nombre réduit de Parties, pourraient être plus propices aux contextes et enjeux plus régionalement homogènes. Outre cela, l'un des aspects les plus épineux de la question : le financement. Au regard de la responsabilité des pays du Nord face aux pays du Sud concernant les migrations environnementales, des transferts de fonds du Nord vers le Sud seront nécessaires et permettraient de progresser vers une meilleure équité : l'une des formes de justice environnementale. Cela pourrait alors être réalisé à travers les multiples fonds déjà dédiés au climat et visant l'adaptation aux changements climatiques. Enfin, le succès des migrations se joue beaucoup au niveau des destinations. Il faudra ainsi favoriser de bonnes conditions d'intégration dans les communautés d'accueil. Notons aussi que la technologie, parfois exagérément promue, reste un outil qui ne devrait pas être considéré telle une solution complète en soi-même, mais ne devrait pas non plus être négligé.

Si le potentiel positif de la mobilité humaine est exploité et mis en valeur correctement, les migrations peuvent être un puissant moteur de DD qui, en plus d'être très judicieux à prendre en considération, pourrait inversement nuire au développement s'il est inutilisé ou démonisé. Il sera alors essentiel de revoir la manière dont les personnes déplacées sont perçues, car cela peut considérablement entraver l'élaboration et la mise en œuvre de solutions durables. Qui plus est, pour bien appréhender ces déplacements, il faudra envisager les migrations environnementales dans une perspective plus holistique et davantage centrée sur la sécurité des personnes déplacées en incluant non seulement les facteurs déclencheurs, mais également les facteurs structuraux et latents qui déterminent la vulnérabilité de ces personnes. Dans le futur, ce sera grâce à des solutions orientées sur la solidarité entre les pays développés et les pays en développement, au renforcement des capacités d'adaptation ainsi qu'à une coopération opérationnelle plus cohésive que nous pourrons, en tant que société, en arriver à des solutions viables et équitables, et ce, en particulier dans un contexte où les changements climatiques généreront des flux de plus en plus importants de déplacements.

## RÉFÉRENCES

- Achour, M. et Lacan, N. (2012). Introduction. Dans *The state of environmental migration 2011* (p. 75-89). Paris, France : François Gemenne (IDDRI), Pauline Brückner (IDDRI), and Dina Ionesco (IOM). Repéré à <https://publications.iom.int/books/state-environmental-migration-2011>
- Agrawal, A. et Perrin, N. (2009). *The Role of Local Institutions in Adaptation to Climate Change* (Paper prepared for the social dimensions of climate change, social development department n° 118). Washington, DC : The World Bank. Repéré à <http://siteresources.worldbank.org/EXTSOCIALDEVELOPMENT/Resources/244362-1164107274725/sdp118.pdf>
- Althor, G., Watson, J. E. M. et Fuller, R. A. (2016). Global mismatch between greenhouse gas emissions and the burden of climate change. *Scientific Reports*, 6(20281). doi:10.1038/srep20281
- Bennett, K., Bilak, A., Bullock, N., Cakaj, L., Clarey, M., Desai, B., ... Yonetani, M. (2017). *Global Report on Internal Displacement (GRID 2017)*. Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC). Repéré à <http://www.internal-displacement.org/library/publications/2017/2017-global-report-on-internal-displacement>
- Black, R. (2001). *Environmental refugees: myth or reality?* (Working Paper No. 34). University of Sussex, United Kingdom : United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR). Repéré à <http://www.unhcr.org/research/working/3ae6a0d00/environmental-refugees-myth-reality-richard-black.html>
- Black, R., Adger, N., Arnell, N., Dercon, S., Geddes, A. et Thomas, D. (2011). *Migration and global environmental change: future challenges and opportunities*. London, United Kingdoms : The Government Office for Science. Repéré à <http://eprints.soas.ac.uk/22475/1/11-1116-migration-and-global-environmental-change.pdf>
- Black, R., Bennett, S. R. G., Thomas, S. M. et Beddington, J. R. (2011). Climate change : Migration as adaptation. *Nature*, 478(7370), 447-449.
- Brown, O. (2008). *Migrations et changements climatiques*. Genève, Suisse : Organisation internationale pour les migrations (OIM). Repéré à [http://publications.iom.int/system/files/pdf/mrs-31\\_fr.pdf](http://publications.iom.int/system/files/pdf/mrs-31_fr.pdf)
- Christian Aid. (2007). *Human tide: the real migration crisis* (p. 6). London, United Kingdoms : Christian Aid. Repéré à <https://www.christianaid.org.uk/sites/default/files/2017-08/human-tide-the-real-migration-crisis-may-2007.pdf>
- Collins, T., Ilona, R. et Naoko, Y. (2005). *As Ranks of "Environmental Refugees" swell Worldwide, Calls Grow for Better Definition, Recognition, Support* (p. 2-32). United Nations University - Institute for Environment and Human Security (UNU-EHS). Repéré à <http://icecap.us/images/uploads/50millionclimaterefugeesby2010.pdf>
- Cournil, C. et Gemenne, F. (2010). Les populations insulaires face au changement climatique : des migrations à anticiper. *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement [En ligne]*, 10(3). Repéré à <http://journals.openedition.org/vertigo/10482>

- den Elzen, M. G. J., Olivier, J. G. J., Höhne, N. et Janssens-Maenhout, G. (2013). Countries' contributions to climate change: effect of accounting for all greenhouse gases, recent trends, basic needs and technological progress. *Climatic Change*, 121(2), 397-412.
- Dennell, R. (2008). Human migration and occupation of Eurasia. *Episodes*, 31(2), 207-210.
- Département fédéral des affaires étrangères [DFAE] de la Confédération suisse. (2017). De l'Initiative Nansen à la Plateforme sur les déplacements liés aux catastrophes. Repéré 26 avril 2018, à <https://www.eda.admin.ch/eda/fr/dfaef/politique-exterieure/droits-homme-securite-humaine/humanitaere-politikderschweiz/nansen-initiative.html>
- DFAE. (2017). De l'Initiative Nansen à la Plateforme sur les déplacements liés aux catastrophes. Repéré 26 avril 2018, à <https://www.eda.admin.ch/eda/fr/dfaef/politique-exterieure/droits-homme-securite-humaine/humanitaere-politikderschweiz/nansen-initiative.html>
- Drechsler, D. et Gagnon, J. (2008). Les migrations, une source de développement à exploiter. *Annuaire suisse de politique de développement*, (27-2), 73-89.
- Entzinger, H., Jäger, J. et Gemenne, F. (2010). Le projet EACH-FOR. *Hommes et migrations. Revue française de référence sur les dynamiques migratoires*, (1284), 10-15.  
doi:10.4000/hommesmigrations.1232
- Etzold, B., Uddin Ahmed, A., Reza Hassan, S., Neelormi, S. et Afifi, T. (2016). Rainfall Variability, Hunger, and Social Inequality, and Their Relative Influences on Migration: Evidence from Bangladesh. Dans *Environmental migration and social inequality* (Springer, vol. 61, p. 27-41). University of Geneva, Switzerland : Robert McLeman, Jeanette Schade, and Thomas Faist. Repéré à <https://link-springer-com.ezproxy.usherbrooke.ca/content/pdf/10.1007%2F978-3-319-25796-9.pdf>
- FEM. (2009). Fonds pour les pays les moins avancés (fonds pour les PMA). Repéré à [https://www.unclearn.org/sites/default/files/inventory/gef59\\_fre\\_0.pdf](https://www.unclearn.org/sites/default/files/inventory/gef59_fre_0.pdf)
- FEM. (2011). Accès aux ressources du Fonds spécial pour les changements climatiques. Repéré à [https://www.thegef.org/sites/default/files/publications/SCCF\\_French\\_1.pdf](https://www.thegef.org/sites/default/files/publications/SCCF_French_1.pdf)
- Foucher, M. (1991). *Fronts et frontières : un tour du monde géopolitique* (2<sup>e</sup> éd.). Paris, France : Fayard.
- Fournier, C. (2018). La Nouvelle-Zélande veut créer le premier visa officiel pour réfugiés climatiques. Repéré sur le site web de E-RSE, section Enjeux de Responsabilité d'Entreprise - Responsabilité Environnementale - Réchauffement climatique. Repéré 26 février 2018, à <https://e-rse.net/nouvelle-zelande-visa-refugie-climatique-269439/>
- Gemenne, F. (2009). *Géopolitique du changement climatique* (Armand Colin). Paris, France. Repéré à <https://books.google.ca/books?id=5zUZpuzDUFcC&pg=PT47&lpg=PT47&dq=La+protection+du+b%C3%A9n%C3%A9ficiaire+des+r%C3%A9fugi%C3%A9s+environnementaux+aujourd%E2%80%99hui+reste+tr%C3%A8s+al%C3%A9atoire&source=bl&ots=roBMqzJgv9&sig=CpGIBY YEFtjmyVY1BRq76XMntKc&hl=fr&sa=X&ved=0ahUKEwi-vcDjoMnZAhWRuFMKHRZVDZ4Q6AEIKDAA#v=onepage&q=La%20protection%20du%20b%C3%A9n%C3%A9ficiaire%20des%20r%C3%A9fugi%C3%A9s%20environnementaux%20aujourd%E2%80%99hui%20reste%20tr%C3%A8s%20al%C3%A9atoire&f=false>

- Gemenne, F. (2010). Géopolitique du changement climatique. Dans *Les migrants de l'environnement - État des lieux et perspectives* (p. 5-7). Repéré à <https://www.cire.be/thematiques/politiques-migratoires/les-migrants-de-l-environnement-etat-des-lieux-et-perspectives>
- Gemenne, F. (2011a). How they became the human face of climate change. The emergence of ‘climate refugees’ in the public debate, and the policy responses it triggered. Dans *Migration and Climate Change* (Cambridge University Press). Cambridge, United Kindoms : Piguet, Etienne. Pécoud, Antoine. De Guchteneire, Paul. Repéré à <https://orbi.uliege.be/handle/2268/141894>
- Gemenne, F. (2011b). Why the numbers don’t add up: A review of estimates and predictions of people displaced by environmental changes. *Global Environmental Change*, 21, S41-S49.
- Gemenne, F. et Blocher, J. (2017). How can migration serve adaptation to climate change? Challenges to fleshing out a policy ideal. *The Geographical Journal*, 183(4), 336-347.
- Gemenne, F., Brücker, P. et Ionesco, D. (2012). Introduction. Dans *The state of environmental migration 2011* (p. 7-10). Paris, France : François Gemenne (IDDRI), Pauline Brücker (IDDRI), and Dina Ionesco (IOM). Repéré à <https://publications.iom.int/books/state-environmental-migration-2011>
- Gemenne, F. et Cavicchioli, A. (2010). Migrations et environnement : prévisions, enjeux, gouvernance. *Regards croisés sur l'économie*, 2(8), 84-91.
- Gemenne, F., Zickgraf, C. et Ionesco, D. (2016). *The State of Environmental Migration 2016. A Review of 2015* (vol. 6). Belgique : Presses Universitaires de Liège. Repéré à <http://labos.ulg.ac.be/hugo/wp-content/uploads/sites/38/2016/09/The-State-of-Environmental-Migration-2016.pdf>
- Global Environment Facility [GEF]. (2018). About us. Repéré sur le site web du GEF, section About us. Repéré 22 mai 2018, à <https://www.thegef.org/about-us>
- GMDAC. (2016a). Data on environmental migration: How much do we know. *Data Briefing*, (2). Repéré à [https://publications.iom.int/system/files/pdf/gmdac\\_data\\_briefing\\_series\\_issue2.pdf](https://publications.iom.int/system/files/pdf/gmdac_data_briefing_series_issue2.pdf)
- GMDAC. (2016b). *Global Migration Trends Factsheet 2015*. Berlin, Germany : Organisation internationale pour les migrations (OIM). Repéré à <https://publications.iom.int/books/global-migration-trends-factsheet-2015>
- Green Climate Fund [GCF]. (2018). About the Fund. Repéré sur le site web du GCF, section About the Fund. Repéré 22 mai 2018, à <https://www.greenclimate.fund/who-we-are/about-the-fund>
- Hugo, G. (2008). *Migration, Development and Environment*. Genève, Suisse : International Organization for Migration (OIM). Repéré à [http://publications.iom.int/system/files/pdf/mrs-31\\_fr.pdf](http://publications.iom.int/system/files/pdf/mrs-31_fr.pdf)
- IDMC. (2018). Slow-onset disasters. Repéré sur le site web du IDMC, section Internal Displacement - 3. IDMC’s Research Priorities - c. Slow-onset disasters. Repéré 27 mars 2018, à <http://www.internal-displacement.org/internal-displacement/research-priorities/slow-onset-disasters/>
- Ionesco, D., Mokhnacheva, D. et Gemenne, F. (2016). *Atlas des migrations environnementales*. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques. Repéré à <http://www.pressdesciencespo.fr/fr/livre/?gcoi=27246100083690>



- IPCC. (1990). *IPCC First Assessment Report 1990 (FAR)*. Camberra, Australia : Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC). Repéré à [https://www.ipcc.ch/ipccreports/far/wg\\_II/ipcc\\_far\\_wg\\_II\\_full\\_report.pdf](https://www.ipcc.ch/ipccreports/far/wg_II/ipcc_far_wg_II_full_report.pdf)
- IPCC. (2013). *Climate Change 2013: The Physical Science Basis. Contribution of Working Group I to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*. Cambridge, United Kingdom and New York, NY, USA : Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC). Repéré à <http://www.ipcc.ch/report/ar5/wg1/>
- IPCC. (2014). *Climate Change 2014: Mitigation of Climate Change. Contribution of Working Group III to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*. Cambridge, United Kingdom and New York, NY, USA : Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC). Repéré à <http://www.ipcc.ch/report/ar5/wg3/>
- Jennings, S. (2011). Time's bitter flood: trends in the number of reported natural disasters. *Oxfam Policy and Practice: Climate Change and Resilience*, 7(1), 114-147.
- Kaenzig, R. (2015). *Migrations et changements climatiques : Etude de cas dans les Andes boliviennes* (Thèse de doctorat, Université de Neuchâtel - Institut de géographie (IGG), Université de Neuchâtel). Repéré à <https://doc.rero.ch/record/256049?ln=fr>
- Kempf, H. (2007). *Comment les riches détruisent la planète* (Éditions du Seuil). Paris, France. Repéré à <http://www.seuil.com/ouvrage/comment-les-riches-detruisent-la-planete-herve-kempf/9782757839898>
- Kirch, L., Luther, S., Mucke, P., Prütz, R., Radtke, K. et Schrader, C. (2017). *WorldRiskReport: Analysis and prospects 2017*. Berlin, Germany : Bündnis Entwicklung Hilft. Repéré à [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/WRR\\_2017\\_E2.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/WRR_2017_E2.pdf)
- Kniveton, D., Smith, C., Black, R. et Schmidt-Verkerk, K. (2009). Challenges and approaches to measuring the migration– environment nexus. Dans *Migration, Environment and Climate Change: Assessing the Evidence* (p. 41-111). Geneva, Switzerland : International Organization for Migration (OIM). Repéré à [https://publications.iom.int/fr/system/files/pdf/migration\\_and\\_environment.pdf](https://publications.iom.int/fr/system/files/pdf/migration_and_environment.pdf)
- Laczko, F. et Aghazarm, C. (2009). Introduction and Overview: Enhancing the knowledge base. Dans *Migration, Environment and Climate Change: Assessing the Evidence* (p. 7-40). Geneva, Switzerland : International Organization for Migration (OIM). Repéré à [https://publications.iom.int/fr/system/files/pdf/migration\\_and\\_environment.pdf](https://publications.iom.int/fr/system/files/pdf/migration_and_environment.pdf)
- Larousse. (s. d.). Migration. *Dictionnaire de français Larousse*. Repéré à <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/migration/51399>
- Leighton, M. (2009). Migration and slow-onset disasters: desertification and drought. Dans *Migration, Environment and Climate Change: Assessing the Evidence* (p. 321-351). Geneva, Switzerland : International Organization for Migration (OIM). Repéré à [https://publications.iom.int/fr/system/files/pdf/migration\\_and\\_environment.pdf](https://publications.iom.int/fr/system/files/pdf/migration_and_environment.pdf)

- Mayer, B. (2016). The Arbitrary Project of Protecting Environmental Migrants. Dans *Environmental migration and social inequality* (Springer, vol. 61, p. 189-102). University of Geneva, Switzerland : Robert McLeman, Jeanette Schade, and Thomas Faist. Repéré à <https://link-springer-com.ezproxy.usherbrooke.ca/content/pdf/10.1007%2F978-3-319-25796-9.pdf>
- McLeman, R., Opatowski, M., Borova, B. et Walton-Roberts, M. (2016). *Environmental migration and displacement: What we know and don't know*. Waterloo, Canada : Wilfrid Laurier University. Repéré à <http://www.laurierenvironmentalmigration.com/wp-content/uploads/2015/11/WLU-Environmental-Migration-Background-Report.pdf>
- McLeman, R., Schade, J. et Faist, T. (2016). Introduction: Environment, Migration, and Inequality - A Complex Dynamic. Dans *Environmental migration and social inequality* (Springer, vol. 61, p. 3-21). University of Geneva, Switzerland : Robert McLeman, Jeanette Schade, and Thomas Faist. Repéré à <https://link-springer-com.ezproxy.usherbrooke.ca/content/pdf/10.1007%2F978-3-319-25796-9.pdf>
- McNamara, K. E. et Gibson, C. (2012). Mobilité humaine et changement environnemental : une analyse historique et textuelle de la politique des Nations Unies. *Cultures & Conflits*, (88), 43-60.
- Melde, S. et Laczko, F. (2017). Conclusion: Implications for policy. Dans *Making Mobility Work for Adaptation to Environmental Changes: Results from the MECLEP Global Research* (p. 85-94). Geneva, Switzerland : Susanne Melde, Frank Laczko and François Gemenne. Repéré à <https://publications.iom.int/fr/books/making-mobility-work-adaptation-environmental-changes-results-meclep-global-research>
- Morel, M. (2010). Les migrations environnementales de lege lata: le système juridique existant. Dans *Les migrants de l'environnement - État des lieux et perspectives* (p. 8-10). Repéré à <https://www.cire.be/thematiques/politiques-migratoires/les-migrants-de-l-environnement-etat-des-lieux-et-perspectives>
- Morel, M. et de Moor, N. (2012). Migrations climatiques: quel rôle pour le droit international? *Cultures & Conflits*, (88), 61-84.
- Munich Re. (2018). *Topics geo: Natural catastrophes 2017: Analyses, assessments, positions*. Munich, Germany : Munich Re. Repéré à [https://www.munichre.com/site/touch-publications/get/documents\\_E711248208/mr/assetpool.shared/Documents/5\\_Touch/\\_Publications/TOPICS\\_GEO\\_2017-en.pdf](https://www.munichre.com/site/touch-publications/get/documents_E711248208/mr/assetpool.shared/Documents/5_Touch/_Publications/TOPICS_GEO_2017-en.pdf)
- Myers, N. (2005). Environmental refugees: an emergent security issue. Dans *Session III – Environment and Migration*. Prague, République tchèque. Repéré à <http://www.osce.org/eea/14851?download=true>
- Myers, N. et Kent, J. (1995). *Environmental exodus: an emergent crisis in the global arena*. Washington D.C. : Climate Institute. Repéré à <http://climate.org/archive/PDF/Environmental%20Exodus.pdf>
- Naik, A. (2009). Migration and Natural Disasters. Dans *Migration, Environment and Climate Change: Assessing the Evidence* (p. 245-318). Geneva, Switzerland : International Organization for Migration (OIM). Repéré à [https://publications.iom.int/fr/system/files/pdf/migration\\_and\\_environment.pdf](https://publications.iom.int/fr/system/files/pdf/migration_and_environment.pdf)

- Nations Unies. (1992). Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. Repéré à <https://unfccc.int/resource/docs/convkp/convfr.pdf>
- Nations Unies. (2011). *Rapport de la Conférence des Parties sur sa seizième session, tenue à Cancún du 29 novembre au 10 décembre 2010* (n° FCCC/CP/2010/7/Add.1). Cancún, Mexique : Convention-cadre sur les changements climatiques (CCNUCC). Repéré à <https://unfccc.int/resource/docs/2010/cop16/fr/07a01f.pdf>
- Nations Unies. (2015a). *Accord de Paris* (Convention-cadre sur les changements climatiques, document FCCC/CP/2015/L.9). New York, États-Unis : Organisation des Nations Unies. Repéré à <https://unfccc.int/resource/docs/2015/cop21/fr/109f.pdf>
- Nations Unies. (2015b). La Conférence de Sendai adopte un nouveau cadre de réduction des risques de catastrophe qui fixe sept objectifs mesurables à atteindre d'ici à 2030. Repéré sur le site des Nations Unies, section couverture des réunions et communiqués de presse. Repéré 27 avril 2018, à <https://www.un.org/press/fr/2015/iha1361.doc.htm>
- Nations Unies. (2016a). Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants. Organisation des Nations unies (ONU). Repéré à [http://www.un.org/fr/ga/search/view\\_doc.asp?symbol=A/71/L.1](http://www.un.org/fr/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/71/L.1)
- Nations Unies. (2016b). Il y a 244 millions de migrants internationaux dans le monde, selon l'ONU. *Centre d'actualités de l'ONU*. New York, États-Unis. Repéré à <https://www.un.org/development/desa/fr/news/population/international-migrants.html>
- Neuteleers, S. (2010). Au-delà de la notion de réfugié de l'environnement : la problématique terminologique, politique et sociologique. Dans *Les migrants de l'environnement - État des lieux et perspectives* (p. 13-15). Repéré à <https://www.cire.be/thematiques/politiques-migratoires/les-migrants-de-l-environnement-etat-des-lieux-et-perspectives>
- Ngo, S. (2012). État de la question - Les réfugiés climatiques. A. Poutrain. Repéré à <http://www.iev.be/getattachment/d62aef17-282a-4ca4-bff1-d3d32be48ae2/Les-refugies-climatiques.aspx>
- OIM. (2007). *Droit international de la migration N°9 – Glossaire de la migration* (vol. 9). Genève, Suisse : OIM. Repéré à [http://publications.iom.int/system/files/pdf/iml\\_9\\_fr.pdf](http://publications.iom.int/system/files/pdf/iml_9_fr.pdf)
- OIM. (2009). Aide-mémoire de l'OIM : Migrations, changements climatiques et environnement. Repéré à [https://www.iom.int/sites/default/files/our\\_work/ICP/IDM/iom\\_policybrief\\_may09\\_fr.pdf](https://www.iom.int/sites/default/files/our_work/ICP/IDM/iom_policybrief_may09_fr.pdf)
- OIM. (2010). *Disaster Risk Reduction, Climate Change Adaptation and Environmental migration: A Policy Perspective*. Organisation internationale pour les migrations. Repéré à <https://publications.iom.int/fr/books/disaster-risk-reduction-climate-change-adaptation-and-environmental-migration-policy>
- OIM. (2011). *International Migration Law N°25 - Glossary on Migration* (2<sup>e</sup> éd., vol. 25). Genève, Suisse : OIM. Repéré à <https://publications.iom.int/fr/books/international-migration-law-ndeg25-glossary-migration>

- OIM. (2015). *Etat de la migration dans le monde 2015 – Les migrants et les villes : de nouveaux partenariats pour gérer la mobilité* (vol. 8). Genève, Suisse : Organisation internationale pour les migrations. Repéré à [https://publications.iom.int/fr/system/files/pdf/wmr2015\\_fr.pdf](https://publications.iom.int/fr/system/files/pdf/wmr2015_fr.pdf)
- OIM. (2016a). *Dialogue international sur la migration 2016 - Évaluer les progrès enregistrés en vue de la mise en œuvre des objectifs de développement durable relatifs à la migration* (Document de travail) (p. 1-6). Siège des Nations Unies, New York : OIM. Repéré à [https://www.iom.int/sites/default/files/our\\_work/ICP/IDM/2016\\_IDM/Atelier11-12octobre2016IOM\\_documentdetravail.pdf](https://www.iom.int/sites/default/files/our_work/ICP/IDM/2016_IDM/Atelier11-12octobre2016IOM_documentdetravail.pdf)
- OIM. (2016b). *Dialogue international sur la migration 2016 - Suite donnée aux engagements du Programme de développement durable à l'horizon 2030 relatifs à la migration : Chances et défis* (Document de travail) (p. 1-6). Siège des Nations Unies, New York : OIM. Repéré à [https://www.iom.int/sites/default/files/our\\_work/ICP/IDM/2016\\_IDM/Atelier11-12octobre2016IOM\\_documentdetravail.pdf](https://www.iom.int/sites/default/files/our_work/ICP/IDM/2016_IDM/Atelier11-12octobre2016IOM_documentdetravail.pdf)
- OIM. (2016c). *Dialogue international sur la migration 2016 - Suivi et examen de la migration dans les objectifs de développement durable* (Document de travail) (p. 1-7). Siège des Nations Unies, New York : OIM. Repéré à [https://www.iom.int/sites/default/files/our\\_work/ICP/IDM/2016\\_IDM/IDM%202016%20New%20York%20-%20document%20de%20travail.pdf](https://www.iom.int/sites/default/files/our_work/ICP/IDM/2016_IDM/IDM%202016%20New%20York%20-%20document%20de%20travail.pdf)
- OIM. (2016d). L'OIM publie une fiche d'information sur les tendances de la migration dans le monde en 2015. Section Accueil - Salle de presse – Nouvelles - L'OIM publie une fiche d'information sur les tendances de la migration dans le monde en 2015. Repéré 12 mars 2018, à <https://www.iom.int/fr/news/loim-publie-une-fiche-dinformation-sur-les-tendances-de-la-migration-dans-le-monde-en-2015>
- OIM. (2017a). *Dialogue international sur la migration 2016 - Suivi et examen des points relatifs à la migration dans les objectifs de développement durable*. Repéré sur le site web de l'OIM, section Notre action - Département de la coopération internationale et des partenariats - Dialogue international de l'OIM sur la migration (IDM) - Suivi et examen de la migration dans les objectifs de développement durable. Repéré 28 novembre 2017, à <https://www.iom.int/fr/https://www.iom.int/fr/dialogue-international-sur-la-migration-2016-suivi-et-examen-des-points-relatifs-la-migration-dans>
- OIM. (2017b). *La migration environnementale. Portail sur la migration environnementale*. Repéré sur le site web de l'OIM, section À propos – OIM et MECC – Migration environnementale. Repéré 1 mars 2018, à <http://www.environmentalmigration.iom.int/fr/la-migration-environnementale>
- OIM. (2017c). *Termes clés de la migration. Portail sur la migration environnementale*. Repéré sur le site web de l'OIM, section Migration - Termes clés de la migration. Repéré 29 novembre 2017, à <https://www.iom.int/fr/termes-cles-de-la-migration>
- Okello, J. M. (2014). The 1969 OAU Convention and the continuing challenge for the African Union. *Forced Migration Review*, (48), 70-73.
- ONU. (1969). *La Convention de l'OUA régissant sur les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique*. Repéré à <https://unfccc.int/resource/docs/convkp/convfr.pdf>

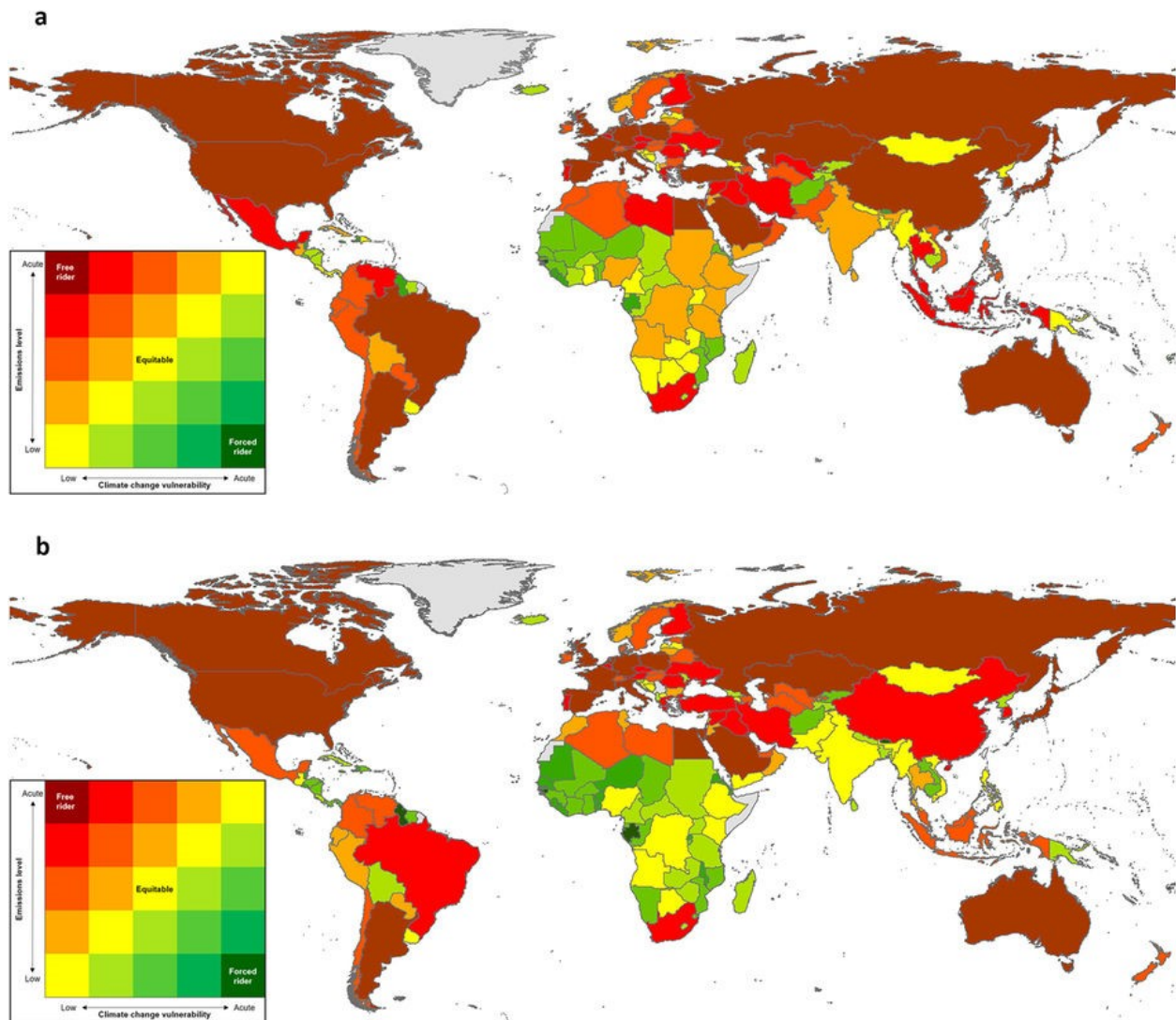
- Piguet, É., Pécoud, A. et de Guchteneire, P. (2011). Changements climatiques et migrations : quels risques, quelles politiques ? *L'Information géographique*, 75(4), 86-109.
- PNUD. (2017). Objectifs de développement durable. Repéré 28 novembre 2017, à <http://www.undp.org/content/undp/fr/home/sustainable-development-goals.html>
- PNUE. (2016). *Loss and Damage: The Role of Ecosystem Services* (n° DEW/1972/NA). Nairobi, Kenya : United Nations Environment Programme.
- Quencez, M. (2012). Floods in Bangladesh and Migration to India. Dans *The state of environmental migration 2011* (p. 57-69). Paris, France : François Gemenne (IDDRI), Pauline Brücker (IDDRI), and Dina Ionesco (IOM). Repéré à <https://publications.iom.int/books/state-environmental-migration-2011>
- Randall, A. (2015). Infographic: exploring evidence for the climate change and conflict connection. *The Climate & Migration Coalition*. Repéré 25 avril 2018, à <http://cm.handsupdev.com/38-2/project/infographic-exploring-evidence-for-the-climate-change-and-conflict-connection/>
- Rigaud, K. K., de Sherbinin, A., Jones, B., Bergmann, J., Clement, V., Ober, K., ... Midgley, A. (2018). *Groundswell: Preparing for Internal Climate Migration*. Washington D.C. : World Bank Group. Repéré à <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/29461>
- Rocha, M., Krapp, M., Guetschow, J., Jeffery, L., Hare, B. et Schaeffer, M. (2015). *Historical Responsibility for Climate Change – from countries emissions to contribution to temperature increase*. Climate Analytics. Repéré à [https://www.researchgate.net/profile/Johannes\\_Guetschow/publication/319528624\\_Historical\\_Responsibility\\_for\\_Climate\\_Change\\_-\\_from\\_countries\\_emissions\\_to\\_contribution\\_to\\_temperature\\_increase/links/59b12c39a6fdcc3f888dd1b7/History-Responsibility-for-Climate-Change-from-countries-emissions-to-contribution-to-temperature-increase.pdf](https://www.researchgate.net/profile/Johannes_Guetschow/publication/319528624_Historical_Responsibility_for_Climate_Change_-_from_countries_emissions_to_contribution_to_temperature_increase/links/59b12c39a6fdcc3f888dd1b7/History-Responsibility-for-Climate-Change-from-countries-emissions-to-contribution-to-temperature-increase.pdf)
- Rodier, C. (2010). Que retenir sur le versant juridique ? Dans *Les migrants de l'environnement - État des lieux et perspectives* (p. 18-22). Repéré à <https://www.cire.be/thematiques/politiques-migratoires/les-migrants-de-l-environnement-etat-des-lieux-et-perspectives>
- Secrétariat de la CNULCD. (1994). Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification. Repéré à [https://www2.unccd.int/sites/default/files/relevant-links/2017-01/UNCCD\\_Convention\\_FRE.pdf](https://www2.unccd.int/sites/default/files/relevant-links/2017-01/UNCCD_Convention_FRE.pdf)
- Secrétariat de l'Initiative Nansen. (2015). *Agenda pour la protection des personnes déplacées au-delà des frontières dans le cadre de catastrophes et de changements climatiques*. Genève, Suisse : Secrétariat de l'Initiative Nansen. Repéré à [https://disasterdisplacement.org/wp-content/uploads/2015/03/03052016\\_FR\\_Protection\\_Agenda\\_VI\\_small.pdf](https://disasterdisplacement.org/wp-content/uploads/2015/03/03052016_FR_Protection_Agenda_VI_small.pdf)
- Secrétariat du Conseil du Fonds pour l'adaptation. (2012). Modalités d'accès aux ressources du fonds pour l'adaptation: Manuel d'utilisation. Repéré à <https://www.4c.ma/fr/mediatheque/docutheque/modalites-dacces-aux-ressources-du-fonds-pour-ladaptation-manuel-dutilisation>

- Srinivasan, U. T., Carey, S. P., Hallstein, E., Higgins, P. A. T., Kerr, A. C., Koteen, L. E., ... Norgaard, R. B. (2008). The debt of nations and the distribution of ecological impacts from human activities. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 105(5), 1768-1773.
- Stern, N. (2006). The economics of climate change. *American Economic Review*, 98(2), 1-37.
- Stern, N. (2007). *The Economics of Climate Change: The Stern Review*. Cambridge : Cambridge University Press. Repéré à <https://www.cambridge.org/core/books/the-economics-of-climate-change/A1E0BBF2F0ED8E2E4142A9C878052204#fndtn-contents>
- Tassin, É. (2017). Philosophie /et/ politique de la migration. *Raison publique*, 21(1), 197-215.
- Teng, F., He, J., Pan, X. et Zhang, C. (2011). Metric of carbon equity: Carbon Gini index based on historical cumulative emission per capita. *Advances in climate change research*, 2(3), 134-140.
- Tubiana, L., Gemenne, F. et Magnan. (2010). *Anticiper pour s'adapter : le nouvel enjeu du changement climatique*. Paris, France : Pearson Éducation. Repéré à <https://books.google.fr/books?hl=fr&lr=&id=M6K7mgyYe6AC&oi=fnd&pg=PA1&dq=RAPPORT+STERN+SUR+L%E2%80%99C3%89VALUATION+%C3%89CONOMIQUE+DES+CONS%C3%89QUENCES+DU+D%C3%89R%C3%88GLEMENT+CLIMATIQUE&ots=Mw1THKsNKA&sig=nFaqd4Gzyfl96b6gV4tT2laMgPY#v=onepage&q=migration&f=false>
- UNESCO. (2017). Migrant/migration. Repéré sur le site de l'UNESCO, section Sciences sociales et humaines - Migrations internationales. Repéré 29 novembre 2017, à <http://www.unesco.org/new/fr/social-and-human-sciences/themes/international-migration/glossary/migrant/>
- UNHCR. (1951). Convention relative au statut des réfugiés. Organisation des Nations Unies (ONU). Repéré à <http://www.unhcr.org/fr/4b14f4a62>
- UNHCR. (1998). Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays. Repéré à <http://www.unhcr.org/fr/protection/idps/4b163f436/principes-directeurs-relatifs-deplacement-personnes-linterieur-propre-pays.html>
- UNHCR. (2017). *Climate change, disaster and displacement in the Global Compacts: UNHCR's perspectives* (Document de travail) (p. 1-5). Siège des Nations Unies, New York : Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Repéré à <http://www.unhcr.org/protection/environment/5a12f9577/climate-change-disaster-displacement-global-compacts-unhcrs-perspectives.html>
- UNISDR. (2015a). *Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015 - 2030*. Sendai, Japon : United Nations International Strategy for Disaster Reduction (UNISDR). Repéré à [https://www.unisdr.org/files/43291\\_frenchsendaiframeworkfordisasterris.pdf](https://www.unisdr.org/files/43291_frenchsendaiframeworkfordisasterris.pdf)
- UNISDR. (2015b). Le Cadre de Sendai et sa pertinence pour les stratégies nationales de réduction des risques de catastrophe. Repéré sur le site du UNISDR, section Home - News archive. Repéré 27 avril 2018, à <https://www.unisdr.org/archive/44641>
- UNOCHA. (2008). *Climate change risks overwhelming current global humanitarian capacity*. Poznan, Poland : UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs. Repéré à

<https://reliefweb.int/report/albania/climate-change-risks-overwhelming-current-global-humanitarian-capacity>

- Vanderstappen, C. (2010). Que retenir sur le versant économique et politique ? Dans *Les migrants de l'environnement - État des lieux et perspectives* (p. 16-17). Repéré à <https://www.cire.be/thematiques/politiques-migratoires/les-migrants-de-l-environnement-etat-des-lieux-et-perspectives>
- Vlassopoulos, C. A. (2012). Des migrants environnementaux aux migrants climatiques : un enjeu définitionnel complexe. *Cultures & Conflits*, (4), 7-18.
- Vlassopoulos, C. A. (2016). Afterword. Dans *Environmental migration and social inequality* (Springer, vol. 61, p. 229-234). University of Geneva, Switzerland : Robert McLeman, Jeanette Schade, and Thomas Faist. Repéré à <https://link-springer-com.ezproxy.usherbrooke.ca/content/pdf/10.1007%2F978-3-319-25796-9.pdf>
- Warner, K. (2012). Human migration and displacement in the context of adaptation to climate change: the Cancun Adaptation Framework and potential for future action. *Environment and Planning C: Government and Policy*, 30(6), 1061-1077.
- Wei, T., Yang, S., Moore, J. C., Shi, P., Cui, X., Duan, Q., ... Dong, W. (2012). Developed and developing world responsibilities for historical climate change and CO2 mitigation. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 109(32), 12911-12915.
- Williams, A. (2008). Turning the Tide: Recognizing Climate Change Refugees in International Law. *Law and Policy*, 4, 502-529.
- Zetter, R. (2009). Challenges and approaches to measuring the migration– environment nexus. Dans *Migration, Environment and Climate Change: Assessing the Evidence* (p. 385-439). Geneva, Switzerland : International Organization for Migration (OIM). Repéré à [https://publications.iom.int/fr/system/files/pdf/migration\\_and\\_environment.pdf](https://publications.iom.int/fr/system/files/pdf/migration_and_environment.pdf)

## ANNEXE 1 : ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE ET VULNÉRABILITÉ : ÉQUITÉ

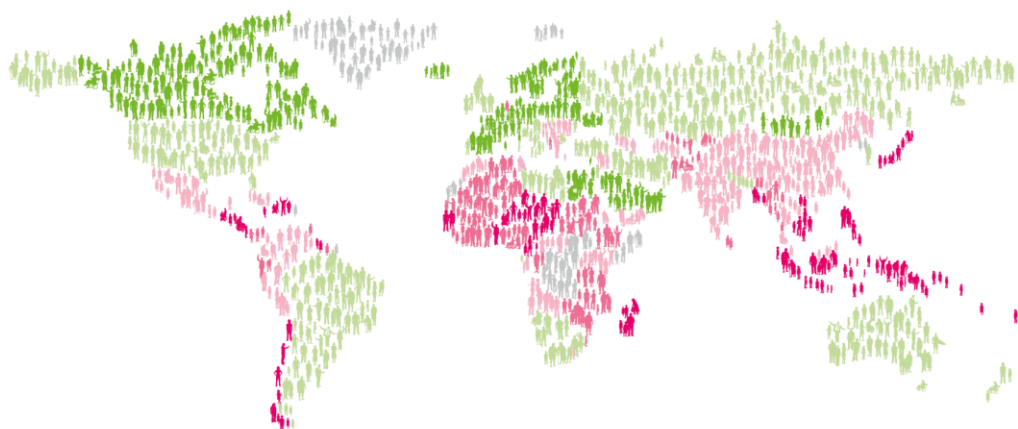


(a) Climate change equity for 2010. (b) Climate change equity for 2030. Countries with emissions in the highest quintile and vulnerability in the lowest quintile are shown in dark red (the climate free riders), and those countries with emissions in the lowest quintile and vulnerability in the highest quintile are shown in dark green (the climate forced riders). Intermediate levels of equity are shown in graduating colours, with countries in yellow producing GHG emissions concomitant with their vulnerability to the resulting climate change. Data deficient countries are shown as grey. Maps generated using ESRI ArcGIS<sup>36</sup>.

(tiré de : Althor et al., 2016, p.2)



## ANNEXE 2 : EXPOSITION, VULNÉRABILITÉ ET RISQUE AUX CATASTROPHES



### Strong need for action at a glance

The 15 countries with the highest <b>exposure</b> worldwide		The 15 countries with the highest <b>vulnerability</b> worldwide		The 15 countries with the highest <b>risk</b> worldwide	
Country	Exp. (%)	Country	Vuln. (%)	Country	Risk (%)
Vanuatu	63.66	Chad	74.36	Vanuatu	36.45
Tonga	55.27	Eritrea	73.98	Tonga	28.57
Philippines	52.46	Afghanistan	73.61	Philippines	27.69
Japan	45.91	Haiti	73.11	Guatemala	20.46
Costa Rica	42.61	Niger	72.63	Bangladesh	19.57
Brunei Darussalam	41.10	Central African Republic	72.50	Solomon Islands	18.77
Mauritius	37.35	Liberia	71.52	Costa Rica	17.16
Guatemala	36.30	Sierra Leone	71.28	Cambodia	16.92
El Salvador	32.60	Mozambique	70.11	El Salvador	16.74
Bangladesh	31.70	Guinea	70.01	Timor-Leste	16.37
Chile	30.95	Madagascar	69.30	Papua New Guinea	16.34
Netherlands	30.57	Burundi	69.30	Brunei Darussalam	16.22
Solomon Islands	29.98	Mali	69.14	Mauritius	15.11
Fiji	27.71	Guinea-Bissau	68.70	Nicaragua	14.88
Cambodia	27.65	Nigeria	67.92	Fiji	13.50

The 15 countries with the highest <b>susceptibility</b> worldwide		The 15 countries with the greatest lack of <b>coping capacities</b> worldwide		The 15 countries with the greatest lack of <b>adaptive capacities</b> worldwide	
Country	Sus. (%)	Country	L. of Cop. (%)	Country	L. of Ad. (%)
Madagascar	65.58	Afghanistan	92.82	Afghanistan	71.81
Mozambique	65.19	Sudan	92.57	Eritrea	70.92
Liberia	63.51	Chad	91.50	Niger	70.11
Burundi	62.96	Haiti	90.62	Mali	68.87
Chad	62.94	Yemen	90.24	Chad	68.63
United Rep. of Tanzania	62.92	Central African Republic	89.63	Sierra Leone	68.38
Eritrea	62.71	Guinea	89.58	Haiti	66.71
Zambia	62.31	Guinea-Bissau	89.14	Liberia	66.24
Central African Republic	62.25	Iraq	89.09	Guinea	66.17
Haiti	62.01	Zimbabwe	88.71	Central African Republic	65.61
Niger	60.78	Eritrea	88.31	Benin	64.68
Sierra Leone	59.18	Burundi	88.13	Pakistan	63.88
Comoros	58.61	Myanmar	88.06	Cote d'Ivoire	63.70
Malawi	57.68	Nigeria	87.86	Guinea-Bissau	63.35
Zimbabwe	57.42	Uganda	87.67	Mauritania	62.93

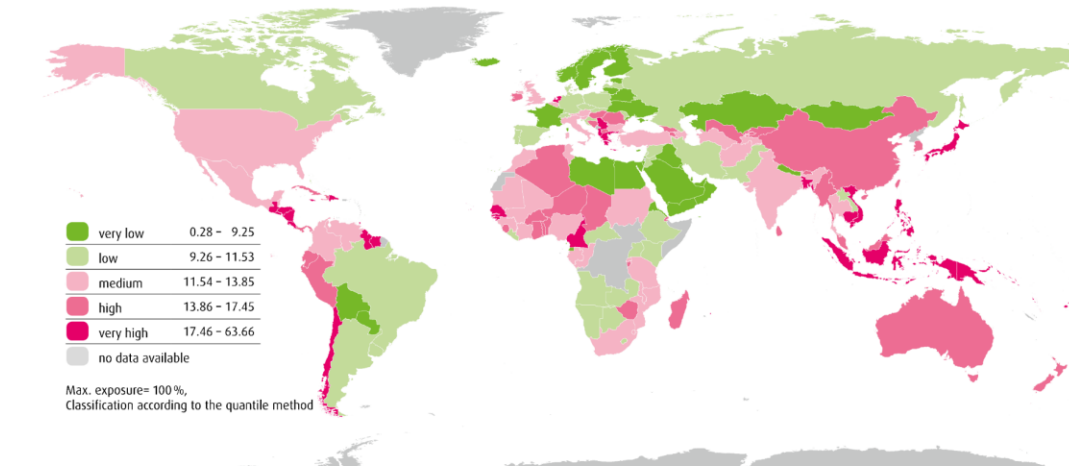
Data base: WorldRiskIndex, mean value calculation 2012–2016

(tiré de : Kirch et al., 2017, p.17)

## ANNEXE 3 : RISQUE AUX CATASTROPHES NATURELLES

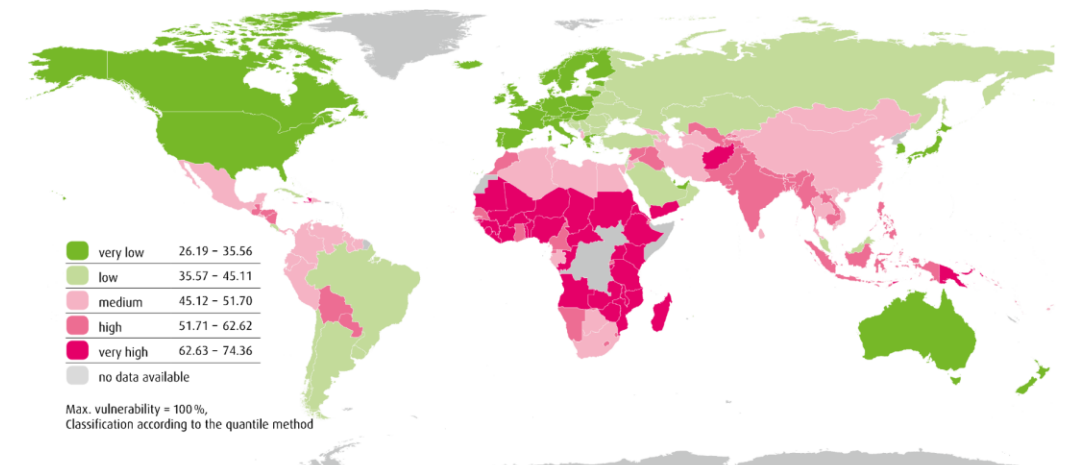
### Exposure (mean values 2012 – 2016)

Exposure of the population to the natural hazards earthquakes, storms, floods, droughts and sea level rise.



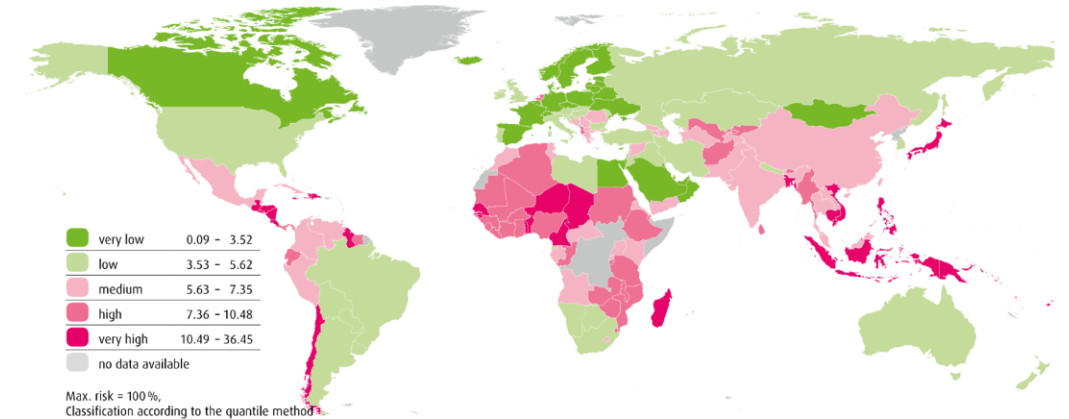
### Vulnerability (mean values 2012 – 2016)

Exposure of the population to the natural hazards earthquakes, storms, floods, droughts and sea level rise.



### WorldRiskIndex (mean values 2012 – 2016)

WorldRiskIndex as the result of exposure and vulnerability



(tiré de : Kirch et al., 2017, p.39)